

Adolf Hitler

Mein Kampf

(Mon combat)



BeQ

Adolf Hitler

Mein Kampf
(Mon combat)

traduction intégrale

par J. Gaudefroy-Demombynes et A. Calmettes

(Paris : Nouvelles éditions latines, 192_?)

Tome premier

La Bibliothèque électronique du Québec

Collection *Polémique et propagande*

Volume 1 : version 0.5 (temporaire)

Avertissement au lecteur¹

La présente édition de « Mein Kampf » est une édition intégrale ne comportant ni choix ni coupures pouvant masquer certains aspects de l'œuvre de Hitler et en altérer la portée ou la signification.

« Mein Kampf », qui constitue assurément un document indispensable pour la connaissance de l'histoire contemporaine, est aussi une œuvre de polémique et de propagande dont l'esprit de violence n'est pas étranger à l'époque actuelle et qui par là-même peut encore, malgré l'inanité de ses théories, contribuer à une renaissance de la haine raciale ou à l'exaspération de la xénophobie.

À ce titre, « Mein Kampf » n'a pas cessé de tomber sous le coup de la loi du 29 juillet 1881 modifiée par la loi du 3 juillet 1972 qui dispose :

Article 23. – « Seront punis comme complice d'une action qualifiée crime ou délit ceux qui, soit par des discours, cris ou menaces proférés dans des lieux ou

¹ La publication de ce texte a été ordonnée par arrêt de la Cour d'appel de Paris du 11 juillet 1979.

réunions publics soit par des écrits, des imprimés vendus ou distribués, mis en vente ou exposés dans des lieux ou réunions publics, soit par des placards ou affiches, exposés au regard du public, auront directement provoqué l'auteur ou les auteurs à commettre ladite action, si la provocation a été suivie d'effet...

Cette disposition sera également applicable lorsque la provocation n'aura été suivie que d'une tentative de crime prévue par l'article 2 du Code pénal. »

Article 24, alinéa 5. – « Ceux qui, par l'un des moyens énoncés à l'article 23, auront provoqué à la discrimination, à la haine ou à la violence à l'égard d'une personne ou d'un groupe de personnes à raison de leur origine ou de leur appartenance ou de leur non-appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée, seront punis d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 2000 à 300 000 francs ou de l'une de ces deux peines seulement. »

Article 32, alinéa 2. – « La diffamation commise par les mêmes moyens envers une personne ou un groupe de personnes à raison de leur origine ou de leur appartenance ou de leur non-appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée sera punie d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 300 francs à 300 000 francs, ou de l'une de

ces deux peines seulement. »

Article 33, alinéa 3. – « Le maximum de la peine d'emprisonnement sera de six mois et celui de l'amende de 150 000 francs si l'injure a été commise dans les conditions prévues à l'alinéa précédent, envers une personne ou un groupe de personnes à raison de leur origine ou de leur appartenance ou de leur non-appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée. »

* * *

La publication de « Mein Kampf » peut heurter la sensibilité de ceux qui, directement ou à travers leurs proches, ont souffert des persécutions et des crimes commis, à une époque encore récente, au nom de la doctrine hitlérienne. Pourtant les victimes du plus atroce crime contre l'humanité ne peuvent être vouées à l'oubli. Il importe que les hommes se souviennent du crime et s'en détournent avec horreur dans les temps à venir.

Il est donc nécessaire de rappeler ici au lecteur ce à quoi l'ouvrage qu'il a entre les mains, a conduit.

Hitler ne révélait dans son ouvrage écrit en 1924, qu'une partie de ses desseins en vue de l'établissement

d'un « État racial », assurant la prépondérance des Allemands censés appartenir à la race supérieure des « Aryens », sur les autres populations européennes. Ces desseins ont abouti en 1939 au déchaînement de la 2^e Guerre mondiale, au cours de laquelle d'innombrables crimes furent perpétrés, au nom de la doctrine raciale, contre les populations civiles désarmées, contre des femmes et des enfants.

Cette doctrine elle-même telle qu'elle se trouve ouvertement exposée dans « Mein Kampf », avec son partage des populations humaines en « Aryens » civilisateurs et dominateurs en peuples de catégories inférieures et en juifs ou « sémites » malfaisants et destructeurs, constitue un discours délirant et criminel.

Les anthropologues sont en effet unanimes à constater qu'il n'existe pas de hiérarchie d'ordre mental ou moral entre les ethnies ou races humaines. Cette constatation a été formulée en 1950 par une commission internationale de savants, réunie par l'UNESCO.

Mais comme l'indiquait lors du procès de Nuremberg le général des S.S. Von Dem Bach Zelewsky :

« ... Si vous prêchez pendant dix longues années que les peuples slaves constituent une race inférieure et que les Juifs sont des sous-hommes, il s'ensuivra

logiquement qu'on acceptera comme un phénomène naturel le fait de tuer des millions de ces êtres humains. De "Mein Kampf" le chemin conduit directement aux fournaises d'Auschwitz et aux chambres à gaz de Mai Danek. »

* * *

Dès l'invasion de la Pologne, en automne 1939, Hitler commença à faire appliquer son programme d'État ou Empire racial, destiné à assurer à tout jamais la prépondérance mondiale du III^e Reich. À cette fin, il était prévu de limiter la fécondité des Polonais, des Tchèques, des Russes et des autres peuples slaves ; de se livrer à des transferts de population pour mettre des terres à la disposition des colons allemands ; de passer au crible des enfants afin de déceler, sur la foi de leur aspect extérieur, ceux d'entre eux qui paraissaient « germanisables » ; enfin et surtout, il était prévu de détruire les cultures slaves, en supprimant les établissements d'enseignement secondaire et supérieur et en éliminant physiquement les porteurs vivants de ces cultures, intellectuels et autres membres des élites. Un nombre mal connu, mais qui se chiffrait par millions d'hommes et de femmes désarmés fut exterminé en conséquence, sur place ou dans les camps de

concentration allemands. Quant à la masse des populations slaves, elle était destinée à servir de réservoir de main-d'œuvre agricole et industrielle à la « race des seigneurs » allemands.

Une politique « raciale » devait également être appliquée dans les territoires occupés de l'Europe de l'Ouest. Un ordre daté du 7 août 1942 cité dans le jugement du Tribunal International de Nuremberg, prescrivait pour ce qui est de l'Alsace :

« Le problème de la race sera envisagé le premier, à seule fin que les gens qui ont une valeur raciale soient déportés en Allemagne et que tous les gens inférieurs du point de vue de la race soient déportés en France. »

D'autres catégories d'être humains, considérés comme des bouches inutiles, ou comme parasites malfaisants, furent voués dans le III^e Reich à l'extermination totale.

Les premières dispositions en ce sens furent édictées à l'encontre des malades mentaux et faibles d'esprit allemands. Au lendemain de la déclaration de la guerre, en septembre 1939, Hitler signait un ordre secret relatif à la « suppression des vies indignes d'être vécues ». Le concept était aussi vague que large. En pratique, les pensionnaires des asiles devaient être exterminés par des psychiatres pro-nazis, l'examen de chaque dossier ne durait que quelques minutes ; les malades qui

paraissaient inguérissables aux examinateurs étaient dirigés sur l'une des six « stations d'euthanasie » créées en Allemagne à cette fin. À l'arrivée, les victimes étaient introduites, par petits groupes dans une pièce camouflée en salle de douches, dans laquelle elles étaient asphyxiées par l'oxyde de carbone insufflé par une tuyauterie. Les familles étaient mises au courant par des lettres stéréotypées, les avisant d'un décès dû à une crise cardiaque, ou à quelque autre maladie. De la sorte, un nombre estimé à cent mille êtres humains furent assassinés, entre septembre 1939 et août 1941.

Mais ce genre de duperie ne pouvait pas se poursuivre indéfiniment. D'une part, ces décès subits paraissaient souvent suspects aux familles, d'autre part, le transfert des malades donnait l'éveil, puisqu'on les voyait quotidiennement arriver aux « stations d'euthanasie », mais jamais repartir, et qu'on voyait aussi la fumée s'élever des crématoires. La vérité ne tarda donc pas à filtrer ; des prélats, tant protestants que catholiques, élevèrent des protestations publiques, et c'est dans ces conditions que Hitler estima préférable de suspendre, pour la durée de la guerre, l'extermination des malades mentaux allemands.

* * *

C'est en leur qualité d'« asociaux » que les Tziganes furent voués à la mort dans le III^e Reich. Une circulaire de 1938 énuméra les griefs à leur égard :

« Pour des raisons de santé publique, et en particulier, parce que les Tziganes ont une hérédité notoirement chargée, que ce sont des criminels invétérés qui constituent des parasites au sein de notre peuple et qu'ils ne sauraient qu'y produire des dommages immenses... il convient en premier lieu de veiller à les empêcher de se reproduire et de les contraindre au travail forcé dans les camps de travail. »

Mais ce n'est qu'en décembre 1942 que Himmler ordonna leur arrestation et leur transfert au camp d'Auschwitz. Un camp « familial » fut créé pour eux, où ils bénéficièrent de quelques privilèges. Cependant, en août 1944, Himmler donnait l'ordre de les expédier dans les chambres à gaz.

En Europe, la majeure partie des Tziganes habitaient la Hongrie et l'Union Soviétique. Dans ce dernier pays, ils étaient fusillés au fur et à mesure de l'avance allemande, en même temps que les Juifs et les membres du parti communiste. Le chiffre total des victimes tziganes est évalué (avec une grande marge d'approximation) à deux cent mille.

* * *

L'antisémitisme forcené de « Mein Kampf » fut appliqué dès l'arrivée au pouvoir d'Hitler.

Les Juifs furent éloignés de la fonction publique et de l'enseignement. La population fut conviée à boycotter les commerces appartenant à des juifs. En 1935, ils furent collectivement déchus de la nationalité allemande et les mariages ou relations sexuelles avec des partenaires aryens furent interdits sous peine de prison. Une vague d'émigration s'ensuivit tandis que le Gouvernement nazi multipliait les mesures humiliantes et spoliatrices. En novembre 1938, des centaines de synagogues et de maisons juives furent incendiées par des groupements paramilitaires nazis (S.A. et S.S.) et des dizaines de milliers de Juifs, incarcérés dans des camps de concentration.

Accusés de conspirer contre l'Allemagne, de vouloir fomenter une guerre et d'être les dirigeants occultes, tant de la révolution communiste que des régimes capitalistes, les Juifs furent ouvertement menacés de mort par Hitler, quelques mois avant l'agression de la Pologne : « Si la juiverie internationale réussissait, en Europe ou ailleurs, à précipiter les peuples dans une guerre mondiale, le résultat n'en serait point une bolchevisation de l'Europe et une victoire du judaïsme,

mais l'extermination de la race juive en Europe. »

À la fin de « Mein Kampf », Hitler écrivait : Si l'on avait, au début et au cours de la guerre tenu une seule fois douze ou quinze mille de ces Hébreux corrupteurs du peuple sous les gaz empoisonnés que des centaines de milliers de nos meilleurs travailleurs allemands de toute origine et de toutes professions ont endurés sur le front, le sacrifice de millions d'hommes n'eût pas été vain. Au contraire, si l'on s'était débarrassé à temps de ces quelque douze mille coquins, on aurait peut-être sauvé l'existence d'un million de bons et braves allemands pleins d'avenir.

Dès l'invasion de la Pologne, en automne 1939, les détachements policiers allemands y multipliaient les sévices de tout ordre à l'encontre des Juifs qui furent isolés du reste de la population. Compte tenu de leurs conditions de vie, et notamment du rationnement draconien, ils paraissaient voués à mourir lentement de famine. Mais en attaquant en juin 1941 la Russie, Hitler fit accélérer le processus. Des détachements de S.S. furent chargés par lui de fusiller « tous les représentants de l'idéologie ennemie », c'est-à-dire au premier chef, les Juifs. Pour que l'opération se poursuive, autant que possible sans encombre, les victimes étaient avisées, localité par localité, qu'elles allaient être transférées dans un « territoire autonome juif » ; elles étaient

ensuite conduites dans un bois ou dans un ravin à proximité, et abattues à la mitrailleuse.

Le jugement du Tribunal International de Nuremberg cite, à ce propos, le témoignage d'un ingénieur allemand, Hermann Graebe, que la firme qui l'employait avait envoyé en Ukraine :

« Nous entendîmes ensuite une succession rapide de coups de fusil, tirés de derrière une des buttes de terre. Les personnes qui étaient descendues des camions, hommes, femmes et enfants de tous âges durent se déshabiller sur l'ordre des S.S., munis de cravaches ou de fouets à chien... À ce moment, le premier S.S. cria quelque chose à son camarade. Ce dernier compta une vingtaine de personnes, les mit à part et leur dit de se placer derrière le tertre... Moi-même je fis le tour du tertre, et me trouvai en face d'une fosse commune effroyable. Des corps étroitement serrés étaient empilés les uns sur les autres, de sorte que seules les têtes étaient visibles. La plupart étaient blessés à la tête, et le sang leur coulait sur les épaules. Quelques-uns parmi les fusillés bougeaient encore. D'autres levaient les mains et tournaient la tête pour montrer qu'ils étaient encore vivants. La fosse était remplie aux deux tiers. J'évalue à un millier le nombre de corps qu'elle contenait. Je cherchai des yeux l'homme qui avait procédé à l'exécution. C'était un soldat S.S. ; il était

assis, les jambes ballantes, au bord étroit de la fosse. Un fusil mitrailleur était posé sur ses genoux et il fumait une cigarette. »

Au moins un million de juifs furent fusillés de cette manière en Union soviétique.

* * *

Mais ces massacres, perpétrés en plein jour, sous les yeux de civils allemands et de l'armée régulière, ne pouvaient pas ne pas s'ébruiter en Allemagne et ailleurs, suscitant l'effroi et l'indignation.

C'est pourquoi ailleurs qu'en Union soviétique, l'extermination des Juifs fut poursuivie par de tout autres procédés, dans le secret des camps de la mort. Au cours de l'hiver 1941-1942, cinq camps furent installés à cette fin en Pologne, le pays dans lequel le peuple juif était le plus dense. Ils fonctionnait conformément aux méthodes mises au point dans les « stations d'euthanasie » allemandes, mais à une échelle autrement vaste : on évalue à deux millions le nombre des victimes ; le stratagème du « territoire autonome juif » qu'on leur faisait miroiter, assurait, au début du moins, leur docilité.

Par la suite, la vérité finit par filtrer, mais elle y mit

du temps. Le principe même d'une « industrie de la mort » était tellement nouveau, tellement insolite qu'à l'étranger, notamment dans les pays belligérants ou les pays neutres, on refusait d'y ajouter foi.

Dans les autres pays européens, les opérations étaient plus complexes puisque les Juifs n'y avaient pas été isolés au préalable du reste de la population, dont en règle générale, ils ne se distinguaient d'aucune manière. Il fallait donc, pour pouvoir les arrêter, les dépister auparavant et les recenser, pays par pays, parfois avec le concours des polices locales. Une vaste organisation, dirigée par le colonel S.S. Adolf Eichmann fut créée à cette fin. De tous les pays occupés, de France, de Norvège ou de Grèce, les Juifs étaient ensuite déportés au camp d'Auschwitz (Pologne occidentale), le plus vaste des camps de la mort. Ce camp était aussi un camp de travail dans lequel les déportés valides devaient d'abord travailler, en des conditions inhumaines et jusqu'à ce que la mort s'ensuive.

Dans son jugement, le Tribunal international de Nuremberg a donné une description circonstanciée du camp d'Auschwitz :

« En ce qui concerne Auschwitz, le Tribunal a entendu le témoignage de Hoess, qui en fut le Commandant, du 1^{er} mai 1940 au 1^{er} décembre 1943. À son avis, dans ce seul camp et pendant cette période,

deux millions cinq cent mille personnes furent exterminées et cinq cent mille autres périrent de maladie ou de faim. Hoess a décrit la manière dont étaient choisis ceux qui allaient être exterminés :

« Nous avions à Auschwitz deux médecins S.S. de service, dont la mission consistait à procéder à l'examen physique des prisonniers dès l'arrivée des convois. Les prisonniers devaient défiler devant l'un des médecins qui prenait sa décision immédiatement, à mesure qu'ils passaient. Ceux qui étaient capables de travailler étaient envoyés au camp. Les autres étaient immédiatement envoyés aux installations d'extermination. Dans tous les cas, les enfants en bas âge étaient tués, car leur âge les rendait inaptes au travail (...). Très souvent, des femmes cachaient leurs enfants sous leur vêtement mais évidemment, lorsque nous les trouvions, ils étaient expédiés vers les lieux d'extermination. »

Quant aux exterminations mêmes, Hoess les décrivait en ces termes :

« Il nous fallait de trois à quinze minutes pour tuer les victimes dans la chambre de mort, le délai variant suivant les conditions atmosphériques. Nous savions qu'elles étaient mortes quand elles cessaient de crier. En général, nous attendions une demi-heure avant d'ouvrir les portes et d'enlever les cadavres que nos

commandos spéciaux dépouillaient alors de leurs bagues et de leurs dents en or. »

Les coups, le régime de famine, les tortures et les exécutions étaient la règle. Les détenus étaient soumis à des expériences cruelles. Dans le camp de Dachau, en août 1942, certains furent immergés dans l'eau froide jusqu'à ce que la température de leur corps s'abaissât à 28° et que la mort survint. On effectuait également différentes expériences concernant les hautes altitudes, la durée pendant laquelle des êtres humains peuvent vivre dans l'eau glacée, l'effet des balles empoisonnées et de certaines maladies contagieuses. Enfin, on expérimenta la stérilisation d'hommes et de femmes par les rayons X et par d'autres méthodes.

Des documents et des dépositions ont montré au Tribunal quel était le traitement des internés avant leur exécution et ensuite quel était le sort réservé à leurs corps. On coupait leurs cheveux pour les envoyer en Allemagne et les utiliser à la fabrication de matelas. On récupérait également les vêtements, l'argent et les objets de valeur appartenant aux victimes et on les envoyait à des services qualifiés pour en disposer. Après l'extermination, les dents et appareils dentaires en or étaient prélevés sur les cadavres et envoyés à la Reichsbank qui les faisait fondre en lingots. Les cendres provenant de l'incinération étaient utilisées

comme engrais et, dans certains cas, on fit des essais en vue de se servir de la graisse des victimes pour la production industrielle de savon. Des groupes spéciaux parcouraient l'Europe à la recherche des Juifs pour les soumettre à la « solution finale ». Des missions allemandes furent envoyées dans les pays satellites, tels que la Hongrie ou la Bulgarie, afin d'organiser le transfert vers les camps d'extermination et on sait que, à la fin de l'année 1944, 400 000 Juifs de Hongrie avaient été assassinés à Auschwitz. On a aussi la preuve que 110 000 Juifs ont été évacués d'une partie de la Roumanie pour être exterminés. Adolf Eichmann, que Hitler avait chargé de ce programme, a estimé que cette politique avait causé la mort de six millions de Juifs, dont quatre millions périrent dans les camps d'extermination.

* * *

L'actualité révèle une certaine renaissance de l'idéologie et des pratiques nazies :

Certains « historiens » nient l'évidence des génocides perpétrés par les nazis afin de rendre à nouveau présentable cette doctrine.

Des monuments de la résistance sont attaqués et

profanés de même que des synagogues ou des cimetières Juifs.

Des attentats racistes et antisémites se multiplient et s'aggravent.

* * *

Le lecteur de « Mein Kampf » doit donc se souvenir des crimes contre l'humanité qui ont été commis en application de cet ouvrage, et réaliser que les manifestations actuelles de haine raciale participent de son esprit.

Mon combat

(Mein Kampf)

I

Tout Français doit lire ce livre.

Maréchal LYAUTEY.

Avertissement des éditeurs

De nombreux articles de presse et quelques ouvrages récemment publiés ont déjà permis au public français de se rendre compte des principaux caractères du mouvement hitlérien.

Il lui était cependant impossible d'aller puiser aux sources mêmes de la nouvelle doctrine, soit une explication complète de la vague puissante qui soulève si violemment nos voisins, soit un pronostic bien fondé sur les dangers qui en résultent pour la France.

Cela parce que Hitler a jusqu'ici obstinément refusé de laisser publier en français : *Mein Kampf* (Mon combat), le livre qui, répandu en Allemagne à plus d'un million d'exemplaires, a eu sur l'orientation soudaine de tout un peuple une influence telle, qu'il faut, pour en trouver l'analogie, remonter au Coran.

Nous avons pensé qu'il était d'intérêt national de passer outre à ce refus, quelles que puissent être pour nous-mêmes et pour la jeune maison que nous avons fondée les conséquences de notre initiative.

Nous publions donc, sous notre entière

responsabilité, la traduction complète de l'ouvrage doctrinal de Hitler.

* * *

Que l'on comprenne bien notre geste : nous ne faisons pas œuvre de haine ni même d'hostilité ; nous donnons simplement au public français un document que, contrairement à l'opinion du Führer, nous jugeons indispensable qu'il possède.

Pour lui laisser toute sa valeur documentaire, nous n'avons pratiqué aucune coupure dans le texte ; nous y avons maintenu des chapitres qui sont d'un moindre intérêt pour les Français et aussi des longueurs, des redites et de lourdes démonstrations qui étonnent notre esprit latin clair et prompt.

Pour la même raison, nous nous sommes strictement abstenus d'ajouter au texte une annotation ou un commentaire quelconques. Les passages mis en italique sont ceux de l'édition allemande. Celle dont nous nous sommes servis a paru chez Franz Eher, à Munich, en 1933. Nous fournissons l'étoffe : chacun s'y taillera l'habit qui lui plaira.

* * *

Nous prévoyons l'objection grossière que certains pourront faire sur l'opportunité de la publication de *Mein Kampf* en France et sur la valeur de ce document : « Les idées exprimées par le chef d'un parti d'opposition, diront-ils, sont périmées et n'ont plus d'authenticité lorsque leur auteur est devenu chef du gouvernement. »

Nous rétorquerons que la dernière liste de livres recommandés, publiée en décembre 1933 par le Ministre prussien de l'instruction publique, comprenait *Mein Kampf*; nous invoquerons les déclarations réitérées de Goebbel et de Goering, sur la valeur essentielle et actuelle du livre du « Führer », et renverrons aux notes officielles parues dans le *Voikischer Beobachter* du 19 juillet, où il est dit ceci :

« Les autorités supérieures devront faciliter largement à chaque fonctionnaire la connaissance des textes essentiels du national-socialisme, je leur indique tout particulièrement le livre du Führer *Mein Kampf*. »

Et dans le même journal du 11 décembre 1933, nous lisons encore :

« Le livre de notre Führer contient pour le présent et pour l'avenir les principes définitifs des conceptions

national-socialistes ; il est indispensable à tout Allemand et à quiconque veut pénétrer les arcanes de notre doctrine ; il constitue l'essence même du national-socialisme et il doit devenir désormais la Bible du peuple allemand. »

Il est donc essentiel de faire connaître intégralement ce livre, dont treize millions d'Allemands avaient, bien avant le plébiscite, adopté les promesses et les prédictions. Voici l'une d'elles ; ayant indiqué que la France est le principal obstacle aux visées allemandes, Hitler conclut : « Ces résultats ne seront atteints ni par des prières au Seigneur, ni par des discours, ni par des négociations à Genève. Ils doivent l'être par une guerre sanglante. »

Tous les Français doivent en être instruits.

* * *

D'autres objections viseront certainement la liberté que nous prenons de publier un ouvrage sans l'agrément de son auteur. Pour ceci, il nous a semblé que le cas d'espèce planait bien au-dessus des conventions commerciales ordinaires et que *Mein Kampf*, en raison de son objet très spécial, en raison de la large diffusion gratuite qui en a été faite dans le

Reich, avait beaucoup plus le caractère d'un manifeste électoral que celui d'une production littéraire.

Les paroles et les écrits publics d'un homme public appartiennent au public.

Et quand on a jeté à la face d'un peuple des menaces aussi précises, on n'a plus moralement le droit de l'empêcher de les connaître.

Au surplus – et c'est à son honneur – Hitler n'est pas un homme d'argent ; il n'a pas écrit son livre pour battre monnaie. S'il s'oppose à sa diffusion en France, c'est parce qu'il y voit des inconvénients pour sa politique. Et c'est justement pourquoi nous y voyons des avantages. Il nous excusera de nous les assurer à l'aide d'un petit coup de force – qui est bien, au surplus, dans la manière allemande : il se rappellera une phrase de son Ministre de l'intérieur, M. Frick, qui, ouvrant à Leipzig, le 3 octobre 1933, le congrès des juristes allemands, leur disait ceci : « Pour les nationaux-socialistes, le droit c'est ce qui sert le peuple allemand. L'injustice, c'est ce qui lui porte dommage. »

Nous avons simplement pris à notre compte cette vigoureuse définition.

Les N. E. L.

Préface

Le 1^{er} avril 1924, le Tribunal populaire de Munich ordonnait mon incarcération à Landsberg-am-Lech.

Pour la première fois, après des années de travail incessant, j'avais ainsi la possibilité de m'adonner à un ouvrage que beaucoup me pressaient d'écrire et que je sentais moi-même opportun pour notre cause. Je me suis donc décidé dans *ces deux volumes*¹, à exposer non seulement les buts de notre mouvement, mais encore sa genèse. Un tel ouvrage sera plus fécond qu'un traité purement doctrinaire.

De plus, j'avais ainsi l'occasion de montrer ma propre formation, pour autant que cela est nécessaire à la compréhension du livre, et que cela peut servir à la destruction de la légende bâtie autour de ma personne par la presse juive.

Je ne m'adresse pas ici à des étrangers, mais à ces partisans du mouvement, qui lui sont acquis de cœur et dont l'esprit cherche maintenant une explication plus approfondie.

¹ L'édition française est réunie en un volume.

Je n'ignore point que c'est par la parole beaucoup plus que par des livres que l'on gagne les hommes : tous les grands mouvements que l'histoire a enregistrés ont dû beaucoup plus aux orateurs qu'aux écrivains.

Il n'en est pas moins vrai qu'une doctrine ne peut sauvegarder son unité et son uniformité que si elle a été fixée par écrit, une fois pour toutes. Ces deux volumes seront les pierres que j'apporte à l'édifice commun.

L'AUTEUR.

Landsberg-am-Lech.

Maison d'arrêt.

Le 9 novembre 1923, à midi et demi, devant la Feldherrnhalle et dans la cour de l'ancien Ministère de la Guerre, les hommes dont les noms suivent tombèrent pour leur fidèle croyance en la résurrection de leur peuple :

ALFARTH Félix, commerçant, né le 5 juillet 1901.

BAURIEDL Andreas, chapelier, né le 4 mai 1879.

CASELLA Theodor, employé de banque, né le 8 août 1900.

EHRlich Wilhelm, employé de banque, né le 10 août 1894.

FAUST Martin, employé de banque, né le 27 janvier 1901.

HECHENBERGER Ant., serrurier, né le 28 septembre 1902.

KÖRNER Oskar, commerçant, né le 4 janvier 1875.

KUHN Karl, sommelier, né le 26 juillet 1897.

LAFORRE Karl, élève ingénieur, né le 28 octobre 1904.

NEUBAUER Kurt, domestique, né le 27 mars 1899.

PAPE Claus (von), commerçant, né le 16 août 1904.

PFORDTEN Theodor (von der), conseiller au Tribunal régional supérieur, né le 14 mai 1873.

RICKMERS Joh., capitaine de cavalerie, né le 7 mai 1881.

SCHEUBNER-RICHTER Max-Erwin (von), D^r, ingénieur, né le 9 janvier 1884.

STRANSKY Lorenz-Ritter (von), ingénieur, né le 14 mars 1899.

WOLF Wilhelm, commerçant, né le 19 octobre 1898.

Les autorités *nationales* refusèrent, après leur mort, une sépulture commune à ces héros.

À leur mémoire commune je dédie le premier volume de cet ouvrage, afin que leur martyre rayonne constamment sur nos partisans.

Landsberg-a.-L., Maison d'arrêt, le 16 octobre 1924.

Adolf HITLER.

Tome premier

Bilan

Chapitre I

La maison familiale.

Une heureuse prédestination m'a fait naître à Braunau-am-Inn, bourgade située précisément à la frontière de ces deux États allemands dont la nouvelle fusion nous apparaît comme la tâche essentielle de notre vie, à poursuivre par tous les moyens.

L'Autriche allemande doit revenir à la grande patrie allemande et ceci, non pas en vertu de quelconques raisons économiques. Non, non : même si cette fusion, économiquement parlant, est indifférente ou même nuisible, elle doit avoir lieu quand même. *Le même sang appartient à un même empire.* Le peuple allemand n'aura aucun droit à une activité politique coloniale tant qu'il n'aura pu réunir ses propres fils en un même État. Lorsque le territoire du Reich contiendra tous les Allemands, s'il s'avère inapte à les nourrir, de la nécessité de ce peuple naîtra son droit moral d'acquérir des terres étrangères. La charrue fera alors place à l'épée, et les larmes de la guerre prépareront les moissons du monde futur.

C'est ainsi que la situation de ma ville natale m'apparaît comme le symbole d'un grand devoir. Elle a d'autres titres à fixer le souvenir. Ce nid perdu fut, il y a plus d'un siècle, le théâtre d'une poignante tragédie qui demeurera immortelle dans les annales de la nation allemande. C'est là en effet que, lors du plus complet effondrement qu'ait connu notre patrie, un libraire de Nüremberg, Johannes Palm, *nationaliste* endurci et ennemi des Français, mourut pour cette Allemagne qu'il aimait si ardemment jusque dans son malheur. Il avait obstinément refusé de livrer ses complices, d'ailleurs les principaux responsables. Comme Leo Schlageter l'avait fait. Comme lui aussi, il fut dénoncé à la France par un représentant du Gouvernement. Un directeur de police d'Augsbourg s'acquitta cette triste gloire, et donna ainsi l'exemple aux autorités néo-allemandes du Reich de Severing.

C'est cette petite ville de l'Inn, auréolée de ce martyre allemand, bavaroise de sang mais politiquement autrichienne que mes parents habitaient vers 1890. Mon père était un consciencieux fonctionnaire ; ma mère vaquait aux soins de son intérieur et entourait ses enfants de soins et d'amour. Cette époque a peu marqué dans mon souvenir, car, quelques années plus tard, mon père alla occuper un nouveau poste un peu plus bas sur le cours de l'Inn, à Passau, donc en Allemagne même.

Mais le sort d'un employé des douanes autrichien comportait alors bien des déplacements. Peu de temps après mon père revenait à Linz, et y prenait sa retraite. Pour le cher vieil homme, cela ne devait pas être le repos. Fils d'un pauvre petit journalier agricole, il lui avait déjà fallu naguère quitter la maison. À peine âgé de treize ans, il boucla sa sacoche et quitta le canton de forêt qui était son pays natal. Malgré le conseil de villageois *expérimentés*, il était parti à Vienne pour y apprendre un métier. Ceci se passait vers 1850. C'était une décision bien amère que celle de partir, de se mettre ainsi en route vers l'inconnu avec trois écus en poche. Quatre ans après, passé compagnon, il n'était cependant pas satisfait. Au contraire. La misère persistante de cette époque fortifia sa résolution de quitter son métier pour devenir quelque chose de « plus haut ». Alors que jadis, pauvre jeune homme, la situation du prêtre de son village lui paraissait le *summum* de la condition humaine, maintenant que la grande ville avait élargi ses idées, il mettait au-dessus de tout la dignité de fonctionnaire. Avec toute l'âpreté de ceux que la misère et l'affliction ont mûris avant l'âge, ce jeune homme de dix-sept ans poursuivit obstinément la réalisation de ses nouveaux projets – et il devint fonctionnaire. Il atteignit son but vers vingt-trois ans, je crois, réalisant ainsi sa promesse de jeune homme de ne retourner dans son cher village qu'après être devenu quelqu'un.

Maintenant, le but était atteint ; mais personne au village ne se souvenait plus du petit garçon de jadis et le village lui était devenu à lui-même étranger.

Quittant enfin à cinquante-six ans la vie active, il n'aurait cependant pu supporter un seul jour l'oisiveté. Il acquit aux environs de la petite bourgade de Lambach, en Haute-Autriche, un bien qu'il mit en valeur. Le cycle de sa longue carrière laborieuse le ramenait ainsi à son origine familiale.

De cette époque datent mes premières idées personnelles. Les ébats en liberté, l'école buissonnière, la fréquentation de vigoureux garçons – qui souvent donnait à ma mère d'amers soucis – me rendirent rien moins que casanier. Je m'interrogeais rarement sur ma vocation ; en tous cas, mes goûts ne m'entraînaient en rien vers une existence semblable à celle de mon père. Je crois que mon talent d'orateur commençait alors à se former dans les discours plus ou moins persuasifs que je tenais à mes camarades : j'étais devenu un petit meneur, difficile à mener lui-même, d'ailleurs bon écolier, ayant le travail facile.

À mes moments libres, je suivais des cours de chant au chapitre des chanoines de Lambach et j'y trouvais une fréquente occasion de m'enivrer de la pompe magnifique des fêtes religieuses. Quoi de plus naturel que la situation de mon révérend abbé m'apparût alors

comme un idéal digne des plus grands efforts, avec tout le prestige qu'avait eu autrefois pour mon père l'humble prêtre de son village ? Ce fut du moins le cas. Mais les luttes de jeunesse de mon père ne lui ayant jamais fait priser les talents d'orateur assez pour en tirer des conclusions favorables sur l'avenir de son rejeton, il ne pouvait naturellement comprendre de telles pensées de jeunesse. Soucieux, il considérait cette divergence de la nature.

En fait, cette vocation se perdit bientôt et fit place à des espérances répondant mieux à mon tempérament. Farfouillant la bibliothèque paternelle, je tombais sur divers livres militaires, dont une édition populaire de la guerre franco-allemande de 1870-1871. Il y avait là deux volumes d'un journal illustré de ces années. Ils devinrent ma lecture favorite. En peu de temps, la grande guerre héroïque passa au premier plan de mes préoccupations morales. Dès lors, je butinai de plus en plus tout ce qui avait rapport à la guerre et à l'état militaire.

C'était encore là pour moi une révélation importante. Car pour la première fois, de façon certes encore confuse, certaines questions tourmentèrent mon esprit : y a-t-il donc une différence, et laquelle, entre les Allemands qui livrèrent ces combats et les autres ? Pourquoi mon père et les autres Autrichiens n'y ont-ils

pas pris part ?

Ne sommes-nous pas tout pareils aux autres Allemands ?

Ne suivons-nous pas la même route ?

Je tournais et retournais ces problèmes dans mon cerveau d'enfant et des réponses faites aux questions que je posais avec prudence, je dus conclure, une secrète jalousie au cœur, que tous les Allemands n'avaient pas le bonheur d'appartenir à l'État de Bismarck.

Je ne pouvais le comprendre.

* * *

Il me fallut étudier.

De toutes mes manières et plus encore de mon tempérament, mon père concluait que je n'avais aucune aptitude pour des études classiques au lycée. La Realschule lui paraissait mieux me convenir. Il fut confirmé dans cette façon de voir par mon évidente facilité pour le dessin, matière qui, dans les lycées autrichiens, était à son avis trop négligée. Peut-être aussi le souvenir de sa propre vie de travail l'éloignait-il des *humanités*, sans intérêt pratique à ses yeux. Au

fond, il avait l'idée arrêtée que, naturellement, son fils aussi serait fonctionnaire comme lui. Sa jeunesse pénible lui faisait bien naturellement surestimer d'autant plus ses succès tardifs, qu'ils étaient le fruit exclusif de son application ardente et de sa puissance de travail. Fier d'être le fils de ses œuvres, il rêvait pour moi une situation semblable à la sienne et si possible supérieure ; il y tenait d'autant plus qu'il avait mis plus de soins à faciliter lui-même la carrière de son fils.

Il ne concevait pas que je puisse refuser ce qui avait été jadis toute sa vie. La décision de mon père était donc simple, assurée et naturelle à ses propres yeux. Un homme de ce caractère, que la dure lutte pour l'existence avait rendu dominateur, n'admettait pas de laisser des enfants inexpérimentés et irresponsables décider de leur carrière.

Il eût estimé que c'était là, au point de vue de l'avenir de son enfant, une répréhensible et néfaste défaillance de l'autorité et de la responsabilité paternelles, incompatible avec sa conception du devoir.

Il devait cependant en être autrement.

Pour la première fois de ma vie – j'avais onze ans – je me rangeais dans l'opposition. Aussi tenace que pût être mon père pour mener à bien les plans qu'il avait conçus, son fils n'était pas moins obstiné à refuser une idée dont il n'attendait rien de bon.

Je ne voulais pas être fonctionnaire.

Ni discours, ni sévères représentations ne purent venir à bout de cette résistance. Je ne serais pas fonctionnaire, non et encore non ! En vain mon père essayait-il d'éveiller en moi cette vocation par des peintures de sa propre vie : elles allaient contre leur objet. J'avais des nausées à penser que je pourrais un jour être prisonnier dans un bureau ; que je ne serais pas le maître de mon temps, mais obligé de passer toute ma vie à remplir des imprimés.

On juge aussi quelles pensées cette perspective pouvait éveiller chez un jeune homme qui était vraiment tout autre chose qu'un « brave » garçon au sens courant du mot ! L'enseignement peu absorbant de l'école me donnait tellement de loisirs que je vivais plus souvent au soleil qu'enfermé. Quand aujourd'hui mes adversaires politiques scrutent ma vie jusque dans mes jeunes années avec une affectueuse attention, pour pouvoir, avec quelque satisfaction, dénoncer combien cet *Hitler* en faisait déjà de belles dans sa jeunesse, je remercie le ciel de me fournir ainsi l'occasion de revivre ces temps bienheureux. Prés et bois étaient alors le terrain sur lequel on en finissait avec chaque différend.

La fréquentation de la Realschule ne modifia guère mon emploi du temps.

Mais j'allais devoir soutenir un autre combat.

Tant que le projet paternel de faire de moi un fonctionnaire se heurtait simplement à ma répulsion de principe pour cette carrière, le conflit était supportable. Je pouvais dissimuler quelque peu mes vues personnelles, et éviter la contradiction incessante. Ma résolution bien arrêtée de ne jamais devenir fonctionnaire – et elle était inébranlable – suffisait à me tranquilliser complètement. Mais la question fut plus délicate lorsque le projet de mon père en rencontra un chez moi. J'avais alors douze ans. Comment cela advint-il ? Je ne m'en souviens plus ; mais un jour il me fut évident que je devais devenir peintre, artiste-peintre. Mon talent de dessinateur était indiscutable ; il avait même été une des causes pour lesquelles mon père m'avait envoyé à la Realschule, mais jamais celui-ci n'avait pensé à faire perfectionner mes dons jusqu'à me permettre d'embrasser cette profession ; au contraire. Lorsque pour la première fois, à la suite d'un nouveau refus de ma part d'adopter son idée favorite, mon père me demanda ce qu'enfin je voulais être, ma résolution déjà formée me dicta une réponse immédiate : il en demeura presque muet.

« Peintre ? Artiste-peintre ? »

Il douta de mon bon sens, crut avoir mal entendu ou mal compris. Mais lorsque mes explications complètes

à ce sujet lui eurent montré le caractère sérieux de mon projet, il s'y opposa aussi résolument qu'il pouvait le faire. Sa décision fut excessivement simple et ne fit place à aucune considération touchant mes dispositions réelles.

« Artiste-peintre, non, jamais de la vie. » Mais comme son fils avait hérité en même temps que de ses autres qualités, d'une opiniâtreté semblable à la sienne, ma réponse en sens contraire fut aussi énergique.

Des deux côtés on en resta là. Le père n'abandonna pas son « jamais » et je confirmai mon « quand même ».

En vérité ce conflit n'avait pas de conséquences bien réjouissantes. Le digne homme était rempli d'amertume et moi aussi, tant je l'aimais. Mon père m'interdit tout espoir d'apprendre jamais la peinture. Je fis un pas de plus et déclarai à mon tour que je ne voulais plus étudier. Bien naturellement, avec de semblables *déclarations*, j'eus le dessous et le digne homme se disposa à asseoir désormais son autorité sans autre considération : ce que voyant, je m'enfermai dans un silence prudent, mais je mis ma menace à exécution. Je pensais que lorsque mon père constaterait l'absence de tout progrès à la Realschule, de bon gré ou de force, il me laisserait aller au bonheur dont je rêvais.

Je ne sais si ce calcul aurait réussi. Ce qui est

certain, c'était mon manque de succès visible à l'école. J'étudiais ce qui me plaisait, surtout ce que je jugeais pouvoir me servir plus tard comme peintre. Je *sabotais* complètement ce qui me paraissait sans importance à cet égard ou ce qui ne m'intéressait pas. Mes bulletins de cette époque se tenaient toujours aux extrêmes selon le sujet et l'intérêt que je lui portais. À côté de *très bien* et *excellent*, je rapportais des *médiocre* ou même des *insuffisant*. C'est en géographie, et plus encore en histoire universelle, que je réussissais le mieux. C'était là mes deux matières favorites dans lesquelles je dominais la classe.

Quand, à l'heure actuelle, après tant d'années, je fais le bilan de cette époque, deux faits significatifs m'apparaissent.

1° *Je devins nationaliste.*

2° *J'appris à comprendre et à pénétrer le vrai sens de l'histoire.*

L'ancienne Autriche était un État à nationalités multiples.

Et il était alors très difficile à un ressortissant du Reich de bien saisir ce que pouvait être la vie quotidienne de chacun dans un semblable État. Après la guerre franco-allemande, magnifique marche triomphale d'héroïques armées, les Allemands s'étaient

chaque jour désintéressés davantage de l'Allemagne d'au-delà leurs frontières et, pour beaucoup, n'avaient pas daigné en apprécier la valeur ou n'en avaient pas été capables.

En ce qui concerne les Autrichiens allemands en particulier, on confondait trop facilement une dynastie à son déclin et un peuple foncièrement sain.

Il a fallu pourtant que l'Allemand d'Autriche fût de la meilleure des races pour avoir marqué de son empreinte un État de cinquante-deux millions d'habitants et cela à un point tel qu'en Allemagne même on pouvait penser – à tort, d'ailleurs – que l'Autriche était un État allemand. Erreur lourde de suites, mais magnifique témoignage pour les dix millions d'Allemands de la Marche de l'Est. Peu d'Allemands du Reich se doutaient qu'il fallait constamment lutter en Autriche pour le triomphe de la langue allemande, des écoles allemandes et tout simplement pour y *être allemand*.

Aujourd'hui seulement que cette triste nécessité est celle de plusieurs millions de nos frères qui, hors du Reich, sous une domination étrangère, rêvent de la patrie commune, tournent vers elle leurs aspirations, essaient d'obtenir au moins le droit sacré à la langue maternelle, c'est dans un cercle plus étendu que l'on comprend ce que signifie : devoir combattre pour sa

race.

Peut-être aussi d'aucuns daignent-ils mesurer la grandeur du *Deutschturn* de la Marche de l'Est du Reich qui, réduite à ses seuls moyens, le couvrit d'abord vers l'Est pendant des siècles, ensuite par une suite exténuante d'escarmouches de détail, s'opposa au recul des frontières de la langue allemande : et cela à une époque où le Reich s'intéressait en vérité à des colonies, mais non pas, devant ses portes, à sa chair et à son sang.

Comme partout et toujours, comme dans chaque combat, dans la rivalité des langues de l'ancienne Autriche, il y eut trois clans, *les combattants, les tièdes et les traîtres*.

Il en était ainsi dès l'école, car il est remarquable que la lutte des langues fait rage surtout en ce lieu où se forment les générations à venir. Il s'agit de conquérir l'enfant et c'est à lui que doit s'adresser le premier appel du combat :

« Enfant allemand, n'oublie pas que tu es un Allemand. »

« Fillette, pense que tu dois être un jour une mère allemande. »

Quiconque connaît l'âme de la jeunesse, comprendra que c'est elle qui peut écouter avec le plus

de joie un pareil appel. Sous mille formes, elle mènera ensuite la lutte à sa façon et avec ses armes. Elle refusera de chanter des chansons étrangères ; elle exaltera d'autant plus les gloires allemandes que l'on voudra l'en éloigner ; elle économisera sur ses friandises le trésor de guerre des grands ; elle sera rebelle et très avertie contre les professeurs étrangers ; elle portera les insignes interdits de son propre peuple, heureuse d'être punie ou même battue pour cette cause. Elle est donc en petit l'image fidèle des grands, souvent même avec une inspiration meilleure et mieux dirigée.

Ainsi j'avais eu moi aussi l'occasion de prendre part relativement jeune à la lutte entre les nationalités de la vieille Autriche. On quêta pour la Marche du Sud et pour la Ligue scolaire, et l'esprit enthousiasmé par les bluets et les couleurs noir, rouge et or, nous poussions des *Heil* ; au lieu de l'hymne impérial, nous entonnions, malgré avis et punitions, notre cher *Deutschland über alles*. Les jeunes étaient ainsi éduqués politiquement à une époque où les ressortissants d'un État soi-disant national ne connaissaient guère autre chose de leur race que leur langue. Il va sans dire que je ne fus jamais un tiède. Je devins bientôt un « National-Allemand » fanatique, ce qui était d'ailleurs assez différent du parti qui porte aujourd'hui ce nom.

Cette évolution fit chez moi de très rapides progrès

et, dès quinze ans, j'en étais arrivé à séparer *patriotisme* dynastique et *nationalisme* de race, avec une inclination très nette pour ce dernier.

Celui qui n'a jamais pris la peine d'étudier la situation intérieure de la monarchie des Habsbourg, a peine à comprendre une semblable préférence. Elle ne pouvait naître dans cet État que de l'étude à l'école de l'histoire universelle, car y a-t-il vraiment une histoire particulière de l'Autriche ? Le destin de cet État est lié à tel point à la vie et au développement de tout ce qui est allemand que l'on ne peut imaginer une séparation de l'histoire en histoire allemande et histoire autrichienne. Quand l'Allemagne commença à se diviser en deux puissances, c'est l'histoire de l'Allemagne qui se divisa.

Les emblèmes conservés à Vienne de la grandeur impériale passée paraissent plutôt agir par un prestige merveilleux que comme le gage d'une communauté éternelle.

Aux jours de l'écroulement des Habsbourg, un appel instinctif s'élevait des Autrichiens allemands pour leur réunion à la terre maternelle. Cet appel unanime, qui traduisait le sentiment profond sommeillant au cœur de chacun, n'est explicable que par l'éducation historique, source jamais tarie, qui même aux jours d'oubli, par delà le bien-être du moment, fait que la voix du passé

parle tout bas d'un nouvel avenir.

Encore aujourd'hui, l'enseignement de l'histoire mondiale dans les écoles primaires supérieures est bien souvent mauvais. Peu de professeurs comprennent que le but de l'enseignement de l'histoire n'est pas d'apprendre des dates et des faits ; qu'il est sans intérêt que l'enfant sache exactement la date d'une bataille ou de la naissance d'un maréchal, ou du couronnement d'un monarque. Là n'est pas la question.

Étudier l'histoire, c'est rechercher les causes déterminantes des événements historiques.

L'art de lire et d'étudier consiste en ceci : *conserver l'essentiel, oublier l'accessoire.*

Ma vie entière a peut-être été déterminée par le fait que j'ai eu un professeur d'histoire qui comprenait, comme bien peu de gens, l'intérêt primordial à attribuer à ces considérations pour l'enseignement et les examens : le D^r Leopold Pötsch, de la Realschule de Linz, personnifiait tout cela de manière idéale. C'était un digne vieillard d'aspect résolu, mais plein de bonté. Sa verve éblouissante nous enchaînait et nous enlevait à la fois. Aujourd'hui encore, je n'évoque pas sans émotion cet homme grisonnant, qui si souvent, dans le feu de son exposé, nous faisait oublier le présent, nous transportait magiquement dans le passé et rendait une vivante réalité à quelque souvenir historique desséché

qu'il dégagait des brumes des siècles. Nous demeurions assis, l'esprit illuminé, émus jusqu'aux larmes.

Plus heureusement encore, ce professeur savait non seulement éclairer le passé par le présent, mais aussi tirer du passé des enseignements pour le présent. Mieux que personne, il expliquait les problèmes d'actualité qui nous tenaient haletants. Il tirait de notre petit fanatisme national des moyens d'éducation : il faisait souvent appel à notre sentiment national de l'honneur pour ramener, plus vite que par tout autre moyen, l'ordre dans nos rangs.

Un tel professeur fit de l'histoire mon étude favorite.

Il est vrai qu'il fit aussi de moi, bien involontairement, un jeune révolutionnaire.

Mais, qui aurait pu étudier l'histoire de l'Allemagne avec un tel professeur sans devenir l'ennemi d'une dynastie dont l'influence sur les destinées de la nation s'avérait aussi désastreuse ?

Qui aurait pu rester fidèle sujet d'une dynastie que le passé et le présent nous montraient trahissant toujours et toujours les intérêts allemands pour d'ignobles profits personnels ?

Jeunes gens, ne savions-nous pas déjà que l'État autrichien n'avait, ne pouvait avoir pour nous,

Allemands, aucun amour ?

Ce qui se passait tous les jours ne pouvait que confirmer les enseignements de l'histoire sur l'action des Habsbourg. Au nord et au sud, le poison étranger dévorait le corps de notre peuple et Vienne même devenait une ville toujours moins allemande. « L'auguste maison d'Autriche » faisait le jeu des Tchèques en toute occasion. Ce fut le poing de la déesse du droit éternel et de l'inexorable châtement qui abattit l'ennemi le plus mortel de l'Allemagne autrichienne, le grand-duc Franz Ferdinand. Il fut percé de balles qu'il avait aidé à fondre. Ne patronnait-il pas cependant cette slavisation de l'Autriche qui se manifestait du haut vers le bas ?

Les charges du peuple allemand étaient énormes, les sacrifices d'argent et de sang qu'on lui demandait étaient inouïs, et les plus aveugles en voyaient l'inutilité. Le plus douloureux pour nous était encore de constater que la politique des Habsbourg à notre égard était moralement couverte par leur alliance avec l'Allemagne : ainsi celle-ci sanctionnait en quelque sorte la lente extermination du germanisme dans la vieille monarchie. En cherchant hypocritement à donner à l'extérieur l'impression que l'Autriche demeurait un État allemand, la maison impériale entretenait contre elle des sentiments de révolte, de mépris et de haine.

Seuls les dirigeants du Reich ne voyaient rien de tout cela. Comme frappés de cécité, ils cheminaient aux côtés d'un cadavre et croyaient découvrir, dans les signes de décomposition, les marques d'une résurrection.

Cette malheureuse alliance du jeune Reich et de l'illusoire État autrichien portait le germe de la guerre mondiale et de la débâcle.

* * *

J'aurai encore à traiter à fond ce problème au cours du livre ; qu'il me suffise de préciser que, dès ma première jeunesse, j'avais dégagé quelques idées essentielles dans lesquelles, par la suite, je ne devais jamais cesser de m'affermir, à savoir :

Que le salut du germanisme avait pour condition l'anéantissement de l'Autriche.

Ensuite qu'il n'y a aucun rapport entre le sentiment national et la fidélité à une dynastie.

Et surtout que la Maison des Habsbourg ferait le malheur de la nation allemande.

Dès cette époque, j'étais arrivé en connaissance de cause aux sentiments suivants : ardent amour de ma

patrie, l'Autriche allemande, haine profonde de l'État autrichien.

* * *

Par la suite, grâce à ces conceptions, que je devais à l'école, l'histoire universelle facilita toujours davantage ma compréhension de l'action historique dans le présent, c'est-à-dire de la politique : je n'aurai donc pas à l'apprendre, c'est elle qui devra m'instruire.

Déjà précocement *révolutionnaire* en politique, je ne tardai pas à le devenir aussi en matière d'art.

Le chef-lieu de la Haute-Autriche possédait alors un théâtre qui, somme toute, n'était pas mauvais. On y jouait assez souvent. À douze ans, j'y entendis pour la première fois *Guillaume Tell* et, quelques mois plus tard, le premier opéra de ma vie, *Lohengrin*. Du premier coup, je fus conquis. Mon enthousiasme juvénile pour le maître de Bayreuth ne connut pas de limites. Toujours dès lors ses œuvres m'attirèrent à nouveau, et c'est une chance pour moi que ces modestes interprétations dans une petite ville de province m'aient laissé la possibilité d'en entendre plus tard de très supérieures.

Mais tout cela – surtout après le douloureux passage

de l'âge ingrat – fortifia mon aversion profonde pour la carrière à laquelle mon père me destinait. De plus en plus, je me persuadai que je ne trouverais jamais le bonheur dans la peau d'un fonctionnaire. Et mon aptitude au dessin, confirmée à la Realschule, m'incitait à persévérer dans ma résolution.

Prières et menaces n'y purent plus rien changer.

Je voulais devenir peintre et pour rien au monde fonctionnaire.

Avec l'âge, je m'intéressais d'ailleurs de plus en plus à l'architecture.

Je la tenais alors pour un complément naturel de l'art du peintre, et je me réjouissais intérieurement que le cadre de mon activité artistique fût ainsi élargi.

Je ne me doutais nullement qu'un jour il en adviendrait tout autrement.

* * *

La question de mon métier devait être tranchée plus vite que je ne m'y attendais.

J'avais treize ans quand je perdis subitement mon père. Une attaque d'apoplexie le terrassa en pleine vigueur et termina sans souffrance sa carrière terrestre,

nous plongeant tous dans la plus profonde douleur. Son plus cher désir avait été d'aider son fils à faire sa carrière pour lui éviter les épreuves de ses propres débuts. Il dut voir qu'il ne l'avait pas réalisé. Mais, même très inconsciemment, il avait jeté en moi les germes d'un avenir que nous ne soupçonnions ni l'un ni l'autre.

En apparence rien ne changea d'abord.

Ma mère s'estima obligée de poursuivre mon éducation selon le vœu du père, c'est-à-dire en vue de la carrière de fonctionnaire. J'étais moi-même plus que jamais décidé à ne le devenir sous aucun prétexte. Le programme et les méthodes de l'école primaire supérieure m'intéressaient de moins en moins, à mesure qu'ils s'éloignaient davantage de mon idéal. Une maladie de quelques semaines vint soudain résoudre la question de mon avenir et couper court à tous les conflits familiaux. J'avais les poumons gravement atteints. Le docteur conseilla à ma mère de ne m'enfermer plus tard dans un bureau sous aucun prétexte et en particulier d'interrompre pendant un an au moins mes études à la Realschule. L'objet de mes désirs secrets, puis de mes luttes persévérantes se trouvait ainsi presque atteint d'un seul coup.

Encore sous le coup de ma maladie, ma mère m'accorda de quitter la Realschule pour l'Académie.

Ce furent des jours heureux, qui me parurent presque un rêve, et qui devaient d'ailleurs n'être qu'un rêve. Deux ans plus tard, la mort de ma mère brisait brutalement ces beaux projets.

Elle succomba à une longue et douloureuse maladie qui ne laissa dès le début qu'un bien faible espoir de guérison. Le coup me frappa cependant d'une façon terrible. J'avais révééré mon père, mais j'avais aimé ma mère.

Les dures réalités de l'existence m'obligèrent à prendre de rapides résolutions. Les maigres ressources de la famille avaient été à peu près épuisées par la grave maladie de ma mère ; la pension d'orphelin qui m'était allouée ne me suffisait pas pour vivre et il me fallait, de quelque manière que ce fût, gagner moi-même mon pain.

Je partis pour Vienne avec une valise d'habits et de linge. J'avais au cœur une volonté inébranlable. Mon père avait réussi, cinquante ans auparavant, à forcer son destin. Je ferais comme lui. Je deviendrais « quelqu'un » – mais pas un fonctionnaire !

Chapitre II

Années d'études et de souffrances à Vienne.

Quand ma mère mourut, j'avais déjà eu quelque lumière sur mon avenir.

Au cours de sa dernière maladie, j'étais allé à Vienne subir l'examen d'admission à l'Académie des beaux-arts. Muni d'une épaisse liasse de dessins, je m'étais mis en route persuadé que je serais reçu en me jouant. J'avais été de beaucoup le meilleur dessinateur de la Realschule, et depuis lors mes capacités s'étaient extraordinairement développées, en sorte que, passablement satisfait de moi-même, j'avais excellent espoir.

Un souci cependant : il me semblait que j'étais encore mieux doué pour le dessin que pour la peinture, surtout pour le dessin d'architecture. Et pareillement mon goût pour l'architecture elle-même croissait toujours. Cette évolution se précisa au cours d'un séjour de quinze jours que je fis à Vienne à l'âge de seize ans à peine. J'étais allé étudier la Galerie de peinture du

Hofmuseum, mais je n'eus d'yeux que pour le bâtiment lui-même. Tous les jours, du matin à la nuit tombée, je courais d'une curiosité à l'autre, mais c'étaient surtout les édifices qui me captivaient. Je demeurais des heures devant l'Opéra, des heures devant le Parlement ; toute la Ringstrasse me parut un miracle des mille et une nuits.

J'étais donc pour la deuxième fois dans cette belle ville et j'attendais, brûlant d'impatience, mais plein d'une orgueilleuse confiance dans le succès de mon examen d'admission. J'étais si persuadé du succès que l'annonce de mon échec me frappa comme un coup de foudre dans un ciel clair. Il fallut pourtant bien y croire. Lorsque je me fis présenter au recteur et que je sollicitai l'explication de ma non-admission à la section de peinture de l'Académie, il m'assura que les dessins que j'avais présentés révélaient indiscutablement mon manque de dispositions pour la peinture, mais laissaient apparaître par contre des possibilités dans le domaine de l'architecture. Il ne pouvait être question pour moi de la section de peinture de l'Académie, mais seulement de la section d'architecture. On ne pouvait de prime abord admettre que je n'aie jamais encore fréquenté une telle école, ni reçu d'enseignement correspondant.

Je quittai tout abattu le Palais Hansen sur la Schiller

Platz, doutant de moi-même pour la première fois de ma vie. Car ce que je venais d'entendre dire de mes dispositions me révélait d'un seul coup comme un éclair subit, une discordance dont je souffrais déjà depuis longtemps sans pouvoir me rendre compte exactement de sa nature et de ses causes.

Alors, en quelques jours, je me vis architecte.

En vérité, la route était pleine de difficultés, car ce que j'avais négligé jusqu'ici par défi à la Realschule allait se venger amèrement. Avant les cours de l'école d'architecture de l'Académie, il fallait suivre ceux du cours technique de construction et l'admission à ce dernier nécessitait des études complètes à une école primaire supérieure. Tout ceci me manquait complètement. Il semblait donc bien que l'accomplissement de mon rêve fût impossible.

Lorsque, après la mort de ma mère, je revins à Vienne pour la troisième fois – cette fois pour plusieurs années – j'avais retrouvé du calme et de la décision. Ma fierté m'était revenue et je m'étais désigné définitivement le but à atteindre. Je voulais devenir architecte et les difficultés rencontrées étaient de celles que l'on brise et non pas de celles devant lesquelles on capitule. Et je voulais les briser, ayant toujours devant mes yeux l'image de mon père, modeste ouvrier cordonnier de village, devenu fonctionnaire. Ma base

de départ était meilleure et le combat d'autant plus aisé ; dans ce qui me parut alors une dureté du destin, je vois aujourd'hui la sagesse de la Providence. La déesse de la nécessité me prit dans ses bras et menaça souvent de me briser : ma volonté grandit ainsi avec l'obstacle et finalement triompha.

Je remercie cette époque de m'avoir rendu dur et capable d'être dur. Plus encore, je lui suis reconnaissant de m'avoir détaché du néant de la vie facile, d'avoir extrait d'un nid délicat un enfant trop choyé, de lui avoir donné le souci pour nouvelle mère, de l'avoir jeté malgré lui dans le monde de la misère et de l'indigence et de lui avoir ainsi fait connaître ceux pour lesquels il devait plus tard combattre.

* * *

C'est à cette époque que mes yeux s'ouvrirent à deux dangers que je connaissais à peine de nom et dont je ne soupçonnais nullement l'effrayante portée pour l'existence du peuple allemand : le *marxisme* et le *judaïsme*.

Vienne, dont le nom évoque pour tant de gens gaieté et insouciance, lieu de fêtes d'heureux mortels, n'est hélas pour moi que le souvenir vivant de la plus triste

période de mon existence.

Aujourd'hui encore, son nom n'éveille en moi que le souvenir pénible de cinq années de détresse. Cinq années pendant lesquelles je dus, comme manœuvre d'abord, ensuite comme petit peintre, gagner ma subsistance, maigre subsistance, qui ne pouvait même pas apaiser ma faim chronique. Car la faim était alors le gardien fidèle qui ne m'abandonna jamais, la compagne qui partagea tout avec moi. Chaque livre que j'achetai eut sa participation ; une représentation à l'Opéra me valait sa compagnie le jour suivant ; c'était une bataille continuelle avec mon amie impitoyable. J'ai appris cependant alors comme jamais avant. Hors mon architecture, hors les rares visites à l'Opéra, fruit de mes jeûnes, je n'avais d'autre joie que des livres toujours plus nombreux.

Je lisais alors énormément et à fond ; ce qui me restait de temps libre après mon travail était consacré exclusivement à l'étude. En quelques années, je me constituai ainsi des connaissances qui me servent aujourd'hui encore.

J'ajouterai que c'est à cette époque que prirent forme en moi les vues et les théories générales qui devinrent la base inébranlable de mon action d'alors. Depuis j'ai eu peu de choses à y ajouter, rien à y changer.

Au contraire.

Je suis aujourd'hui fermement convaincu que c'est en général dans la jeunesse qu'apparaît chez l'homme l'essentiel de ses pensées créatrices. Je distingue entre la sagesse du vieillard qui comporte une plus grande profondeur et une prévoyance résultant de l'expérience d'une longue vie, et le génie créateur de la jeunesse qui, avec une fécondité inépuisable, répand des pensées et des idées sans pouvoir immédiatement les mettre en valeur par suite de leur abondance même. Elle fournit les matériaux et les plans d'avenir où puisera l'âge mûr, dans la mesure où la prétendue sagesse des années n'aura pas étouffé le génie de la jeunesse.

* * *

La vie que j'avais menée jusqu'alors à la maison était sensiblement celle de tous les jeunes gens de mon âge : j'ignorais le souci du lendemain et il n'y avait pas pour moi de problème social.

L'entourage de ma jeunesse se composait de petits bourgeois, c'est-à-dire d'un monde ayant fort peu de relations avec celui des véritables travailleurs manuels. Car, si étonnant que cela puisse paraître à première vue, le fossé qui sépare cette classe économiquement peu

favorisée de celle des travailleurs manuels est souvent plus profond qu'on ne le pense. Il y a presque inimitié – et la raison en est que des gens qui se sont élevés de fraîche date au-dessus du niveau des travailleurs manuels, redoutent de retomber dans un ancien milieu qu'ils méprisent un peu, ou tout au moins de paraître encore en faire partie. Ajoutez à cela tout ce qu'il y a de repoussant dans le souvenir de la grossièreté des relations avec ces basses classes, et de leur absence de toute culture : pour les gens de condition même modeste qui ont une fois dépassé ce niveau social, c'est une obligation insupportable que d'y retomber pour quelques instants.

On constate également que, souvent, les gens d'un niveau social élevé descendent vers les plus humbles de leurs concitoyens, avec moins de prévention que les parvenus.

J'appelle parvenu quiconque s'est élevé par ses propres moyens d'une situation donnée à une situation supérieure.

À celui-là, l'âpre combat qu'il a livré fait perdre bien souvent toute sensibilité et toute pitié pour les malheureux qui sont demeurés en arrière.

À ce point de vue mon destin me favorisa. Obligé de revenir dans le monde de misère et d'insécurité matérielle que mon père avait déjà connu, je perdis les

œillères de ma trop étroite éducation de « petit bourgeois ». J'appris alors à connaître les hommes et à distinguer entre une apparence creuse ou bien un dehors brutal, et leur véritable nature.

Au début du siècle, Vienne était déjà une ville pleine d'iniquités sociales.

La richesse et l'indigence y voisinaient sans transition. Dans le centre et dans les quartiers avoisinants, on sentait battre le pouls d'un Empire de cinquante-deux millions d'habitants, paré de tout le charme de ses nationalités multiples. Une Cour magnifique attirait à elle comme un aimant la richesse et l'intelligence du reste de l'État. Ajoutez à cela les effets de la centralisation systématique de la monarchie des Habsbourg.

Cette centralisation s'imposait pour maintenir solidement liés des peuples si dissemblables ; mais elle avait pour conséquence une concentration extraordinaire des hautes et encore plus hautes autorités dans la capitale de l'Empire et résidence de l'empereur.

Vienne n'était pas seulement le centre politique et intellectuel de la vieille monarchie danubienne, mais aussi le centre économique du pays. À l'armée des militaires de haut rang, des fonctionnaires, des artistes et des intellectuels, s'opposait l'armée encore plus nombreuse des travailleurs. Face à la richesse de

l'aristocratie et du commerce s'étalait la plus complète indigence. Devant les palais de la Ringstrasse traînaient des milliers de chômeurs, et au-dessous de cette *via triumphalis* de l'ancienne Autriche, dans l'obscurité et la boue de ses égouts, gâtaient les sans-logis.

Dans aucune ville allemande la question sociale ne pouvait mieux s'étudier qu'à Vienne ; mais qu'on ne s'illusionne pas. Cette étude ne peut pas avoir lieu d'en haut. Quiconque ne s'est pas trouvé réduit lui-même à une semblable misère ne la connaîtra jamais. Dans tout autre cas, il n'y aura chez lui que bavardage superficiel ou sentimentalité mensongère : les deux également nuisibles et n'allant pas au cœur du problème. Je ne sais le plus néfaste, de l'indifférence dont fait preuve chaque jour la majorité des favorisés du sort et même des parvenus vis-à-vis des misères sociales, ou bien de la condescendance arrogante et souvent dénuée de tact, mais toujours si pleine de grâce, de certaines élégantes qui se piquent « d'aller au peuple ». Ces gens se trompent d'autant plus, qu'avec leur esprit dénué d'instinct, ils se bornent à essayer de comprendre en gros. Ils s'étonnent ensuite que les opinions qu'ils professent n'aient aucun succès ou qu'elles soient repoussées avec indignation ; on y voit volontiers une preuve de l'ingratitude du peuple.

Cela n'est pas vérité bien agréable pour ce genre de

cervelles qu'une activité sociale n'ait rien à faire avec tout cela, surtout qu'elle ne puisse prétendre à aucune reconnaissance, étant donné qu'elle n'a pas à distribuer des faveurs, mais à rétablir des droits.

Je ne fus pas exposé à étudier de cette façon-là la question sociale. En m'enrôlant dans son armée maudite, la misère parut bien moins m'inviter à « l'étudier » de près qu'elle ne me prit moi-même pour sujet. Ce n'est pas à elle que revint le mérite que le cobaye ait survécu à l'opération.

* * *

Quand je cherche aujourd'hui à rassembler mes impressions de cette époque, je n'y puis parvenir tout à fait. Les plus essentielles, souvent celles qui me mettaient en cause de plus près, ont seules survécu dans mon esprit. Ce sont elles que l'on trouvera ici, avec les enseignements que j'en ai retirés alors.

* * *

Il ne me fut jamais très difficile de trouver du travail, puisque ce n'était pas comme ouvrier spécialisé,

mais comme manœuvre ou travailleur auxiliaire, que je cherchais à gagner mon pain.

Je me trouvais ainsi dans la même situation que ceux qui secouaient de leurs pieds la poussière de l'Europe avec le dessein impitoyable de refaire leur existence dans un monde nouveau et de conquérir une nouvelle patrie.

Détachés de toutes les considérations paralysantes de devoir et de rang, d'entourage et de tradition, ils saisissent chaque gain qui s'offre et font toutes les besognes, pénétrés de l'idée qu'un travail honorable n'abaisse jamais, quel qu'il soit. J'avais de même décidé de sauter à pieds joints dans ce monde nouveau pour moi pour y faire mon chemin.

Je m'aperçus bientôt qu'il était moins difficile de trouver un travail quelconque que de le conserver.

L'insécurité du pain quotidien m'apparut comme un des côtés les plus sombres de cette vie nouvelle.

Je sais bien que le travailleur spécialisé n'est pas mis sur le pavé, aussi fréquemment que le manœuvre : il ne peut cependant compter sur aucune certitude. S'il risque moins la famine par manque de travail, il lui reste à redouter le *lock out* ou la grève.

L'insécurité des salaires quotidiens est une des plus graves plaies de l'économie sociale.

Le jeune cultivateur va à la ville, attiré par un travail qu'on lui dit plus facile – qui l'est peut-être réellement – et dont la durée est plus courte. Il est surtout tenté par la lumière éblouissante qui ne rayonne que dans les grandes villes. Habitué à une certaine sécurité de gain, il a coutume de ne quitter son ancienne place que lorsqu'il en a au moins une nouvelle en vue. Enfin, le manque de travailleurs agricoles est si grand qu'à la campagne un long chômage est invraisemblable. C'est une erreur de croire *a priori* que le jeune garçon qui se rend à la ville est taillé dans un plus mauvais bois que celui qui continue à travailler la terre. Au contraire : l'expérience montre que ce sont les natures les plus saines et les plus vigoureuses qui émigrent le plus volontiers. Par *émigrant*, je n'entends pas seulement celui qui part pour l'Amérique, mais aussi le jeune valet qui se décide à quitter le village natal pour aller à la grande ville inconnue. Lui aussi est prêt à courir les chances d'un destin incertain. Le plus souvent, il vient à la ville avec un peu d'argent et ne se décourage pas dès les premiers jours si le malheur veut qu'il ne trouve pas immédiatement du travail. Mais si la place trouvée se trouve perdue au bout de peu de temps, c'est plus grave ; en trouver une nouvelle est, surtout en hiver, très difficile sinon impossible. Cela va encore les premières semaines. Il reçoit l'indemnité de chômage des caisses de son syndicat et se débrouille tant bien

que mal. Cependant, une fois le dernier denier et le dernier pfennig dépensés, quand la caisse de chômage, à la longue, cesse de payer le secours, la grande misère arrive. Il traîne maintenant çà et là, affamé ; il vend ou met en gage ce qui lui reste ; il arrive ainsi, dans son costume et dans ses fréquentations, à une déchéance complète du corps et de l'esprit. Qu'il n'ait plus maintenant de logement et que cela arrive en hiver, comme c'est souvent le cas, sa détresse est complète. Il trouve enfin quelque travail. Mais l'histoire recommence. Une seconde fois, ce sera pareil. Une troisième fois, ce sera pire, jusqu'à ce qu'il apprenne peu à peu à supporter avec indifférence cette destinée éternellement incertaine. La répétition a créé l'habitude.

Ainsi, l'homme jadis laborieux se relâche en toutes choses jusqu'à devenir un simple instrument aux mains de gens qui ne poursuivent que d'ignobles profits. Son chômage lui était si peu imputable à tort que, d'un seul coup, il lui est tout à fait égal de combattre pour des revendications économiques ou d'anéantir les valeurs de l'État, de la société ou de la civilisation. Il devient gréviste sinon avec joie, du moins avec indifférence.

J'ai pu suivre ce processus sur des milliers d'exemples. Et plus j'en observais, plus vive était ma réprobation contre ces villes de plusieurs millions d'habitants, qui attirent si avidement les hommes pour

les broyer ensuite de façon si effroyable.

À leur arrivée, ils appartenait encore à leur peuple ; s'ils restent, ils sont perdus pour lui.

J'ai roulé, moi aussi, sur les pavés de la grande ville ; j'ai éprouvé tous les coups de sort et j'ai pu en juger les effets. Autre chose : de fréquentes alternances de travail et de chômage, en même temps qu'elles rendent irrégulières les recettes et les dépenses nécessaires à l'existence, détruisent à la longue chez la plupart des ouvriers tout sentiment d'économie et tout sens d'organisation de leur vie quotidienne. Visiblement, le corps s'habitue peu à peu à l'abondance dans les bonnes périodes et à la faim dans les mauvaises. Oui, la faim supprime tout projet d'une organisation meilleure à réaliser aux époques où le gain sera plus facile. Elle fait danser devant celui qu'elle torture, en un persistant mirage, les images d'une « bonne vie » facile ; elle donne à ce rêve une telle attirance qu'il devient un désir maladif qu'il faudra satisfaire à tout prix, dès que la paie le permettra tant soit peu. L'homme qui vient à peine de trouver du travail, perd alors tout bon sens et toute mesure, et se lance dans une vie large au jour le jour. Au lieu de régler intelligemment son petit train de vie pour toute la semaine, il le bouleverse de fond en comble. Son gain dure, au début, cinq jours sur sept, plus tard trois

seulement, plus tard encore un seul jour ; finalement, il s'envole en une nuit de fête.

Et à la maison, il y a souvent femme et enfants. Il arrive qu'eux aussi sont gagnés par ce genre de vie, surtout quand le mari est bon pour eux, c'est-à-dire les aime à sa façon. La paie de la semaine est gaspillée en commun à la maison ; elle dure deux ou trois jours : on boit, on mange tant qu'il y a de l'argent ; puis on souffre de la faim en commun. Alors la femme se glisse dans le voisinage, achète un peu à crédit, fait de petites dettes chez les boutiquiers et cherche ainsi à tenir les derniers mauvais jours de la semaine. À midi, tout le monde s'assied devant une maigre pitance – trop heureux qu'il y ait quelque chose – et on attend le jour de la paie. On en parle. On fait des plans et, le ventre vide, on rêve du bonheur qui va revenir.

Dès leur tendre jeunesse, les enfants se familiarisent avec cette misère.

Mais cela finit mal, lorsque l'homme tire de son côté dès le début de la semaine et que la femme entre en conflit avec lui pour les enfants même. Les querelles commencent, et, à mesure que l'homme se détache de sa femme, il se rapproche de l'alcool. Chaque samedi il s'enivre ; luttant pour elle et pour ses enfants, la femme lui arrache quelques sous, le plus souvent en le poursuivant sur le chemin de l'usine à la taverne.

Quand la nuit le ramène enfin à la maison, le dimanche ou le lundi, ivre et brutal, mais les poches vides, des scènes pitoyables se déroulent...

J'ai assisté cent fois à des histoires semblables. Hostile et révolté au début, j'ai fini par comprendre le côté tragique de ces douloureux épisodes et leur cause profonde. J'ai plaint les malheureuses victimes d'un milieu mauvais.

La question de l'habitation était pire encore et la misère des logements des manœuvres de Vienne était effroyable. Je frémis encore aujourd'hui quand je pense à ces antres misérables, à ces abris et à ces logements surpeuplés, pleins d'ordure et d'une repoussante saleté.

Que serait-il arrivé, qu'arriverait-il si de ces enfers de misère, un flot d'esclaves déchaînés se déversait sur le reste de l'humanité qui, dans une totale inconscience, laisse aller les événements sans même soupçonner que tôt ou tard le destin, s'il n'est pas conjuré, amènera de fatales représailles.

Combien je suis aujourd'hui reconnaissant à la Providence qui me mit à cette école : cette fois, je ne pouvais me désintéresser de ce qui ne me plaisait pas et je fus rapidement et profondément instruit.

Pour ne pas désespérer complètement des hommes qui m'entouraient alors, il me fallait faire abstraction de

leurs façons et de leur vie, et ne retenir que les raisons de leur déchéance. Alors je pouvais supporter ce spectacle sans découragement, alors ce n'étaient plus les hommes qui ressortaient de tous ces tableaux du malheur et du désespoir, de l'ordure et de la dépravation, mais les tristes résultats de tristes lois. Cependant, ayant moi-même bien du mal à vivre, j'étais gardé de capituler en quelque pitoyable sentimentalité à la vue des produits, résultat final de ce processus de dégradation. Non, ce n'est pas ainsi qu'il fallait le concevoir. Et il m'apparaissait que, seul, un double chemin pouvait conduire à l'amélioration de cet état :

Établir des bases meilleures de notre développement en s'inspirant d'un profond sentiment de responsabilité sociale.

Anéantir avec une décision brutale les rejets non améliorables.

La nature ne s'attache pas tant à la conservation de l'être qu'à la croissance de sa descendance, support de l'espèce. Il en est de même dans la vie. Il n'y a guère lieu d'améliorer artificiellement les mauvais côtés du présent – amélioration d'ailleurs pratiquement impossible – mais de préparer des voies plus saines au développement futur de l'homme en le prenant à ses débuts.

Dès mes années de lutte de Vienne, je m'étais persuadé que :

Le but de l'activité sociale ne devra jamais être d'entretenir une endormante prospérité, mais bien plutôt d'éviter ces carences essentielles de notre vie économique et culturelle, qui conduisent nécessairement à la dégénérescence de l'individu ou tout au moins peuvent l'entraîner.

La difficulté de corriger par tous les moyens, même les plus brutaux, une situation sociale criminelle, néfaste pour l'État, ne provient nullement de ce qu'on hésite sur ses causes.

L'hésitation de ceux qui n'entreprennent pas les mesures de salut qui seraient indispensables à sa source dans leur sentiment très fondé d'être eux-mêmes les responsables de la dépravation tragique de toute une classe. Ce sentiment paralyse en eux toute ferme résolution d'agir ; ils ne savent envisager que des réformes timides et insuffisantes, s'agirait-il des mesures de conservation les plus indispensables.

Ce n'est que lorsqu'une époque ne sera plus envoûtée par la propre conscience de sa responsabilité qu'elle recouvrera, avec le calme intérieur, la force extérieure de trancher brutalement et sans regret les pousses parasites, et d'arracher l'ivraie.

Mais il sautait aux yeux que l'État autrichien, ignorant toute justice et toute législation sociale, était impuissant à combattre les croissances néfastes.

* * *

Je ne sais ce qui m'effrayait alors le plus : la misère économique de mes semblables, leur grossièreté morale, celle de leurs habitudes, ou bien le niveau si bas de leur culture intellectuelle.

Que de fois nos bourgeois ne sont-ils pas révoltés d'entendre quelque lamentable vagabond déclarer qu'il lui est profondément égal d'être Allemand ou non et que partout où il aura le nécessaire il se trouvera bien !

C'est à qui déplorera cette absence de *fierté nationale* et dénoncera avec force de tels sentiments.

Mais combien se sont demandés pourquoi ils en ont eux-mêmes de meilleurs ?

Combien se rendent compte que leur fierté bien naturelle d'appartenir à un peuple privilégié se rattache, par un nombre infini de liens, à tout ce qui a fait leur patrie si grande, dans tous les domaines de l'art et de l'esprit ?

Combien voient à quel point leur orgueil d'être

Allemands découle de leur connaissance de la grandeur de l'Allemagne ?

Nos milieux bourgeois songent-ils aussi que de cet orgueil-là, le peuple se moque à peu près complètement ?

Que l'on ne m'objecte pas maintenant que c'est la même chose dans tous les pays et que les travailleurs y tiennent « tout de même » pour leur patrie. Quand cela serait, cela n'excuserait pas notre attitude négligente. Mais il n'en est rien. Ce que nous appelons, par exemple, l'éducation chauvine du peuple français n'est que l'exaltation excessive de la grandeur de la France dans tous les domaines de la culture ou, comme disent les Français, de la « civilisation ». Un jeune Français n'est pas dressé à se rendre compte objectivement de la réalité des choses : son éducation lui montre, avec la vue subjective que l'on peut imaginer, tout ce qui a quelque importance pour la grandeur de son pays, en matière de politique et de civilisation.

Une telle éducation doit toujours se borner à des notions d'ordre général très importantes. Et il est nécessaire qu'elles soient gravées dans le cœur et dans la mémoire du peuple par une constante répétition.

Chez nous, au contraire, au péché d'omission d'un caractère négatif, s'ajoute la destruction positive du peu que chacun a eu la chance d'apprendre à l'école. Les

rats qui empoisonnent notre politique dévorent ces bribes dans le cœur et la mémoire des humbles, si tant est que la misère ne s'en soit pas déjà chargée.

Que l'on se représente donc ceci :

Dans deux pièces d'une cave habite une famille de sept travailleurs. Sur les cinq enfants, un marmot de trois ans. C'est l'âge où un enfant prend conscience. Les gens bien doués gardent jusqu'à l'âge le plus avancé des souvenirs de cette époque. L'étroitesse et l'encombrement du logement sont une gêne de tous les instants : des querelles en résultent. Ces gens ne vivent pas ensemble, mais sont tassés les uns sur les autres. Les minimes désaccords qui se résolvent d'eux-mêmes dans une maison spacieuse, occasionnent ici d'incessantes disputes. Passe encore entre enfants : un instant après ils n'y pensent plus. Mais quand il s'agit des parents, les conflits quotidiens deviennent souvent grossiers et brutaux à un point inimaginable. Et les résultats de ces leçons de choses se font sentir chez les enfants. Il faut connaître ces milieux pour savoir jusqu'où peuvent aller l'ivresse, les mauvais traitements. Un malheureux gamin de six ans n'ignore pas des détails qui feraient frémir un adulte. Empoisonné moralement, et physiquement sous-alimenté, ce *petit citoyen* s'en va à l'école publique et y apprend tout juste à lire et à écrire. Il n'est pas question

de travail à la maison, où on lui parle de sa classe et de ses professeurs avec la pire grossièreté. Aucune institution humaine n'y est d'ailleurs respectée, depuis l'école jusqu'aux plus hauts corps de l'État ; religion, morale, nation et société, tout est traîné dans la boue. Quand le garçonnet quitte l'école à quatorze ans, on ne sait ce qui domine en lui : ou une incroyable sottise, pour tout ce qui est d'une connaissance positive, ou insolence caustique et immoralité à faire dresser les cheveux.

Quelle attitude aura dans la vie où il va entrer, ce petit homme pour qui rien n'est sacré, et qui, par contre, pressent ou connaît toutes les bassesses de l'existence...

L'enfant de treize ans devient, à quinze, un détracteur déclaré de toute autorité. Il n'a appris à connaître que la boue et l'ordure, à l'exclusion de tout ce qui aurait pu lui élever l'esprit.

Et voici ce que va être son éducation virile.

Il va suivre les exemples qu'il a eus dans sa jeunesse – celui de son père. Il rentrera à la maison, Dieu sait quand, rossera lui-même, pour changer, la pauvre créature qui fut sa mère, blasphémera contre Dieu et contre l'univers jusqu'à ce qu'il soit accueilli par quelque maison de correction.

Là, il recevra le dernier poli.

Et nos bons bourgeois d'être tout étonnés du faible « enthousiasme national » de ce « jeune citoyen » !

Le monde bourgeois voit chaque jour au théâtre et au cinéma, dans de mauvais livres et dans des journaux immondes, comment on déverse le poison à pleins seaux sur le peuple, et il s'étonne ensuite de la faible « tenue morale » et de l'« indifférence nationale » de la masse ! Comme si l'écran, la presse douteuse et le reste s'attachaient à vulgariser la connaissance de notre grandeur nationale ! Sans parler de l'éducation antérieure...

J'appris et je compris bien à fond un principe que je n'avais encore pas soupçonné :

Transformer un peuple en nation présuppose la création d'un milieu social sain, plateforme nécessaire pour l'éducation de l'individu. Seul, celui qui aura appris, dans sa famille et à l'école, à apprécier la grandeur intellectuelle, économique et surtout politique de son pays, pourra ressentir – et ressentira – l'orgueil de lui appartenir. On ne combat que pour ce que l'on aime ; on n'aime que ce qu'on estime ; et pour estimer, il faut au moins connaître.

Mon intérêt pour la question sociale ayant été éveillé, je commençai à l'étudier très sérieusement. Un monde nouveau, inconnu jusqu'alors, s'offrait à moi.

En 1909 et 1910, ma situation s'était modifiée et je n'avais plus à gagner ma vie comme manœuvre. Je m'étais établi pour mon compte petit dessinateur et aquarelliste. Ce métier ne rapportait guère, j'y gagnais à peine de quoi vivre, mais il était intéressant en vue de la profession à laquelle je me destinais. Désormais aussi je n'étais plus mort de fatigue le soir et incapable, en rentrant du chantier, de lire sans m'assoupir bientôt. Mon travail actuel n'était donc pas sans rapport avec mon futur métier et, en outre, j'étais le maître de mon temps et pouvais le répartir mieux qu'auparavant.

Je peignais par nécessité et j'étudiais par plaisir.

Cela me permettait de compléter par les connaissances théoriques indispensables ce que les leçons de choses de la réalité m'avaient appris du problème social. J'étudiais à peu près tous les livres qui me tombaient sous la main sur ce sujet et, au surplus, je réfléchissais beaucoup.

Je crois bien que mon entourage me tenait à l'époque pour un original.

Comme cela était bien naturel, je m'adonnais en outre avec passion à l'architecture. Je l'estimais, à l'égal de la musique, la reine des arts. M'en occuper n'était pas un *travail*, mais un vrai bonheur. Je pouvais lire ou dessiner tard dans la nuit sans ressentir aucune fatigue. Et ma croyance se fortifiait que mon beau rêve

d'avenir se réaliserait, quand je devrais attendre de longues années. J'étais fermement convaincu de me faire un nom comme architecte.

À côté de cela le grand intérêt que je portais à la politique ne me paraissait pas signifier grand-chose. Au contraire : je ne croyais que satisfaire à une obligation élémentaire de tout être pensant. Quiconque ne possédait pas de lumières à ce sujet en perdait tout droit à la critique, ou à l'exercice d'une charge quelconque.

Dans ce domaine encore, je lisais et j'étudiais beaucoup. Pour moi, *lire* n'avait pas le même sens que pour la moyenne de nos prétendus *intellectuels*.

Je connais des gens qui *lisent* interminablement livre sur livre, une lettre après l'autre, sans que je puisse cependant dire qu'ils ont « de la lecture ». Ils possèdent un amas énorme de connaissances, mais leur esprit ne sait ni les cataloguer ni les répartir. Il leur manque l'art de distinguer dans un livre les valeurs à se mettre pour toujours dans la tête et les passages sans intérêt – à ne pas lire si possible, ou tout au moins à ne pas traîner comme un lest inutile. Lire n'est pas un but, mais le moyen pour chacun de remplir le cadre que lui tracent ses dons et ses aptitudes. Chacun reçoit ainsi les outils et les matériaux nécessaires à son métier, qu'ils l'aident seulement à gagner sa vie ou qu'ils servent à satisfaire à des aspirations plus élevées. Le second but de la lecture

doit être d'acquérir une vue d'ensemble sur le monde où nous vivons. Mais dans les deux cas il est nécessaire, non pas que ces lectures prennent place dans la série des chapitres ou des livres que conserve la mémoire, mais viennent s'insérer à leur place comme le petit caillou d'une mosaïque et contribuent ainsi à constituer, dans l'esprit du lecteur, une image générale du monde. Sinon il se forme un mélange de notions désordonné et sans grande valeur, malgré toute la fatuité qu'il peut inspirer à son malheureux propriétaire. Car celui-ci se figure très sérieusement être instruit, comprendre quelque chose à la vie et avoir des connaissances, alors que chaque accroissement d'une telle *instruction* l'éloigne encore des réalités ; il n'a plus, bien souvent, qu'à finir dans un sanatorium ou bien politicien.

Jamais un tel cerveau ne réussira à extraire du fatras de ses connaissances celle qui pourra servir à un moment donné ; car ce lest intellectuel n'a pas été classé en vue des besoins de la vie ; il s'est simplement tassé dans l'ordre des livres lus et tel que leur contenu a été assimilé. Et si les nécessités de la vie lui donnaient toujours l'idée d'une juste utilisation de ce qu'il a lu jadis, encore faudrait-il qu'elles mentionnent le livre et le numéro de la page, sinon le pauvre niais ne trouverait d'une éternité ce qui convient. Mais la page n'est pas mentionnée et à chaque instant critique, ces gens neuf fois avisés sont dans le plus terrible embarras ; ils

cherchent convulsivement des cas analogues et comme de juste tombent sur une fausse recette.

Comment pourrait-on expliquer autrement que les plus grands pontifes du gouvernement réalisent tant de bévues malgré toute leur science ? Ou bien alors il faudrait voir en eux, non plus un fâcheux état pathologique, mais la plus vile coquinerie.

Au contraire, celui qui sait lire discerne instantanément dans un livre, un journal ou une brochure, ce qui mérite d'être conservé soit en vue de ses besoins personnels, soit comme matériaux d'intérêt général. Ce qu'il acquiert de la sorte s'incorpore à l'image qu'il se fait déjà de telle ou telle chose, tantôt la corrige, tantôt la complète, en augmente l'exactitude ou en précise le sens. Que soudain la vie pose un problème, la mémoire de celui qui a su lire lui fournit aussitôt une opinion basée sur l'apport de nombreuses années ; il la soumet à sa raison en regard du cas nouveau dont il s'agit, et arrive ainsi à éclairer ou à résoudre le problème.

La lecture n'a de sens et d'utilité qu'ainsi comprise.

Par exemple, un orateur qui ne fournit pas, sous une pareille forme, à sa raison les éléments qui lui sont nécessaires, est incapable de défendre son opinion en face d'un contradicteur, même si c'est lui qui est mille fois dans le vrai. Dans toute discussion, sa mémoire

l'abandonne honteusement. Il ne trouve d'arguments ni pour appuyer ce qu'il affirme ni pour confondre son adversaire. Tant qu'il ne s'agit, comme chez l'orateur, que de la satisfaction personnelle, passe encore ; mais si la destinée a fait d'un pareil homme à la fois omniscient et impuissant le chef d'un État, cela devient beaucoup plus grave.

Dès ma jeunesse je me suis efforcé de bien lire et j'ai été heureusement servi par ma mémoire et mon intelligence. À ce point de vue, mon séjour à Vienne fut utile et fécond. Mes observations quotidiennes m'incitèrent à étudier incessamment les problèmes les plus divers. Étant en mesure de vérifier tour à tour la réalité par la théorie et la théorie par la réalité, je n'avais à craindre ni de me dessécher l'esprit à des considérations purement théoriques ni de m'en tenir à des réalités superficielles.

Mon expérience quotidienne fut alors déterminante pour deux sujets essentiels – outre les questions sociales – et m'incita à leur étude théorique approfondie.

Qui sait quand j'aurais approfondi les théories et l'essence même du marxisme, si je n'avais alors été lancé vraiment la tête la première, dans ce problème ?

* * *

Ce que je savais de la Social-Démocratie dans ma jeunesse était insignifiant et complètement faux.

Il m'était agréable qu'elle combattît pour le suffrage universel et secret, car ma raison me disait déjà que cela devait affaiblir le régime des Habsbourg que je détestais tant. J'étais persuadé que l'État danubien, s'il ne sacrifiait pas le germanisme, ne pourrait subsister, mais que même au prix d'une longue slavisation de l'élément allemand, il n'obtiendrait aucune garantie de vie durable, car il ne faut pas surestimer la force de cohésion que confère le slavisme à un État. Je saluais donc avec joie chaque mouvement susceptible d'amener l'écroulement de cet État inacceptable, qui condamnait à mort le germanisme en dix millions d'êtres humains. Et, plus le tohu-bohu des langues rongerait et dissoudrait jusqu'au Parlement, plus tôt sonnerait l'heure fatale de l'écroulement de cet empire babylonien. Elle serait aussi l'heure de la liberté pour mon peuple de l'Autriche allemande. Ensuite rien ne s'opposerait plus à sa réunion à la mère-patrie.

L'activité de la Social-Démocratie ne m'était donc nullement antipathique. Qu'elle se proposât enfin, comme j'étais alors assez sot pour le croire, d'élever le sort du travailleur, m'incitait encore à l'appuyer plutôt qu'à la dénigrer. Ce qui m'en éloignait le plus, c'était

son hostilité à toute lutte pour la conservation du germanisme en Autriche, et sa plate courtoisie vis-à-vis des « camarades » slaves ; ceux-ci accueillirent volontiers ses manifestations d'amour pour autant qu'elles étaient liées à des concessions pratiques, mais ils conservèrent par ailleurs une arrogance hautaine, donnant ainsi leur juste récompense à ces mendiants obsédants.

Ainsi, à dix-sept ans, je n'avais pas encore grande notion du marxisme, et j'attribuais la même signification à Social-Démocratie et à Socialisme. Là encore, la main rude du destin devait m'ouvrir les yeux sur cette duperie des peuples.

Je n'avais appris à connaître le parti social-démocrate que comme spectateur de quelques manifestations populaires, et je n'avais pas la moindre idée de la doctrine en elle-même, ni de la mentalité de ses partisans. Mis en contact d'un seul coup avec les *brillants* résultats de leurs conceptions et de leur formation, quelques mois suffirent – au lieu des dizaines d'années qui auraient pu être nécessaires, dans d'autres conditions – pour me faire comprendre quelle peste se dissimulait sous un masque de vertu sociale et d'amour du prochain, et combien l'humanité devrait sans tarder en débarrasser la terre, sans quoi la terre pourrait bien être débarrassée de l'humanité.

C'est sur le chantier qu'eut lieu mon premier contact avec les social-démocrates.

Dès le début, ce ne fut pas très réjouissant. Mes habits étaient encore corrects, mon langage châtié et mon attitude réservée. J'avais tellement de préoccupations d'avenir que je ne pouvais guère me soucier de mon entourage. Je cherchais seulement du travail pour ne pas mourir de faim, et afin de pouvoir même tardivement poursuivre mon instruction. Peut-être ne me serais-je nullement soucie de mes voisins, si, le troisième ou quatrième jour, un événement ne m'avait forcé à prendre position : on m'ordonna d'adhérer au syndicat.

Je ne connaissais alors rien de l'organisation syndicale et je n'avais pu me faire une opinion sur son utilité ou son inutilité. Invité formellement à y entrer, je déclinai la proposition en déclarant que je n'étais pas au courant de la question, et surtout que je ne voulais pas être obligé à quoi que ce fût. C'est sans doute à la première de ces raisons que je dus de n'être pas jeté dehors sur-le-champ. On pensait peut-être qu'en quelques jours je serais converti et deviendrais docile. Mais on se trompait complètement. Quinze jours après, même si mon adhésion avait été précédemment possible, elle ne l'était plus. Dans l'intervalle j'avais en effet appris à mieux connaître mon entourage, et aucune

puissance au monde n'aurait pu me faire entrer dans une organisation dont les représentants m'étaient apparus sous un jour aussi défavorable.

Les premiers jours, je me repliai sur moi-même.

À midi, une partie des ouvriers se répandait dans les auberges voisines, pendant que le reste demeurait sur le chantier et y absorbait un repas souvent bien misérable. Ceux-ci étaient les gens mariés, à qui les femmes apportaient la soupe dans de pauvres ustensiles. Vers la fin de la semaine, leur nombre était toujours plus élevé ; je n'en compris la raison que plus tard : on parlait politique.

Je buvais ma bouteille de lait et mangeais mon morceau de pain n'importe où à l'écart, étudiant prudemment mon entourage, ou bien pensant à mon triste sort. J'en entendais cependant plus qu'il ne m'en fallait : il me semblait même que l'on me faisait parfois des avances exprès pour me fournir l'occasion de prendre position ; mais ce que j'apprenais ainsi était au plus haut point révoltant. J'entendais rejeter tout : la Nation, invention des classes « capitalistes » – que de fois n'allais-je pas entendre ce mot ! – la Patrie, instrument de la bourgeoisie pour l'exploitation de la classe ouvrière ; l'autorité des lois, moyen d'opprimer le prolétariat ; l'école, institution destinée à produire un matériel humain d'esclaves, et aussi de gardiens ; la

religion, moyen d'affaiblir le peuple pour mieux l'exploiter ensuite ; la morale, principe de sottise patience à l'usage des moutons, etc. Il n'y avait rien de pur qui ne fût traîné dans la boue.

Au début j'arrivais à me taire, mais cela ne put pas durer. Je commençai à prendre parti et à répliquer. Mais je dus reconnaître que ce serait en vain tant que je n'aurais pas de connaissances précises sur les points discutés. Je commençai donc par recourir aux sources de la prétendue sagesse de mes interlocuteurs. J'absorbai livre sur livre, brochure sur brochure.

Maintenant, sur le chantier, cela *chauffait* souvent. Je bataillais, de jour en jour mieux informé que mes interlocuteurs sur leur propre science, jusqu'au jour où la raison eut affaire à ses adversaires les plus redoutables : la terreur et la force. Quelques-uns des discoureurs de l'opinion adverse me forcèrent à quitter le chantier, sous peine de dégringoler d'un échafaudage. Seul, ne pouvant envisager aucune résistance, j'optai pour la première alternative et je partis, plus riche d'une expérience.

Je m'en allai plein de dégoût, mais si empoigné qu'il m'aurait été désormais tout à fait impossible de tourner le dos à cette situation. Passée ma première indignation, mon opiniâtreté reprit le dessus. J'étais fermement décidé à revenir quand même sur un

chantier. D'ailleurs, au bout de quelques semaines, mes maigres économies étant épuisées, la misère me saisit à nouveau. Je n'avais plus maintenant le choix. Et le jeu recommença, pour se terminer comme la première fois.

Alors je me demandai en moi-même : Sont-ce donc là des hommes dignes d'appartenir à un grand peuple ? Angoissante question car si c'est oui, un tel peuple justifie-t-il les peines et les sacrifices qu'exige des meilleurs la lutte qu'ils devront livrer ? Et si c'est non, notre peuple est vraiment bien pauvre en *hommes*.

En ces jours d'inquiétude, d'anxiété et de méditation profonde, je voyais grossir l'armée menaçante de ceux qui étaient perdus pour leur peuple.

C'est avec des sentiments tout différents que je regardais, à quelques jours de là, défiler interminablement, quatre par quatre, des ouvriers viennois prenant part à une manifestation populaire. Je restai là pendant près de deux heures et, retenant mon souffle, je regardais se dérouler lentement le long serpent humain. Le cœur serré, je quittai finalement la place et rentrai chez moi. Chemin faisant j'aperçus dans un bureau de tabac l'*Arbeiterzeitung*, le principal organe de l'ancienne social-démocratie autrichienne. Je le trouvais aussi dans un café populaire à bon marché, où j'allais assez souvent lire les journaux ; mais jusqu'alors je n'arrivais pas à lire plus de deux minutes

cette misérable feuille, dont le ton agissait sur mon esprit comme du vitriol. Sous le coup de la manifestation à laquelle je venais d'assister, j'obéis à une voix intérieure qui me poussa à acheter cette fois le journal et à le lire complètement. J'y consacrai ma soirée, malgré la violente colère que souleva en moi, à maintes reprises, ce tissu de mensonges.

Mieux que dans les livres des théoriciens, je pouvais désormais étudier dans la presse quotidienne des Socialistes-Démocrates le développement de leur pensée intime.

Quelle différence ! D'une part, les livres où miroitent, sous le signe de la plus profonde sagesse, les paroles de liberté, d'honneur et de beauté – tout cela affirmé avec la voix d'airain des prophètes – ; d'autre part, agressive, ne reculant devant aucune bassesse, rompue à la pratique de toutes les calomnies : la presse quotidienne de cette doctrine de salut de l'humanité nouvelle.

Les livres sont pour les niais et les imbéciles des « classes intellectuelles » moyennes, et aussi naturellement des classes supérieures ; les journaux sont pour la masse.

Je retrouvai mon peuple en approfondissant, dans sa littérature et dans sa presse, la doctrine de la Social-Démocratie.

Et ce qui m'avait paru jadis un abîme infranchissable, me devint l'occasion d'un plus grand amour.

Seul, en effet, un sot pourrait, connaissant cet énorme travail d'empoisonnement, en condamner la victime. Plus s'accusa mon indépendance dans les années qui suivirent, plus je pénétrai les causes profondes des succès de la Social-Démocratie. Je compris alors le sens de l'ordre brutal de ne lire que des journaux rouges et des livres rouges, de ne fréquenter que des réunions rouges, etc. Dans une clarté impitoyable, je voyais se révéler les résultats indiscutables de cette doctrine de l'intolérance.

L'âme de la masse n'est accessible qu'à tout ce qui est entier et fort.

De même que la femme est peu touchée par des raisonnements abstraits, qu'elle éprouve une indéfinissable aspiration sentimentale pour une attitude entière et qu'elle se soumet au fort tandis qu'elle domine le faible, la masse préfère le maître au suppliant, et se sent plus rassurée par une doctrine qui n'en admet aucune autre près d'elle, que par une libérale tolérance. La tolérance lui donne un sentiment d'abandon ; elle n'en a que faire. Qu'on exerce sur elle un impudent terrorisme intellectuel, qu'on dispose de sa liberté humaine : cela lui échappe complètement, et elle

ne pressent rien de toute l'erreur de la doctrine. Elle ne voit que les manifestations extérieures voulues d'une force déterminée et d'une brutalité auxquelles elle se soumet toujours.

Si à la Social-Démocratie s'oppose une doctrine mieux fondée, celle-ci vaincra même si la lutte est chaude, à condition cependant qu'elle agisse avec autant de brutalité.

En moins de deux ans, j'avais pénétré à la fois la doctrine et l'outil de la Social-Démocratie.

Je compris l'infâme terrorisme intellectuel qu'exerce ce mouvement surtout sur la bourgeoisie qui, ni moralement ni physiquement, n'est de taille à soutenir de semblables assauts. La tactique de la Social-Démocratie consiste à faire pleuvoir, à un signal donné, une véritable averse de mensonges et de calomnies sur les adversaires qui lui semblent les plus redoutables, jusqu'à ce que leurs nerfs soient brisés, et qu'ils se soumettent à l'odieux dans le fol espoir de recouvrer la tranquillité.

Mais c'est bien là seulement un fol espoir.

Et le jeu recommence jusqu'à ce que les victimes se sentent paralysées par la peur du roquet furieux.

Comme, par expérience personnelle, la Social-

Démocratie connaît admirablement la valeur de la force, elle s'acharne surtout contre ceux en qui elle flaire quelque étoffe. Inversement, elle décerne aux êtres faibles du parti adverse des louanges plus ou moins discrètes selon l'idée qu'elle se fait de leur valeur intellectuelle.

Elle craint moins un homme de génie dépourvu de volonté qu'une nature vigoureuse qui n'a qu'une intelligence moyenne.

Quant à ceux qui n'ont ni intelligence ni volonté, elle les porte aux nues !

Elle s'entend à faire naître l'apparence qu'elle seule possède le moyen de faire régner la tranquillité ; cependant que, prudemment, mais sans perdre de vue ses fins, elle conquiert successivement ses objectifs : tantôt elle s'y installe furtivement ; tantôt elle saute dessus au grand jour, profitant alors de ce que l'attention générale est tournée vers d'autres sujets dont elle ne veut pas être distraite, ou de ce que le larcin est jugé trop minime pour provoquer un scandale et faire rendre gorge au détestable adversaire.

Cette tactique, qui est basée sur une juste évaluation des faiblesses humaines, doit conduire presque mathématiquement au succès, si le parti adverse n'apprend pas à combattre les gaz asphyxiants par les gaz asphyxiants.

Il faut dire aux natures faibles qu'il s'agit en cette occurrence d'être ou de ne pas être.

Je compris l'importance de la terreur corporelle que l'individu a de la masse.

Ici encore, juste psychologie !

La terreur sur le chantier, à l'usine, aux lieux de réunion et à l'occasion des meetings, aura toujours un plein succès tant qu'une terreur égale ne lui barrera pas la route.

Bien certainement alors, le parti poussera les hauts cris, et, tournant bride, fera appel à l'autorité de l'État qu'il dénigrait tout à l'heure. Le plus souvent d'ailleurs, il arriva à ses fins au milieu du désarroi général. Car il se trouvera bien quelque vache de haut fonctionnaire qui, dans l'espoir pusillanime de se concilier peut-être ainsi pour l'avenir les bonnes grâces de l'ennemi redouté, l'aidera à briser celui qui s'opposait à cette peste mondiale.

Quelle impression un tel succès produira-t-il sur l'esprit de la masse, tant chez ses partisans que chez ses adversaires ? Seul, quiconque connaît l'âme du peuple non d'après les livres, mais d'après la vie, peut s'en rendre compte. Tandis que dans les rangs des partisans, la victoire obtenue vaudra comme le triomphe du bon droit de leur cause, le plus souvent l'adversaire vaincu

désespérera du succès de toute résistance future.

Plus j'appris à connaître les méthodes de la terreur corporelle, plus grandit mon indulgence à l'égard de la multitude qui la subissait.

Je bénis mes souffrances d'alors de m'avoir rendu à mon peuple, et de m'avoir appris à distinguer entre meneurs et victimes.

Car il faut bien se dire que ces hommes dévoyés ne sont que des victimes. Si, maintenant, je m'efforçais de dépeindre en quelques traits l'âme de ces classes « inférieures », mon tableau serait infidèle si je n'affirmais pas que, dans ces profondeurs, je retrouvais encore la lumière ; j'y ai rencontré de rares sentiments de sacrifice, de camaraderie fidèle, d'extraordinaire modération et de réserve pleine de modestie, surtout chez des ouvriers d'un certain âge. Et bien que ces vertus se perdent de plus en plus dans les nouvelles générations, surtout sous l'influence de la grande ville, il y reste encore beaucoup de jeunes gens chez qui une nature foncièrement saine l'emporte sur les vilenies ordinaires de la vie. Et si ces braves gens pleins de cœur apportent l'appui de leur activité politique aux ennemis mortels de notre peuple, c'est qu'ils ne comprennent pas et ne peuvent pas comprendre toute l'infamie de leur doctrine ; c'est que personne n'a pris la peine de se soucier d'eux ; c'est qu'enfin les entraînements sociaux

ont été plus forts que leur première volonté d'y résister. C'est la misère qui, s'emparant d'eux un jour ou l'autre, les a poussés dans le camp de la Social-Démocratie.

La bourgeoisie ayant fait front un nombre incalculable de fois, de la façon la plus maladroite comme la plus immorale, contre les exigences des travailleurs même les plus légitimement humaines, sans d'ailleurs tirer ni pouvoir espérer un profit quelconque d'une telle attitude, le travailleur honnête s'est trouvé lui-même poussé de l'organisation syndicale vers la politique.

Au début, des millions de travailleurs étaient certainement au fond d'eux-mêmes ennemis de la Social-Démocratie, mais leur résistance fut vaincue à maintes reprises, dans des conditions insensées, tandis que les partis bourgeois prenaient position contre toute revendication sociale. Ce refus borné de rien tenter pour améliorer la condition des ouvriers : refus d'aménager des dispositifs de sécurité sur les machines, refus de réglementer le travail des enfants, et de la femme – au moins pendant les mois de grossesse de celle-ci – ce refus, dis-je, contribua à pousser les masses dans les filets de la Social-Démocratie, qui s'emparait avec reconnaissance de chacun de ces cas révélateurs d'une si pitoyable pensée (politique). Jamais les partis bourgeois ne pourront réparer leurs erreurs d'alors. Car,

en s'opposant à toutes les réformes sociales, ils ont semé la haine ; et ils ont donné raison en apparence aux propres affirmations de l'ennemi mortel du peuple, à savoir que le parti social-démocrate défendait seul les intérêts du monde des travailleurs.

C'est ainsi que furent jetées les bases morales qui permirent aux syndicats de se constituer réellement. Cette organisation devait dès lors former le principal pourvoyeur du parti politique social-démocrate.

Au cours de mes années de formation à Vienne, je dus, bon gré mal gré, prendre position sur la question des syndicats.

N'y voyant qu'une partie constitutive inséparable du parti social-démocrate, ma décision fut rapide – et fausse !

J'eus naturellement vite changé d'avis.

Dans ces questions essentielles, le sort même devait m'ouvrir les yeux.

Et mon premier jugement en fut complètement retourné.

J'avais vingt ans, lorsque j'appris à distinguer entre les syndicats en tant que moyens pour le travailleur de défendre ses droits sociaux et de lutter pour de meilleures conditions d'existence, et les syndicats, en tant qu'instruments du parti de la lutte politique des

classes.

La Social-Démocratie comprit l'énorme importance du mouvement syndical. L'annexant à sa propre cause, elle en assura le succès, tandis que la bourgeoisie, faute de s'en être rendu compte, y perdit sa position politique ; elle crut en effet que son *veto* impertinent suffirait à arrêter le développement logique de ce mouvement et à le pousser dans l'illogisme. Or il est absurde et inexact de prétendre que le mouvement syndical est, par sa nature même, destructeur de l'idée de patrie. Bien au contraire. Si l'activité syndicale se donne comme but d'élever le niveau social d'une classe qui est un des piliers de la nation, non seulement elle n'agit pas contre la patrie et l'État, mais encore son action est *nationale* au meilleur sens de ce mot. Contribuant à créer les conditions sociales hors desquelles on ne saurait songer à une éducation nationale commune, elle mérite bien de la patrie. De même, lorsque s'attaquant aux causes physiques et morales de la misère du peuple, elle le guérit de ses plaies sociales et le ramène à la santé.

Il est donc superflu de se demander si l'activité syndicale est indispensable.

Tant qu'il y aura des employeurs dénués de compréhension sociale ou n'ayant pas le sentiment du droit et de la justice, leurs employés, partie intégrante

de notre peuple, auront le droit et le devoir de défendre les intérêts de la communauté contre l'avidité ou la déraison d'un seul ; car sauvegarder la fidélité et la confiance chez le peuple, c'est agir dans l'intérêt de la nation, tout comme sauvegarder sa santé.

Lorsque d'indignes entrepreneurs se sentent étrangers à la communauté nationale et menacent la santé physique et morale d'une classe, leur avidité ou leur insouciance ont une action néfaste sur l'avenir du pays.

Éliminer les causes d'une telle évolution, c'est certainement bien mériter de la nation.

Que l'on ne dise pas à ce propos que chacun est libre de tirer les conséquences des injustices réelles ou imaginaires dont il se croit victime. Non : il n'y a là qu'une ruse de guerre pour détourner l'attention. Est-il, oui ou non, d'intérêt national de détruire tout ce qui vient se mettre en travers de la vie sociale ? Si c'est oui, il faut combattre avec les armes qui assureront le succès. Or, un ouvrier isolé n'est jamais en mesure de faire obstacle à la puissance d'un gros employeur ; la question n'est pas, en effet, de faire triompher le bon droit, car si celui-ci était reconnu, il n'y aurait ni causes de conflit, ni conflit : le sentiment du droit y aurait déjà loyalement mis un terme, ou mieux encore, le conflit n'aurait jamais pris naissance. Alors il n'y a plus qu'à

être le plus fort. *Lorsque des hommes sont traités indignement, ou en méconnaissance des lois sociales, et que la résistance apparaît de ce fait nécessaire, tant que des lois et des juges n'auront pas été institués pour mettre un terme aux injustices, la force seule décidera des conflits. Mais il est évident qu'une multitude d'employés doit se grouper et se donner comme représentant un individu déterminé, pour conserver quelques chances de succès contre l'individu qui incarne à lui seul la puissance de l'entreprise.*

Ainsi l'organisation syndicale peut introduire dans la vie courante un surcroît de sens social avec toutes ses conséquences pratiques. Elle peut, par suite, supprimer les points de friction qui provoquent des sujets de mécontentement et des plaintes, toujours les mêmes.

S'il n'en est pas ainsi, il faut en attribuer en grande partie la responsabilité à ceux qui savent barrer la route aux lois de réforme sociale, ou qui les rendent inopérantes grâce à leur influence politique.

Et, plus la bourgeoisie politique ignorait ou voulait ignorer l'importance de l'organisation syndicale, plus elle se raidissait dans sa résistance, plus la Social-Démocratie fit sien le mouvement combattu.

Avec prévoyance, elle s'en fit une plateforme solide qui la soutint bien souvent aux heures critiques.

Toutefois, le but profond du mouvement disparut peu à peu pour faire place à de nouveaux objectifs. Car la Social-Démocratie ne s'attacha jamais à conserver le programme initial du mouvement corporatif qu'elle avait absorbé.

On peut même affirmer que ce fut toujours le moindre de ses soucis.

En quelques dizaines d'années, toutes les forces créées en vue de la défense de droits sociaux furent appliquées, dès qu'elles tombèrent entre les mains expertes de la Social-Démocratie, à consommer la ruine de l'économie nationale. Les intérêts des ouvriers, on ne s'en embarrassait plus : car l'emploi de moyens de coercition d'ordre économique permet toutes les exactions, même d'ordre politique, pourvu seulement qu'il y ait autant d'ignorance d'un côté, que de stupide résignation grégaire de l'autre.

Et c'était justement le cas.

* * *

C'est vers la fin du siècle dernier que le mouvement syndical a commencé à se détourner de ses buts primitifs. D'année en année, il s'était de plus en plus engagé dans le cercle maudit de la politique social-

démocratique, pour ne plus servir, finalement, que de moyen de pression dans la lutte des classes. Une fois qu'il aurait ruiné, par ses coups répétés, tout l'édifice économique péniblement constitué, il deviendrait facile de réserver le même sort à l'édifice de l'État, désormais privé de ses fondations économiques. Le parti s'intéressait de moins en moins aux besoins réels de la classe ouvrière, lorsqu'un jour il lui apparut que, pour sa politique, il n'était en somme nullement souhaitable que les misères de la masse du peuple fussent soulagées : car, une fois ses désirs satisfaits, il se pourrait fort bien que cette masse cessât d'être une troupe de combat éternellement et aveuglément dévouée.

Cette perspective, qu'ils pressentaient lourde d'orages, inspira aux dirigeants de la lutte des classes une telle frayeur qu'ils en arrivaient à repousser en sous-main des améliorations sociales vraiment fécondes et même à prendre délibérément position contre elles.

Ils ne se mettaient d'ailleurs pas en peine de justifier une attitude aussi incompréhensible.

Plus le flot des revendications montait, plus leur chance d'être satisfaites devenait insignifiante, mais on pouvait du moins expliquer à la classe ouvrière qu'en ne donnant satisfaction que d'une manière ridicule à ses droits les plus sacrés, on ne visait diaboliquement qu'à

affaiblir sa puissance de combat et, si possible, à la paralyser. On ne s'étonnera pas du succès de ces allégations sur une masse incapable de toute sérieuse réflexion.

Le camp bourgeois s'indignait de la mauvaise foi manifeste de cette tactique social-démocratique, mais n'en déduisait pour lui-même aucune ligne de conduite. La peur même qu'avait la Social-Démocratie de soulager effectivement la classe ouvrière de sa misère profonde, aurait dû précisément décider la bourgeoisie aux efforts les plus énergiques dans ce sens, afin d'arracher aux partisans de la lutte des classes l'arme dont ils se servaient.

Mais elle n'en fit rien.

Au lieu d'attaquer les positions adverses, elle se laissa elle-même presser et enserrer ; elle appela ensuite à son aide des moyens si tardifs et si insignifiants qu'ils demeurèrent complètement inefficaces et purent être mis facilement hors de cause. Tout demeura comme avant ; seul le mécontentement avait augmenté.

Le « syndicat libre » pesa désormais ainsi qu'une menace d'orage sur l'horizon politique comme sur la vie de chacun.

Il devint un des plus redoutables instruments de terreur contre la sécurité et l'indépendance de

l'économie nationale, contre la solidité de l'État et contre la liberté individuelle.

C'était surtout le « syndicat libre » qui résumait la notion de démocratie en une phrase ridicule et odieuse, qui insultait à la liberté et stigmatisait la fraternité de cette inoubliable façon : « Si tu n'es pas un camarade, on te brisera le crâne. »

C'est ainsi que je fis alors la connaissance de cette amie de l'humanité. Dans les années qui suivirent, ma conception s'amplifia et s'approfondit, mais je n'eus rien à y changer.

* * *

Mieux j'arrivais à discerner les dehors de la Social-Démocratie, plus je souhaitais découvrir le fond de cette doctrine.

La littérature officielle du parti ne pouvait m'être à cet égard d'une grande utilité. Quand elle s'occupe de questions économiques, ses affirmations et les preuves qu'elle en donne sont fausses ; quand elle traite de buts politiques, elle manque de sincérité. En outre, son esprit de chicane, revêtu d'une forme moderne, et la façon dont les arguments étaient présentés m'inspiraient une profonde répugnance. Ses phrases d'un style bégayant,

cousues de termes obscurs ou incompréhensibles, ont la prétention de renfermer des pensées profondes, mais n'en contiennent aucune. Il faut être un de ces bohêmes décadents de nos grandes villes pour se sentir à l'aise et comme chez soi dans ce labyrinthe où se perd la raison et pêcher dans ce fumier de dadaïsme littéraire des impressions intimes ; ces écrivains spéculent manifestement sur l'humilité proverbiale d'une partie de notre peuple, qui croit toujours découvrir dans ce qu'elle comprend le moins des vérités d'autant plus rares.

En confrontant la fausseté et l'absurdité de cette doctrine au point de vue théorique, et la réalité de ses manifestations, je me fis peu à peu une idée claire du but caché où elle tendait.

Alors des pressentiments inquiétants et une crainte pénible s'emparèrent de moi. Je me trouvais en présence d'une doctrine inspirée par l'égoïsme et la haine, calculée pour remporter mathématiquement la victoire, mais dont le triomphe devait porter à l'humanité un coup mortel.

J'avais entre temps découvert les rapports existant entre cette doctrine destructrice et le caractère spécifique d'un peuple qui m'était resté jusqu'alors pour ainsi dire inconnu.

Seule, la connaissance de ce que sont les Juifs donne la clef des buts dissimulés, donc réellement poursuivis par la Social-Démocratie.

Connaître ce peuple, c'est ôter le bandeau d'idées fausses qui nous aveugle sur les buts et les intentions de ce parti ; à travers ses déclamations nébuleuses et embrouillées sur la question sociale, on voit poindre la figure grotesque et grimaçante du marxisme.

* * *

Il me serait difficile aujourd'hui, sinon impossible, de dire à quelle époque le nom de *Juif* éveilla pour la première fois en moi des idées particulières. Je ne me souviens pas d'avoir entendu prononcer ce mot dans la maison paternelle du vivant de mon père. Je crois que ce digne homme aurait considéré comme arriérés des gens qui auraient prononcé ce nom sur un certain ton. Il avait, au cours de sa vie, fini par incliner à un cosmopolitisme plus ou moins déclaré qui, non seulement avait pu s'imposer à son esprit malgré ses convictions nationales très fermes, mais avait déteint sur moi.

À l'école, rien ne me conduisit à modifier les idées prises à la maison.

À la Realschule je fis bien la connaissance d'un jeune Juif avec lequel nous nous tenions tous sur nos gardes, mais simplement parce que différents incidents nous avaient amenés à n'avoir dans sa discrétion qu'une confiance très limitée. D'ailleurs, ni mes camarades, ni moi, nous ne tirâmes de ce fait des conclusions particulières.

Ce fut seulement quand j'eus quatorze ou quinze ans que je tombai fréquemment sur le mot de Juif, surtout quand on causait politique. Ces propos m'inspiraient une légère aversion et je ne pouvais m'empêcher d'éprouver le sentiment désagréable qu'éveillaient chez moi, lorsque j'en étais témoin, les querelles au sujet des confessions religieuses.

À cette époque, je ne voyais pas la question sous un autre aspect.

Il n'y avait que très peu de Juifs à Linz. Au cours des siècles ils s'étaient européenisés extérieurement et ils ressemblaient aux autres hommes ; je les tenais même pour des Allemands. Je n'apercevais pas l'absurdité de cette illusion, parce que leur religion étrangère me semblait la seule différence qui existât entre eux et nous. Persuadé qu'ils avaient été persécutés pour leurs croyances, les propos défavorables tenus sur leur compte m'inspiraient une antipathie qui, parfois, allait presque jusqu'à l'horreur.

Je ne soupçonnais pas encore qu'il pût y avoir des adversaires systématiques des Juifs.

J'arrivai ainsi à Vienne.

Tout saisi par l'abondance de mes sensations dans le domaine de l'architecture, pliant sous le fardeau de mon propre sort, je n'eus pas dans les premiers temps le moindre coup d'œil sur les différentes couches composant la population de cette énorme ville. Bien qu'alors Vienne comptât près de deux cent mille Juifs sur deux millions d'âmes, je ne les remarquais pas. Mes yeux et mon esprit ne furent pas pendant les premières semaines de taille à supporter l'assaut que leur livraient tant de valeurs et d'idées nouvelles. Ce n'est que lorsque peu à peu le calme se rétablit en moi et que ces images fiévreuses commencèrent à se clarifier que je songeai à regarder plus attentivement le monde nouveau qui m'entourait et qu'entre autres je me heurtai à la question juive.

Je ne veux pas prétendre que la façon dont je fis sa connaissance m'ait paru particulièrement agréable. Je ne voyais encore dans le Juif qu'un homme d'une confession différente et je continuais à réprouver, au nom de la tolérance et de l'humanité, toute hostilité issue de considérations religieuses. En particulier, le ton de la presse antisémite de Vienne me paraissait indigne des traditions d'un grand peuple civilisé. J'étais obsédé

par le souvenir de certains événements remontant au moyen âge et que je n'aurais pas voulu voir se répéter. Les journaux dont je viens de parler n'étaient pas tenus pour des organes de premier ordre. Pourquoi ? Je ne le savais pas alors au juste moi-même. Aussi les considérais-je plutôt comme les fruits de la colère et de l'envie, que comme les résultats d'une position de principe arrêtée, fût-elle fausse.

Cette idée fut renforcée en moi par la forme infiniment plus convenable, à mon avis, sous laquelle la véritable grande presse répondait à ces attaques, ou bien, ce qui me paraissait encore plus méritoire, se contentait de les tuer par le silence, n'en faisant pas la moindre mention.

Je lus assidûment ce qu'on appelait la presse mondiale (la *Neue Freie Presse*, le *Wiener Tagblatt*, etc.) ; je fus stupéfait de voir avec quelle abondance elle renseignait ses lecteurs et avec quelle impartialité elle traitait toutes les questions. J'appréciais son ton distingué ; seul, son style redondant ne me satisfaisait pas toujours ou même m'affectait désagréablement. Mais enfin ce travers pouvait être l'effet de la vie trépidante qui animait toute cette grande ville cosmopolite.

Comme je tenais alors Vienne pour une cité de ce genre, je pensais que l'explication que je me donnais à

moi-même pouvait servir d'excuse.

Mais ce qui me choquait fréquemment, c'était la façon indécente dont cette presse faisait sa cour au gouvernement. Il ne se passait pas à la Hofburg le moindre événement qui ne fût rapporté aux lecteurs dans des termes manifestant soit un enthousiasme délirant, soit l'affliction et la consternation. C'était un chiqué qui, surtout lorsqu'il était question du « plus sage monarque » de tous les temps, rappelait presque la danse qu'exécute le coq de bruyère au temps du rut pour séduire sa femelle.

Il me parut que tout cela n'était que parade.

Cette constatation jeta quelques ombres sur l'idée que je me faisais de la démocratie libérale.

Rechercher la faveur de la cour, et sous une forme aussi indécente, c'était faire trop bon marché de la dignité de la nation.

Ce fut le premier nuage qui obscurcit mes relations morales avec la *grande* presse viennoise.

Comme je l'avais toujours fait auparavant, je suivais aussi à Vienne, et avec la plus grande passion, tout ce qui se passait en Allemagne, aussi bien en politique qu'en ce qui concernait la vie sociale. Avec fierté et admiration, je comparais l'ascension du Reich avec la maladie de langueur dont était atteint l'État autrichien.

Mais, si les succès de la politique étrangère du Reich me causaient une joie la plupart du temps sans mélange, la vie politique à l'intérieur était moins réjouissante et me causait souvent de graves soucis. Je n'approuvais pas, à cette époque, la lutte menée contre Guillaume II. Je voyais en lui non seulement l'empereur d'Allemagne, mais surtout le créateur de la flotte allemande. L'interdiction que le Reichstag avait signifiée à l'empereur de prononcer des discours politiques, me révoltait au dernier degré comme émanant d'une assemblée qui, à mes yeux, n'était nullement qualifiée pour cela. En une seule session, ces oies mâles caquetaient dans leur Parlement plus d'absurdités que n'aurait pu le faire, pendant des siècles, toute une dynastie d'empereurs, y compris les numéros les plus faibles d'esprit de la série.

J'étais indigné de voir que, dans un État où tout demi-fou prétendait prendre la parole pour faire entendre ses commentaires et même avait la bride sur le cou au sein du Reichstag pour perdre la nation en qualité de « législateur », celui qui portait la couronne impériale pût recevoir une « réprimande » de la plus misérable assemblée de bavards de tous les temps.

Ce qui me mettait encore plus hors de moi, c'était de constater que cette même presse de Vienne, qui saluait avec la plus grande humilité le moindre cheval des

équipages de la cour et tombait en extase si l'animal remuait la queue en réponse, se permettait d'exprimer avec une malignité qui se dissimulait mal sous des airs soucieux, ses inquiétudes touchant l'empereur d'Allemagne.

À l'entendre, elle était bien loin de vouloir se mêler des affaires de l'empire d'Allemagne – non, Dieu l'en garde ! – mais, en mettant d'une façon aussi amicale le doigt sur la plaie, elle remplissait le devoir que lui imposait l'alliance établie entre les deux empires et satisfaisait en même temps à l'obligation qu'ont les journaux de dire la vérité, etc. Et d'enfoncer à cœur joie son doigt dans la plaie !

Le sang m'en montait au cerveau. J'en vins à me méfier de plus en plus de la grande presse.

Il me fallut reconnaître qu'un des journaux antisémites, le *Deutsches Volksblatt*, avait beaucoup plus de tenue dans de pareilles occasions.

Ce qui, de plus, me donnait sur les nerfs, c'était le culte répugnant que la grande presse avait alors pour la France. On avait honte d'être allemand quand on lisait les hymnes douçâtres qu'elle entonnait à la louange de la « grande nation civilisée ». Cette misérable gallomanie me fit plus d'une fois lâcher quelqu'un de ces « journaux mondiaux ». Je me rejetais souvent sur le *Volksblatt* qui était d'un format beaucoup plus petit,

mais qui traitait bien plus congrûment de pareils sujets. Je n'approuvais pas son antisémitisme agressif, mais j'y trouvais parfois des arguments qui me donnaient à réfléchir.

En tous cas, c'est en de pareilles occasions que je fis la connaissance de l'homme et du parti qui décidaient alors du sort de Vienne : le D^r Karl Lueger et le parti chrétien-social.

Je leur étais très hostile lorsque j'arrivai à Vienne. L'homme et le parti étaient à mes yeux *réactionnaires*.

Mais un sentiment de justice élémentaire devait modifier ce jugement, lorsque j'eus l'occasion de connaître l'homme et son œuvre et mon appréciation mieux fondée devint une admiration déclarée. Aujourd'hui plus encore qu'autrefois je tiens le D^r Lueger pour le plus éminent bourgmestre allemand de tous les temps.

Combien de mes préjugés furent balayés par un tel revirement d'opinion vis-à-vis du mouvement chrétien-social !

Mais si, de même, mon jugement sur l'antisémitisme se modifia avec le temps, ce fut bien là ma plus pénible conversion.

Elle m'a coûté les plus durs combats intérieurs et ce ne fut qu'après des mois de lutte où s'affrontaient la

raison et le sentiment que la victoire commença à se déclarer en faveur de la première. Deux ans plus tard, le sentiment se rallia à la raison pour en devenir le fidèle gardien et conseiller.

Pendant cette lutte acharnée entre l'éducation qu'avait reçue mon esprit et la froide raison, les leçons de choses que donnait la rue à Vienne m'avaient rendu d'inappréciables services. Il vint un temps où je n'allais plus, comme pendant les premiers jours, en aveugle à travers les rues de l'énorme ville, mais où mes yeux s'ouvrirent pour voir, non plus seulement les édifices, mais aussi les hommes.

Un jour où je traversais la vieille ville, je rencontrai tout à coup un personnage en long kaftan avec des boucles de cheveux noirs.

Est-ce là aussi un Juif ? Telle fut ma première pensée.

À Linz, ils n'avaient pas cet aspect-là. J'examinai l'homme à la dérobée et prudemment, mais plus j'observais ce visage étranger et scrutais chacun de ses traits, plus la première question que je m'étais posée prenait dans mon cerveau une autre forme :

Est-ce là aussi un Allemand ?

Comme toujours en pareil cas, je cherchai dans les livres un moyen de lever mes doutes. J'achetai pour

quelques hellers les premières brochures antisémites de ma vie. Elles partaient malheureusement toutes de l'hypothèse que leurs lecteurs connaissaient ou comprenaient déjà dans une certaine mesure la question juive, du moins en son principe. Enfin leur ton m'inspirait de nouveaux doutes, car les arguments qu'elles produisaient à l'appui de leurs affirmations étaient souvent superficiels et manquaient complètement de base scientifique.

Je retombai alors dans mes anciens préjugés. Cela dura des semaines et même des mois.

L'affaire me paraissait si monstrueuse, les accusations étaient si démesurées, que, torturé par la crainte de commettre une injustice, je recommençai à m'inquiéter et à hésiter.

Il est vrai que sur un point, celui de savoir qu'il ne pouvait pas être question d'Allemands appartenant à une confession particulière, mais bien d'un peuple à part, je ne pouvais plus avoir de doutes ; car, depuis que j'avais commencé à m'occuper de cette question, et que mon attention avait été appelée sur le Juif, je voyais Vienne sous un autre aspect. Partout où j'allais, je voyais des Juifs, et plus j'en voyais, plus mes yeux apprenaient à les distinguer nettement des autres hommes. Le centre de la ville et les quartiers situés au nord du canal du Danube fourmillaient notamment

d'une population dont l'extérieur n'avait déjà plus aucun trait de ressemblance avec celui des Allemands.

Mais, si j'avais encore eu le moindre doute sur ce point, toute hésitation aurait été définitivement levée par l'attitude d'une partie des Juifs eux-mêmes.

Un grand mouvement qui s'était dessiné parmi eux et qui avait pris à Vienne une certaine ampleur, mettait en relief d'une façon particulièrement frappante le caractère ethnique de la juiverie : je veux dire le sionisme.

Il semblait bien, en vérité, qu'une minorité seulement de Juifs approuvait la position ainsi prise, tandis que la majorité la condamnait et en rejetait le principe. Mais, en y regardant de plus près, cette apparence s'évanouissait et n'était plus qu'un brouillard de mauvaises raisons inventées pour les besoins de la cause, pour ne pas dire des mensonges. Ceux qu'on appelait Juifs libéraux ne désavouaient pas, en effet, les Juifs sionistes comme n'étant pas leurs frères de race, mais seulement parce qu'ils confessaient publiquement leur judaïsme, avec un manque de sens pratique qui pouvait même être dangereux.

Cela ne changeait rien à la solidarité qui les unissait tous.

Ce combat fictif entre Juifs sionistes et Juifs

libéraux me dégoûta bientôt ; il ne répondait à rien de réel, était donc un pur mensonge et cette supercherie était indigne de la noblesse et de la propreté morales dont se targuait sans cesse ce peuple.

D'ailleurs la propreté, morale ou autre, de ce peuple était quelque chose de bien particulier. Qu'ils n'eussent pour l'eau que très peu de goût, c'est ce dont on pouvait se rendre compte en les regardant et même, malheureusement, très souvent en fermant les yeux. Il m'arriva plus tard d'avoir des hauts-le-cœur en sentant l'odeur de ces porteurs de kaftans. En outre, leurs vêtements étaient malpropres et leur extérieur fort peu héroïque.

Tous ces détails n'étaient déjà guère attrayants ; mais c'était de la répugnance quand on découvrait subitement sous leur crasse la saleté morale du peuple élu.

Ce qui me donna bientôt le plus à réfléchir, ce fut le genre d'activité des Juifs dans certains domaines, dont j'arrivai peu à peu à pénétrer le mystère.

Car, était-il une saleté quelconque, une infamie sous quelque forme que ce fût, surtout dans la vie sociale, à laquelle un Juif au moins n'avait pas participé ?

Sitôt qu'on portait le scalpel dans un abcès de cette sorte, on découvrait, comme un ver dans un corps en

putréfaction, un petit youtre tout ébloui par cette lumière subite.

Les faits à la charge de la juiverie s'accumulèrent à mes yeux quand j'observai son activité dans la presse, en art, en littérature et au théâtre. Les propos pleins d'onction et les serments ne servirent plus alors à grand-chose ; ils n'eurent même plus d'effet. Il suffisait déjà de regarder une colonne de spectacles, d'étudier les noms des auteurs de ces épouvantables fabrications pour le cinéma et le théâtre en faveur desquelles les affiches faisaient de la réclame, et l'on se sentait devenir pour longtemps l'adversaire impitoyable des Juifs. C'était une peste, une peste morale, pire que la peste noire de jadis, qui, en ces endroits, infectait le peuple. Et en quelles doses massives ce poison était-il fabriqué et répandu ! Naturellement, plus le niveau moral et intellectuel des fabricants de ces œuvres artistiques est bas, plus inépuisable est leur fécondité, jusqu'à ce qu'un de ces gaillards arrive à lancer, comme le ferait une machine de jet, ses ordures au visage de l'humanité.

Que l'on considère encore que leur nombre est sans limite ; que l'on considère que, pour un seul Goethe, la nature infeste facilement leurs contemporains de dix mille de ces barbouilleurs, qui dès lors agissent comme les pires des bacilles et empoisonnent les âmes.

Il était épouvantable de penser, mais on ne pouvait se faire d'illusion sur ce point, que le Juif semblait avoir été spécialement destiné par la nature à jouer ce rôle honteux.

Était-ce en cela qu'il était le peuple élu ?

J'entrepris alors d'examiner soigneusement les noms de tous les fabricants des productions malpropres que révélait la vie artistique. Le résultat de cette enquête fut de plus en plus défavorable à l'attitude que j'avais observée jusqu'alors à l'égard des Juifs. Le sentiment avait beau se cabrer, la raison n'en tirait pas moins ses conclusions.

Le fait est que les neuf dixièmes de toutes les ordures littéraires, du chiqué dans les arts, des stupidités théâtrales doivent être portés au débit d'un peuple qui représente à peine le centième de la population du pays. Il n'y a pas à le nier ; c'est ainsi.

Je me mis à examiner au même point de vue ma chère « presse mondiale ».

Plus je lançais la sonde profondément, plus diminuait le prestige qu'avait eu à mes yeux l'objet de mon ancienne admiration. Le style était toujours plus insupportable ; et il me fallait rejeter les idées, aussi superficielles que plates ; l'impartialité des exposés me paraissait maintenant plutôt mensonge que vérité : les

collaborateurs étaient des Juifs.

Mille détails, que j'avais auparavant à peine remarqués, attirèrent mon attention et me parurent dignes d'être notés ; par contre, je commençai à saisir et à comprendre la portée de certains autres qui m'avaient déjà donné à penser autrefois.

Je voyais maintenant sous un autre aspect les opinions libérales de cette presse ; la distinction de son ton quand elle répondait aux attaques de ses adversaires ou son silence de mort à leur endroit se révélait à moi comme des trucs aussi malins que méprisables ; ses critiques théâtrales élogieuses n'étaient jamais que pour les Juifs et jamais elle ne dénigrait d'autres que des Allemands. Les coups d'épingle sournois qu'elle portait à Guillaume II étaient si répétés qu'ils trahissaient un système ; de même les éloges prodigués à la culture et à la civilisation françaises ; le poncif des feuilletons dégénérait en pornographie et la langue de ces journaux avait, à mon oreille, un accent d'étranger ; mais l'inspiration générale des articles était si visiblement défavorable aux Allemands qu'il fallait que cela fût voulu.

Qui avait donc intérêt à cette façon de faire ?

Était-ce seulement l'effet du hasard ? Je devins peu à peu perplexe.

Mais mon évolution fut hâtée par l'observation de toute une série d'autres phénomènes. Je veux parler de la conception qu'une grande partie des Juifs se fait des mœurs et de la morale et qu'elle met ouvertement en pratique.

À ce point de vue, la rue me donna des leçons de choses qui me furent souvent pénibles.

Le rôle que jouent les Juifs dans la prostitution et surtout dans la traite des blanches pouvait être étudié à Vienne plus aisément que dans toute autre ville de l'Europe occidentale, exception faite peut-être pour les ports du sud de la France. Quand on parcourait le soir les rues et ruelles de la Leopoldstadt, on était à chaque pas, qu'on le voulût ou non, témoin de scènes qui restèrent ignorées de la majorité du peuple allemand jusqu'à ce que la guerre eût fourni aux soldats combattant sur le front oriental l'occasion d'en voir ou plus exactement d'être forcés d'en voir de pareilles.

La première fois que je constatais que c'était le Juif impassible et sans vergogne qui dirigeait de la sorte, avec une expérience consommée, cette exploitation révoltante du vice dans la lie de la grande ville, un léger frisson me courut dans le dos.

Puis la fureur s'empara de moi.

Maintenant, je n'avais plus peur d'élucider la

question juive. Oui, je me donnerais cette tâche ! Mais tandis que j'apprenais à traquer le Juif dans toutes les manifestations de la vie civilisée et dans la pratique des différents arts, je me heurtai tout d'un coup à lui en un lieu où je ne m'attendais pas à le rencontrer.

Lorsque je découvris que le Juif était le chef de la Social-Démocratie, les écailles commencèrent à me tomber des yeux. Ce fut la fin du long combat intérieur que j'avais eu à soutenir.

Dans mon commerce journalier avec mes camarades travailleurs, j'avais déjà remarqué avec quelle étonnante facilité ils changeaient d'opinion sur la même question, parfois en quelques jours, souvent même en quelques heures. Il m'était difficile de comprendre comment des hommes qui avaient toujours des idées raisonnables, quand on leur parlait en tête-à-tête, les perdaient d'un coup sitôt qu'ils retombaient sous la domination de la masse. Cela me mettait souvent au désespoir. Quand j'étais persuadé, après les avoir chapitrés pendant des heures, que cette fois j'avais brisé la glace ou les avais éclairés sur l'absurdité d'un préjugé, et que je me réjouissais de mon succès, je m'apercevais le lendemain avec douleur qu'il me fallait recommencer par le commencement ; tous mes efforts avaient été vains. Comme un pendule en son perpétuel balancement, leurs opinions absurdes étaient encore

revenues au point de départ.

Je pouvais comprendre bien des choses. Quand ils n'étaient pas satisfaits de leur sort, quand ils maudissaient le destin qui les frappait souvent si durement, quand ils haïssaient les patrons qui leur semblaient les exécuteurs brutaux de leur cruelle destinée, ou bien quand ils couvraient d'injures les autorités qui, à leur avis, n'avaient aucune compassion pour leur situation ; quand ils manifestaient contre les prix des vivres et défilaient dans la rue pour défendre leurs revendications, tout cela je pouvais encore le comprendre sans mettre leur raison en cause. Mais ce qui restait pour moi incompréhensible, c'était la haine sans limites qu'ils manifestaient à l'égard de leur propre peuple, avec laquelle ils dénigraient tout ce qui faisait sa grandeur, salissaient son histoire et traînaient ses grands hommes dans la boue.

Cette hostilité contre leur propre espèce, leur propre nid, leur propre pays natal était aussi absurde qu'incompréhensible. Elle était contraire à la nature.

On pouvait guérir passagèrement ces gens dévoyés, mais seulement pour quelques jours, tout au plus pour quelques semaines. Et quand on rencontrait ensuite celui qu'on pensait avoir converti, il était redevenu tel qu'autrefois.

Il était retombé dans son état contre nature.

* * *

Je m'aperçus peu à peu que la presse social-démocrate était surtout dirigée par des Juifs ; mais je n'attribuai aucune signification particulière à ce fait, puisqu'il en était de même pour les autres journaux. Une seule chose pouvait peut-être attirer l'attention ; il n'y avait pas une seule feuille comptant des Juifs parmi ses rédacteurs qu'on pût considérer comme vraiment nationale au sens que mon éducation et mes convictions me faisaient donner à ce mot.

Je fis un effort sur moi-même et tentai de lire les productions de la presse marxiste, mais la répulsion qu'elles m'inspiraient finit par devenir si forte que je cherchai à mieux connaître ceux qui fabriquaient cette collection de canailleries.

C'étaient tous sans exception, à commencer par les éditeurs, des Juifs.

Je pris en main toutes les brochures social-démocrates que je pus me procurer et cherchai les signataires : des Juifs. Je notai le nom de presque tous les chefs : c'étaient également en énorme majorité des membres du « peuple élu », qu'il fût question de députés au Reichsrat ou de secrétaires des syndicats, de

présidents des organismes du parti ou des agitateurs de la rue. C'était toujours le même tableau peu rassurant. Je n'oublierai jamais les noms des Austerlitz, David, Adler, Ellenbogen, etc.

Il devint alors clair pour moi que le parti, dont les simples comparses étaient mes adversaires depuis des mois du plus violent combat, se trouvait presque exclusivement, par ses chefs, dans les mains d'un peuple étranger ; car un Juif n'est pas un Allemand, je le savais définitivement pour le repos de mon esprit.

Je connaissais enfin le mauvais génie de notre peuple.

Une seule année à Vienne m'avait convaincu qu'il n'y a pas d'ouvrier si enraciné dans ses préjugés, qui ne rende les armes devant des connaissances plus justes et des explications plus claires. Je m'étais peu à peu mis au fait de leur propre doctrine et elle était devenue mon arme dans le combat que je menais pour mes convictions.

Presque toujours la victoire me restait.

Il fallait sauver la grande masse, même au prix des plus lourds sacrifices de temps et de patience.

Mais jamais je ne pus délivrer un Juif de sa façon de voir.

J'étais alors encore assez naïf pour vouloir les

éclairer sur l'absurdité de leur doctrine ; dans mon petit cercle, je parlais à en avoir la langue écorchée et la gorge enrouée, et je m'imaginai que je parviendrais à les convaincre du danger des folies marxistes. J'obtenais le résultat opposé. Il semblait que les effets désastreux, fruit évident des théories social-démocrates et de leur application, ne servaient qu'à renforcer leur détermination.

Plus je discutais avec eux, mieux j'apprenais à connaître leur dialectique. Ils comptaient d'abord sur la sottise de leur adversaire et, quand ils ne trouvaient plus d'échappatoire, ils se donnaient à eux-mêmes l'air d'être des sots. Était-ce sans effet, ils ne comprenaient plus ou, mis au pied du mur, ils passaient d'un bond sur un autre terrain ; ils mettaient en ligne des truismes dont, sitôt admis, ils tiraient argument pour des questions entièrement différentes ; les acculait-on encore, ils vous glissaient des mains et on ne pouvait leur arracher de réponse précise. Quand on voulait saisir un de ces apôtres, la main ne prenait qu'une matière visqueuse et gluante qui vous filait entre les doigts pour se reformer le moment d'après. Si l'on portait à l'un d'entre eux un coup si décisif qu'il ne pouvait, en présence des assistants, que se ranger à votre avis et quand on croyait avoir au moins fait un pas en avant, on se trouvait bien étonné le jour suivant. Le Juif ne savait plus du tout ce qui s'était passé la veille ;

il recommençait à divaguer comme auparavant, comme si de rien n'était, et lorsque, indigné, on le sommait de s'expliquer, il feignait l'étonnement, ne se souvenait absolument de rien, sinon qu'il avait déjà prouvé la veuille le bien-fondé de ses dires.

J'en demeurai souvent pétrifié.

On ne savait pas ce qu'on devait le plus admirer : l'abondance de leur verbiage ou leur art du mensonge.

Je finis par les haïr.

Tout cela avait son bon côté : à mesure que je connaissais mieux les chefs, ou du moins les propagandistes de la social-démocratie, mon peuple me devenait plus cher. Qui aurait pu, en présence de l'habileté diabolique de ces séducteurs, maudire les malheureux qui en étaient victimes ? Quelle peine n'avais-je pas moi-même à triompher de la dialectique perfide de cette race ! Et combien vaine était une pareille victoire avec des hommes dont la bouche déforme la vérité, niant carrément le mot qu'elle vient de prononcer, pour s'en prévaloir dans la minute suivante.

Non, plus j'apprenais à connaître les Juifs, et plus j'étais porté à excuser les ouvriers.

Les plus coupables à mes yeux ce n'étaient pas eux, mais bien tous ceux qui estimaient que ce n'était pas la

peine de s'apitoyer sur le peuple, de lui assurer son dû par des lois rigoureusement équitables, de clouer enfin au mur le séducteur et corrupteur.

Les expériences que je faisais chaque jour me portèrent à rechercher les sources de la doctrine marxiste. Son action m'était maintenant clairement connue dans tous ses détails ; mon œil attentif découvrait chaque jour la trace de ses progrès ; il suffisait d'avoir un peu d'imagination pour se figurer les conséquences qu'elle devait avoir. La question était maintenant de savoir si ses fondateurs avaient prévu ce que devait produire leur œuvre parvenue à sa dernière forme, ou s'ils avaient été eux-mêmes les victimes d'une erreur.

À mon sens, l'un et l'autre était possible.

Dans l'un des cas, c'était le devoir de tout homme capable de pensée de faire front à ce mouvement funeste, pour essayer d'empêcher le pire ; dans l'autre cas, il fallait admettre que les auteurs responsables de cette maladie qui avait infecté les peuples, avaient été de vrais démons : car seul le cerveau d'un monstre, non celui d'un homme, pouvait concevoir le plan d'une organisation dont l'action devait avoir pour résultat dernier l'effondrement de la civilisation et par suite la transformation du monde en un désert.

Dans ce cas, la seule ressource était la lutte, la lutte

avec toutes les armes que peuvent fournir l'esprit humain, l'intelligence et la volonté, quel que dût être d'ailleurs celui des adversaires en faveur duquel le sort ferait pencher la balance.

Je commençai donc à étudier à fond les fondateurs de cette doctrine, afin de connaître les principes du mouvement. Je dus uniquement à ma connaissance de la question juive, bien qu'encore peu approfondie, de parvenir au but plus rapidement que je n'avais osé l'espérer. Elle seule me permit de comparer pratiquement la réalité avec les blagues contenues dans les théories des apôtres et fondateurs de la Social-Démocratie. J'avais appris, en effet, ce que parler veut dire chez le Juif : ce n'est jamais que pour dissimuler ou voiler sa pensée. Et il ne faut pas chercher à découvrir son véritable dessein dans le texte, mais entre les lignes où il est soigneusement caché.

Ce fut l'époque où se fit en moi la révolution la plus profonde que j'aie jamais eu à mener à son terme.

Le cosmopolite sans énergie que j'avais été jusqu'alors devint un antisémite fanatique.

Une fois encore – mais c'était la dernière – une angoisse pénible me serra le cœur.

Tandis que j'étudiais l'influence exercée par le peuple juif à travers de longues périodes de l'histoire, je

me demandai soudain avec anxiété si le destin, dont les vues sont insondables, ne voulait pas, pour des raisons inconnues de nous autres pauvres hommes, et en vertu d'une décision immuable, la victoire finale de ce petit peuple ?

Est-ce qu'à ce peuple, qui n'a toujours vécu que pour la terre, cette terre aurait été promise comme récompense ?

Le droit que nous estimons avoir de lutter pour notre conservation est-il réellement fondé, ou n'existe-t-il que dans notre esprit ?

Le destin me donna lui-même la réponse pendant que je m'absorbais dans l'étude de la doctrine marxiste et que j'observais impartialement et à loisir l'action du peuple juif.

La doctrine juive du marxisme rejette le principe aristocratique observé par la nature, et met à la place du privilège éternel de la force et de l'énergie, la prédominance du nombre et son poids mort. Elle nie la valeur individuelle de l'homme, conteste l'importance de l'entité ethnique et de la race, et prive ainsi l'humanité de la condition préalable mise à son existence et à sa civilisation. Admise comme base de la vie universelle, elle entraînerait la fin de tout ordre humainement concevable. Et de même qu'une pareille loi ne pourrait qu'aboutir au chaos dans cet univers au-

delà duquel s'arrêtent nos conceptions, de même elle signifierait ici-bas la disparition des habitants de notre planète.

Si le Juif, à l'aide de sa profession de foi marxiste, remporte la victoire sur les peuples de ce monde, son diadème sera la couronne mortuaire de l'humanité. Alors notre planète recommencera à parcourir l'éther comme elle l'a fait il y a des millions d'années : il n'y aura plus d'hommes à sa surface.

La nature éternelle se venge impitoyablement quand on transgresse ses commandements.

C'est pourquoi je crois agir selon l'esprit du Tout-Puissant, notre créateur, car :

En me défendant contre le Juif, je combats pour défendre l'œuvre du Seigneur.

Chapitre III

Considérations politiques générales touchant mon séjour à Vienne.

Je suis convaincu aujourd'hui que l'homme, hors le cas de dons exceptionnels, ne doit pas se lancer dans la politique active avant sa trentième année. Jusqu'à cet âge, en effet, il ne peut guère s'agir que de la formation d'une plateforme, point de départ de l'examen des différents problèmes politiques, permettant de prendre position à leur endroit. C'est seulement après avoir acquis un tel fonds d'idées générales, et après s'être fait une solide opinion personnelle sur chacune des questions d'actualité que l'homme mûri, du moins comme caractère, doit ou peut participer à la vie politique publique.

S'il n'en est pas ainsi, il court le danger, ou bien de devoir modifier un jour la position qu'il avait prise sur des questions essentielles, ou bien de devoir s'en tenir, quoique parfaitement informé, à une doctrine que réprouvent déjà depuis longtemps son intelligence et ses convictions. Dans le premier cas, ses propres

hésitations auraient la conséquence pénible pour lui – il doit s’y attendre – que la foi de ses partisans ne lui restera pas inébranlablement acquise. Pour ceux qu’il conduit, une telle volte-face du chef signifie perplexité, et souvent sentiment de honte vis-à-vis de leurs anciens adversaires.

Dans le second cas – si fréquent aujourd’hui – moins le chef croit lui-même en ce qu’il professe, plus sa justification en est creuse, terne, plus elle choisit des moyens vulgaires. Il ne songe plus à se porter lui-même sérieusement garant de ses manifestations politiques : on ne donne sa vie que pour ses convictions. Dans le même temps, ses exigences à l’endroit de ses partisans deviennent toujours plus grandes et plus éhontées jusqu’à ce qu’il sacrifie enfin ce qu’il avait encore d’un chef pour devenir un *politicien* : cette sorte de gens dont l’unique et véritable conviction est l’absence de conviction, associée à une insolence importune et à un art éhonté du mensonge.

Que pour le malheur des honnêtes gens un tel gaillard arrive au Parlement, on doit savoir, dès le début, que sa façon de faire de la politique ne consistera plus qu’en un combat héroïque pour conserver cette « vache à lait » à lui-même et à sa famille. Quand femme et enfants seront plus tard à sa charge, il luttera plus âprement encore pour son mandat. Quiconque

s'orientera vers la politique deviendra de ce fait son ennemi personnel ; dans chaque nouveau mouvement, il appréhendera le commencement possible de sa fin, et, dans chaque homme en vue, la vraisemblable menace de danger qu'il constitue.

Je me propose de revenir encore sérieusement sur cette sorte de punaises de Parlement.

Certes, il restera encore beaucoup à apprendre à l'homme de trente ans sa vie durant, mais ce ne devra être qu'un complément et un remplissage dans le cadre des notions générales qu'il a déjà acquises. Ses connaissances nouvelles ne viendront pas bouleverser les connaissances de principe déjà reçues : elles en constitueront au contraire un enrichissement ; et ses partisans n'auront pas à refouler le pénible sentiment d'avoir reçu de lui de faux enseignements : bien au contraire, la croissance organique visible du Chef leur sera une apaisante garantie, son acquis nouveau contribuant seulement à l'enrichissement de leur propre doctrine. Ce sera encore, à leurs yeux, une preuve de la justesse des théories politiques qu'ils défendaient.

Un Chef qui doit abandonner ses théories générales parce que reconnues fausses, n'agit avec dignité que s'il est prêt à en subir toutes les conséquences. En pareil cas, il doit s'interdire l'exercice public d'une action politique ultérieure. Puisqu'il est déjà tombé dans

l'erreur sur des points essentiels, il peut y tomber une seconde fois. En aucun cas, il n'a le droit de continuer à prétendre à la confiance de ses concitoyens ou seulement de l'accepter.

On se conforme aujourd'hui bien peu à une telle ligne de conduite et cela prouve l'universelle bassesse de la *canaille* qui se croit actuellement appelée à *faire* de la politique.

Mais dans toute cette canaille, trouverait-on un seul *élu* !

Je m'étais gardé jadis de m'afficher ouvertement en quoi que ce soit ; pourtant je crois m'être occupé de politique autant que quiconque. C'est seulement dans un très petit cercle que j'exposais ce qui m'agitait ou m'attirait intérieurement. Parler ainsi en petit comité avait beaucoup de bon : j'apprenais moins à *parler* qu'à pénétrer les idées et les opinions souvent extrêmement primitives des hommes. Ainsi, sans perdre de temps et en toute occasion, je continuais à compléter ma culture. Nulle part en Allemagne les circonstances ne s'y prêtaient alors, certes, autant qu'à Vienne.

* * *

Les préoccupations politiques dans la vieille

monarchie danubienne étaient dans l'ensemble plus marquées et elles intéressaient un cercle plus étendu que dans l'Allemagne de l'époque, exception faite pour certaines parties de la Prusse, pour Hambourg et pour les côtes de la mer du Nord. J'entends ici par Autriche ce territoire du grand empire des Habsbourg, dont le peuplement allemand fut, de toute façon, non seulement l'occasion historique de la formation de cet État, mais aussi fut seul à pouvoir conférer à une formation politiquement aussi artificielle la vie morale qui l'anima plusieurs siècles. Et à mesure que le temps passait, l'existence et l'avenir de cet État dépendaient toujours davantage du maintien même de ce noyau central de l'empire.

Si les vieux États héréditaires représentaient le cœur de l'empire, cœur qui envoyait dans le circuit de la vie politique et artistique un sang toujours frais, Vienne était à la fois le cerveau et la volonté.

L'apparence de Vienne était vraiment celle d'une reine sur son trône, et suffisait à lui faire conférer l'autorité qui unissait tant de peuples différents. Elle faisait oublier par la magnificence de sa propre beauté les stigmates de l'âge de l'ensemble.

L'intérieur de l'empire autrichien avait beau tressaillir violemment des luttes sanglantes opposant les diverses nationalités : l'étranger, l'Allemagne en

particulier, ne voyait que l'aimable image de Vienne. Illusion d'autant plus facile que celle-ci paraissait prendre, à cette époque, un ultime et plus éclatant essor. Sous la direction d'un bourgmestre véritablement génial, la vénérable résidence des empereurs du vieil empire s'éveilla une fois encore à une vie merveilleusement jeune. Le dernier grand Allemand sorti des rangs du peuple qui colonisa la Marche de l'Est, ne comptait pas officiellement parmi les « hommes d'État » ; pourtant ce D^r Lueger, bourgmestre de la « capitale d'empire et ville de résidence », obtint tour à tour des résultats inouïs dans tous les domaines – on peut le dire – qu'ils fussent économiques ou artistiques, de la politique communale. Il se montra, par ce détour, plus grand homme d'État que ne le furent alors à eux tous les « diplomates » déclarés.

Si l'apparence de nation que l'on nommait Autriche finit par s'effondrer, cela ne plaide en rien contre la capacité politique de l'élément allemand de la vieille Marche de l'Est. Il est impossible, avec dix millions d'hommes, de maintenir durablement un État de cinquante millions, à moins que des hypothèses parfaitement déterminées ne se trouvent justement réalisées en temps opportun.

L'Autrichien allemand avait des conceptions très

larges.

Il avait été habitué à vivre dans le cadre d'un grand empire et n'avait jamais perdu le sens des devoirs qui découlent de cette situation. Seul dans l'État au-delà des frontières de l'étroit domaine de la couronne, il voyait encore celles de l'empire. Oui ! et quand le sort le sépara finalement de la grande patrie allemande, il s'efforça toujours d'assumer la charge accablante de maintenir allemand ce que ses ancêtres avaient jadis arraché à l'Est en des combats sans fin. Encore faut-il bien considérer que toutes les forces des Autrichiens allemands ne furent pas consacrées à cette tâche, car le cœur et le souvenir des meilleurs d'entre eux ne cessèrent jamais d'aller à la mère-patrie commune, et il n'en demeura qu'un reste pour le pays natal.

L'horizon général de l'Autrichien allemand était déjà relativement plus étendu. Ses relations économiques embrassaient fréquemment l'ensemble de l'empire protéiforme. Presque toutes les entreprises véritablement importantes se trouvaient entre ses mains ; il fournissait la majeure partie du personnel dirigeant, techniciens et employés. Il était aussi à la base du commerce extérieur, pour autant que les Juifs n'avaient pas mis la main sur ce domaine à eux quasi-dévolu. Politiquement, l'Autrichien allemand tenait seul encore l'ensemble de l'État. Le temps de service dans

l'armée le jetait bien loin des étroites frontières de sa province. Nouvelle recrue, il prenait bien peut-être du service dans un régiment allemand, mais celui-ci pouvait aussi bien tenir garnison en Herzégovine qu'à Vienne ou en Galicie. Le corps d'officiers était encore allemand tout comme l'Administration supérieure dans sa grande majorité. L'art et la science étaient aussi allemands. Exception faite pour la camelote, fruit des tendances artistiques modernes, qui aurait d'ailleurs pu être attribuée aussi bien à un peuple de nègres. C'étaient des Allemands qui détenaient seuls et propageaient la véritable inspiration artistique. En musique, en architecture, en sculpture et en peinture, Vienne était la source inépuisable qui subvenait à toute la double monarchie sans jamais menacer de tarir.

Enfin l'élément allemand était encore le pivot de toute la politique extérieure, si l'on exceptait un petit nombre de Hongrois.

Toute tentative de sauver cet empire était cependant vaine, parce que la condition essentielle requise faisait défaut.

Pour triompher des forces centrifuges des différents peuples de l'État autrichien, il n'y avait qu'une possibilité : l'État serait gouverné, et aussi organisé intérieurement, d'une manière centralisée ; ou bien il ne serait pas.

À différentes époques de lucidité, cette opinion eut cours « en haut lieu », mais pour être bientôt oubliée ou bien écartée comme de réalisation difficile. Chaque projet de constitution plus fédérative de l'empire devait forcément avorter faute qu'un noyau agissant eût la prédominance dans l'État. À cela vinrent s'ajouter encore les données intérieures propres à l'État autrichien et essentiellement différentes de celles qu'offrait le Reich allemand quand il fut constitué par Bismarck. En Allemagne, il s'agissait seulement de vaincre les traditions politiques, car, au point de vue *culture*, il existait un fonds commun. Avant tout et à l'exception de petits fragments étrangers, le Reich ne comprenait que des représentants d'un même peuple.

En Autriche, la situation était exactement opposée.

Ici, dans chaque pays – sauf en Hongrie – le souvenir politique d'une grandeur propre disparut complètement, ou bien il s'effaça sous l'éponge du temps devenant tout au moins voilé et indistinct. Par contre, quand on mit en avant le principe des nationalités, des tendances ethniques prirent force dans les divers pays. Leur triomphe devait être d'autant plus facile qu'il commença à se former aux confins de la monarchie des États nationaux, dont les peuples, de même race que celle des poussières de peuples autrichiens ou de race voisine, purent exercer sur ces

dernières une attraction personnelle plus grande que celle des Autrichiens allemands.

Vienne même ne put à la longue supporter ce combat.

Quand le développement de Budapest en eut fait une ville, Vienne eut, pour la première fois, une rivale dont la mission n'était plus de maintenir la cohésion de la double monarchie, mais plutôt de renforcer l'une de ses individualités. En peu de temps, Prague devait suivre l'exemple, puis Lemberg, Laibach, etc. En même temps que ces anciennes villes provinciales s'élevaient au rang de capitales nationales de pays particuliers, elles devenaient les centres d'une vie intellectuelle de plus en plus particulariste. C'est ainsi seulement que les instincts politiques ethniques reçurent leur profondeur et leurs fondements spirituels. Il devait venir un jour où les poussées des divers peuples seraient plus puissantes que la force de cohésion des intérêts communs : alors c'en serait fini de l'Autriche.

Cette évolution se confirma très clairement à partir de la mort de Joseph II. Sa rapidité fut fonction d'une série de facteurs qui provenaient en partie de la monarchie elle-même, en partie de la situation extérieure de l'empire.

Si l'on voulait sérieusement accepter la lutte et combattre pour le maintien de cet État, seule une

centralisation persévérante et ferme pouvait mener au but. Alors, on devait avant tout, en imposant le principe d'une langue d'État unique, stimuler la communauté nationale, jusque-là purement nominale, et mettre dans la main de l'Administration le moyen technique sans lequel il n'est pas possible à un État unifié de subsister. De même, ce n'était qu'à la longue, par l'école et par la propagande, que l'on pouvait créer un sentiment national commun. Ce but ne pouvait pas être atteint en dix ou vingt ans : il fallait compter avec des siècles, de même que, dans les questions de colonisation, la persévérance a plus d'importance que l'énergie dépensée à un moment donné.

Inutile d'insister sur la nécessité d'une unité absolue dans l'administration.

Il fut pour moi infiniment riche d'enseignements d'établir pourquoi rien de tout cela n'advint, ou plutôt ne fut fait. Le coupable de cette omission fut aussi le seul coupable de la ruine de l'empire.

L'existence de la vieille Autriche, plus que celle de tout autre État, était liée à la puissance de son gouvernement. Il lui manquait cette assise d'un État national qui, vienne à lui manquer la direction proprement dite, possède toujours dans son origine ethnique une force qui assure sa conservation. L'État ethnique peut quelquefois, grâce à l'inertie naturelle de

ses populations et à la force de résistance qu'elle implique, supporter de façon étonnante et sans en souffrir gravement de longues périodes de mauvaise administration ou de mauvaise direction ; c'est ce qui se passe souvent alors que toute apparence de vie a disparu d'un corps et que l'on se croit en présence d'un cadavre, jusqu'à ce que soudain le « passé pour mort » se relève et donne au reste de l'humanité des manifestations étonnantes de sa vitalité intacte.

Mais il en va tout autrement d'un empire composé de plusieurs peuples, qui n'est pas maintenu par la communauté du sang, mais par une poigne commune. Toute faiblesse de la direction ne produira pas dans un tel État un engourdissement analogue à celui des animaux hiberneurs, mais elle sera au contraire l'occasion d'un réveil de tous les instincts particularistes qui pré-existent en chaque race, et qui n'ont pu se manifester aux époques où une volonté dominait.

C'est seulement par l'éducation commune, des siècles durant, par des traditions communes, par des intérêts communs, etc., que ce danger peut être atténué. Aussi plus de tels États seront jeunes, plus ils dépendront de la grandeur du régime gouvernant ; et l'on a vu souvent l'œuvre de conquérants ou de génies dominateurs qui ne furent pas continués, retomber dans

le néant dès la mort du grand fondateur. Même après des siècles, du reste, on ne peut pas considérer ces dangers comme surmontés ; ils ne font souvent que sommeiller pour se réveiller ensuite brusquement dès que le régime, devenu trop faible, la force de l'éducation et le prestige de la tradition ne peuvent plus triompher de la poussée vitale propre aux différents rameaux.

La faute tragique de la Maison de Habsbourg fut sans doute de ne pas l'avoir compris.

À l'un seulement d'entre eux le destin éclaira encore une fois l'avenir de son pays. Puis ce flambeau s'éteignit pour toujours.

Joseph II, empereur romain de la nation allemande, perçut avec angoisse que sa maison, pressée sur les frontières extérieures de l'empire, disparaîtrait dans le tourbillon d'une Babylone de peuples s'il ne réparait pas, *in extremis*, la carence de ses aïeux. Avec une force surhumaine, l'« ami des hommes » se raidit contre l'incurie de ses prédécesseurs et chercha à réparer en dix ans le laisser-aller de plusieurs siècles. S'il avait eu seulement quarante ans de travail devant lui, si seulement les deux générations suivantes avaient poursuivi dans le même esprit l'œuvre commencée, le miracle aurait probablement eu lieu. Lorsqu'il mourut, après dix ans de règne à peine, épuisé de corps et

d'esprit, son œuvre descendit avec lui au tombeau, et depuis lors dort son éternel sommeil dans la crypte des Capucins, sans avoir jamais été réveillée.

Ses successeurs n'étaient pas à la hauteur de cette tâche, ni par l'esprit, ni par la volonté.

Quand les premiers indices révolutionnaires d'un temps nouveau flambèrent à travers l'Europe, l'Autriche commença aussi à s'embraser peu à peu. Mais lorsque l'incendie finit par éclater, l'ardeur en fut accrue beaucoup moins pour des causes sociales, de classes ou de politique générale, que par des poussées d'origine ethnique.

La révolution de 1848 a pu être partout une lutte de classes, en Autriche, c'était déjà le début d'une nouvelle lutte de races. L'Allemand qui, oubliant cette origine du soulèvement révolutionnaire, ou ne la connaissant pas, se mettait cependant à son service, scellait ainsi son propre sort. Il aidait à éveiller l'esprit de la démocratie occidentale qui, en peu de temps, lui enleva les bases de sa propre existence.

La représentation parlementaire, sans l'institution et la consolidation préalables d'une langue d'État commune, portait le premier coup à la prépondérance allemande dans la monarchie. Mais, à partir de ce moment, l'État lui-même était également perdu. Tout ce qui s'ensuivit n'est que l'histoire du déclin d'un empire.

Suivre cette désagrégation était aussi émouvant qu'instructif. La sentence de l'histoire s'exécuta à travers mille et mille péripéties de détails. La plupart des Autrichiens continuaient leur route, aveugles, au milieu des signes d'écroulement : cela prouvait seulement la volonté des dieux d'anéantir l'Autriche.

Je ne veux pas me perdre dans des détails qui ne sont pas l'affaire de ce livre ; je veux seulement examiner plus à fond ceux de ces événements qui, causes éternelles de la ruine des peuples et des États, ont encore un intérêt d'actualité, et qui, enfin, m'aidèrent à asseoir mes conceptions politiques.

* * *

En tête des institutions qui pouvaient justifier le plus clairement le *grignotage* de la monarchie autrichienne, même à des yeux peu clairvoyants de petit bourgeois, se trouvait celle qui, plus que toute autre, aurait dû compter la puissance parmi ses attributs : le Parlement, ou, comme on l'appelait en Autriche, le *Reichsrat*.

Visiblement, le modèle de cette institution était en Angleterre, au pays de la classique « démocratie ».

On y prit toute la bienheureuse ordonnance et on la transporta à Vienne, en la changeant le moins possible.

Le système anglais des deux Chambres fêta sa résurrection dans la Chambre des députés et dans la Chambre des seigneurs. Seuls, les « édifices » eux-mêmes étaient déjà quelque peu différents.

Lorsqu'autrefois Barry fit surgir des flots de la Tamise son Palais du Parlement, il mit à contribution l'histoire de l'*Imperium* britannique et y puisa la décoration des 1200 niches, consoles et colonnes de son Palais : ses statues et ses tableaux firent de la Chambre des lords et de la Chambre des communes comme le temple de Gloire de la Nation.

Ici survint pour Vienne la première difficulté : lorsque le Danois Hansen eut terminé le dernier pignon du palais de marbre destiné à la nouvelle représentation du peuple, il ne put mieux faire que d'en emprunter la décoration à l'antiquité. Hommes d'État et philosophes grecs et romains décorèrent la résidence théâtrale de la « Démocratie de l'Ouest » et, par un symbole ironique, les quadriges érigés aux faîtes des deux bâtiments s'élançaient vers les quatre points cardinaux, donnant ainsi au dehors même la meilleure image de l'activité à l'intérieur.

Les *nationalités* auraient refusé, y voyant une offense et une provocation, que l'on rendît hommage dans cet édifice à l'histoire autrichienne. Tout comme dans le Reich lui-même, ce ne fut que sous le tonnerre

des batailles de la guerre mondiale que l'on osa consacrer au peuple allemand, par une inscription, l'édifice de Wallot.

Lorsque, n'ayant pas encore vingt ans, j'entrai pour la première fois dans le Palais du Franzensring pour assister à une séance de la Chambre des députés, je fus empoigné par le plus vif sentiment de répulsion.

Je détestais déjà le Parlement, mais non pas tout à fait en tant qu'institution. Au contraire, mes tendances libérales ne me permettaient pas d'envisager un autre mode de gouvernement. La pensée d'une quelconque dictature m'aurait apparu, rapprochée de mon attitude vis-à-vis de la maison des Habsbourg, comme un crime contre la liberté et contre toute raison.

Ma réelle admiration pour le Parlement anglais y contribuait beaucoup : elle m'avait été inspirée, sans que je m'en rendisse compte, par les innombrables journaux que j'avais lus étant jeune et je ne pouvais m'en défaire ainsi sans façon. La dignité avec laquelle la Basse Chambre elle-même s'acquittait là-bas de ses obligations et que notre presse nous présentait sous de si belles couleurs, m'en imposait beaucoup. Pouvait-il donc y avoir une forme plus élevée du gouvernement d'un peuple par lui-même ? De là, précisément, mon inimitié pour le Parlement autrichien : je tenais l'ensemble de ses errements pour indignes de son

glorieux modèle. Mais un nouvel argument vint alors s'ajouter aux miens.

L'élément allemand dans l'État autrichien dépendait du sort que lui ferait le Reichsrat. Jusqu'à l'introduction du suffrage universel secret, il existait encore une majorité allemande au Parlement, modeste, il était vrai. Cette situation donnait déjà à réfléchir, car l'attitude incertaine de la Social-Démocratie au point de vue national la faisait toujours aller à l'encontre des aspirations des Allemands chaque fois que les intérêts de ceux-ci étaient en jeu : ceci par crainte de détacher d'elle ses partisans dans des peuples étrangers. Déjà, la Social-Démocratie ne pouvait donc être considérée comme un parti allemand, mais l'institution du suffrage universel fit cesser la suprématie allemande même au point de vue numérique. La route était maintenant libre à la « dégermanisation ».

Dès lors, mon instinctive conservation nationaliste s'accommoda mal à une chambre de représentants du peuple, où tout ce qui était allemand se trouvait, non pas représenté, mais trahi. Mais ces défauts, comme tant d'autres, étaient beaucoup moins imputables au système de scrutin qu'à l'État autrichien lui-même. J'avais déjà pensé qu'il ne se présenterait plus d'occasion, tant que survivrait le vieil État, pour que la majorité allemande recouvrât une position primordiale

au Parlement.

C'est dans ces dispositions que je pénétrais pour la première fois dans ces lieux aussi vénérables que décriés. D'ailleurs, je ne les vénérais qu'en raison de la noblesse magnifique de l'édifice : une merveille grecque en terre allemande.

Mais il me fallut bien peu de temps pour me révolter en présence du lamentable spectacle qui se déroulait sous mes yeux !

Quelques centaines de représentants du peuple étaient présents, qui avaient justement à trancher une question économique importante. Cette journée me suffit à faire provision de réflexions pour plusieurs semaines.

La valeur intellectuelle des discours restait à un *niveau* bien bas, pour autant d'ailleurs qu'on pouvait les suivre ; car quelques-uns de ces messieurs ne parlaient pas l'allemand, mais le slave, leur langue maternelle, ou même un dialecte. J'avais l'occasion d'entendre de mes propres oreilles ce que je ne savais jusqu'alors que par les journaux. Une masse grouillante de gens gesticulant, s'interpellant l'un l'autre sur tous les timbres, et, dominant le tout, un lamentable vieux bonhomme tout en nage, agitant violemment sa sonnette, et s'efforçant tantôt par des appels au calme, tantôt par des exhortations, de ramener dans le ton un peu de la

dignité parlementaire.

Je ne pus m'empêcher de rire.

Je revins quelques semaines plus tard. Le spectacle était changé, à en être méconnaissable. La salle était complètement vide. On y dormait ; quelques députés étaient assis à leurs places, et se regardaient en bâillant ; l'un d'eux « discourait ». Un vice-président était présent, et considérait la salle d'un air visiblement ennuyé.

Je commençai à réfléchir. Maintenant, toutes les fois que j'en eus le loisir, je revins au Reichsrat, et chaque fois, silencieux et attentif, je regardais le spectacle, j'écoutais les discours – quand ils étaient compréhensibles – j'étudiais les visages plus ou moins intelligents de ces élus des nations de cet État lamentable, et je me fis ainsi peu à peu des idées personnelles sur la question. Une année de cette observation tranquille me suffit pour modifier ou rejeter complètement mes vues antérieures sur la nature de cette institution. Je n'éprouvai plus de révolte intime contre la forme médiocre qu'elle avait prise en Autriche ; je m'en prenais maintenant au Parlement lui-même. J'avais jusqu'alors pensé que tout le mal venait de ce que le Parlement autrichien n'avait pas de majorité allemande ; j'estimais aujourd'hui qu'il fallait le chercher dans la forme et la nature de l'institution

elle-même.

Toute une série de questions se posèrent alors à mon esprit.

Je commençai à me familiariser avec le principe démocratique de « décision de la majorité », base de tout le système, non sans accorder une sérieuse attention à la valeur intellectuelle et morale des hommes, à qui leur qualité d'élus des nations imposait un mandat à remplir.

J'appris ainsi à connaître en même temps l'institution et ceux qui la composaient.

En quelques années se dessina clairement pour moi, dans tous ses détails, le type le plus noble des temps modernes : le parlementaire. Il commença à revêtir dans mon esprit une forme qui ne subit, depuis, aucun changement essentiel. Une fois de plus, les leçons de choses de la réalité me préservèrent de m'égarer dans une théorie sociale qui peut paraître à beaucoup de gens peu séduisante au premier abord, mais qui n'en est pas moins à compter parmi les signes de déclin de l'humanité.

Dans l'Europe occidentale actuelle, la démocratie est le précurseur du marxisme, que l'on ne pourrait concevoir sans elle. Elle est pour cette peste mondiale le terrain de culture, sur lequel peut se propager

l'épidémie. Et elle trouve son expression dans le parlementarisme avorton chez qui toute étincelle divine a malheureusement cessé d'animer la boue dont il est pétri.

Je suis très reconnaissant à mon destin de m'avoir fait étudier cette question pendant que j'étais encore à Vienne, car il est probable qu'en Allemagne, à la même époque, je l'aurais tranchée trop aisément. Si j'avais senti tout le ridicule de cette institution que l'on nomme « Parlement » à Berlin d'abord, je serais sans doute tombé dans l'excès contraire, et je me serais rangé, pour des raisons excellentes en apparence, du côté de ceux qui ne voyaient le salut du peuple et du Reich que dans un renforcement de la puissance et de l'idée impériales, salut qu'ils compromettaient cependant à cause de leur ignorance de leur temps.

En Autriche, il n'y avait pas à craindre de tomber aussi facilement d'une erreur dans l'autre. Si le Parlement ne valait rien, les Habsbourg ne valaient sûrement pas mieux et peut-être encore moins. Tout n'était pas fini quand on avait rejeté le parlementarisme ; la question restait entière : alors, quoi ? Supprimer le Reichsrat, c'était ne laisser comme puissance gouvernante que la maison de Habsbourg : idée tout à fait inadmissible, surtout pour moi.

La difficulté de résoudre ce cas particulier me

conduisit à m'adonner plus complètement à ce problème, ce que je n'aurais certainement pas fait sans cela, jeune comme je l'étais.

Ce qui, en premier lieu, me donna à réfléchir, fut l'absence évidente de toute responsabilité à la charge de qui que ce soit.

Le Parlement prend une décision : quelque catastrophiques qu'en puissent être les conséquences, personne n'en porte la responsabilité, personne ne peut être appelé à rendre des comptes. Car est-ce prendre une responsabilité quelconque, lorsqu'après un désastre sans pareil, le gouvernement coupable se retire ou que la majorité change, ou que le Parlement est dissous ?

Une majorité vacillante d'individus peut-elle jamais être rendue responsable ?

L'idée de responsabilité a-t-elle un sens, si elle n'est pas encourue par une personne déterminée ?

Peut-on pratiquement rendre un chef du gouvernement responsable d'actes dont l'origine et l'accomplissement incombent à la volonté et à l'inclination d'une multitude d'individus ?

Ne voit-on pas la tâche d'un dirigeant moins dans la conception d'un plan, que dans l'art d'en faire comprendre la valeur à un troupeau de moutons à têtes vides, pour mendier ensuite leur bienveillante

approbation ?

Le criterium de l'homme d'État est-il de posséder au même degré l'art de convaincre et la finesse diplomatique nécessaire pour saisir les grands principes et prendre les grandes décisions ?

Cela prouve-t-il l'inaptitude d'un chef qu'il ne réussisse pas à gagner à une idée déterminée la majorité d'une assemblée, véritable tumeur ayant envahi l'organisme dans des conditions plus ou moins propres ? Est-il d'ailleurs arrivé une seule fois qu'une bande de gens ait compris une idée avant que le succès en ait révélé la grandeur ?

Toute action de génie n'est-elle pas ici-bas une offensive prise par le génie contre l'inertie de la masse

Alors que doit faire l'homme politique qui ne réussit pas par des flatteries à gagner à ses projets la faveur de cette foule ?

Doit-il la stipendier ?

Ou bien doit-il, en présence de la stupidité de ses concitoyens, renoncer à accomplir les tâches qu'il a reconnues de nécessité vitale ? Doit-il se retirer ? Doit-il rester ?

Comment un homme qui a du caractère peut-il arriver à résoudre le conflit entre une pareille situation et ce qu'il juge décent, ou plus exactement honnête ?

Où est ici la limite qui sépare le devoir envers la communauté, et les obligations de l'honneur ?

Le véritable chef ne doit-il pas s'interdire des méthodes de gouvernement qui le ravalent au rang d'un politicien à la petite semaine ?

Et, inversement, ce politicien à la petite semaine ne va-t-il pas se sentir obligé de *faire* de la politique du fait que ce ne sera jamais lui, mais une insaisissable troupe de gens, qui portera finalement le poids des responsabilités ?

Notre principe parlementaire de la majorité ne doit-il pas amener surtout la destruction de l'idée de chef ?

Croit-on encore que le progrès humain vienne, si peu que ce soit, du cerveau des majorités et non de la tête d'un homme ?

Ou bien prétend-on pouvoir s'affranchir à l'avenir de cette condition préalable de la civilisation ?

Ne paraît-elle pas, au contraire, plus nécessaire aujourd'hui que jamais ?

Quand le principe parlementaire de l'autorité des majorités l'emporte sur celui de l'autorité d'un seul et remplace le chef par le nombre et par la masse, il va contre le principe aristocratique de la nature, sur lequel s'appuie d'ailleurs une conception de la noblesse qui ne laisserait place à aucun de nos premiers dix mille.

Quels désastres entraîne cette institution moderne de la souveraineté parlementaire, c'est ce qu'un lecteur de la presse juive peut difficilement s'imaginer, s'il n'a pas appris à réfléchir et à juger en toute indépendance. Elle est, en premier lieu, l'occasion de noyer l'ensemble de la vie politique sous un flot de petits incidents d'une mesquinerie incroyable. Ainsi, plus le véritable chef se retirera d'une activité politique, qui, dans la plupart des cas, consistera moins en créations et en travail féconds qu'en marchandages divers pour gagner la faveur de la majorité, plus la nature même de cette activité politique conviendra aux esprits mesquins et par suite les captivera.

De nos jours, plus un tel marchand de cuir sera petit d'esprit et de science, plus il aura conscience de la médiocrité navrante de ses actes publics et plus il appréciera un système de gouvernement qui n'exige de lui ni grande vigueur ni grand génie, mais qui s'accommode bien davantage d'une certaine finesse paysanne, n'ayant rien de commun avec la puissance d'esprit d'un Périclès. Un pareil sot n'a pas à redouter le poids de ses responsabilités, les conséquences de ses faits et gestes sont le moindre de ses soucis ; car il sait pertinemment que, quel que soit le résultat de ses élucubrations « politiques », sa chute est déjà écrite dans les astres : il aura un jour à faire place à un esprit tout aussi éminent. Car c'est encore là un signe de cette

sorte de décadence, que le nombre des hommes d'État éminents augmente dans la mesure où dégringole la taille de chacun d'eux. Et cette taille diminue encore elle-même en proportion étroite avec la petitesse d'esprit des majorités parlementaires ; on comprend en effet fort bien, d'une part, que les esprits de valeur refusent de devenir les humbles clerks de honteux et impuissants bavards, et, d'autre part, que les représentants de la majorité, c'est-à-dire de la sottise, ne haïssent rien plus violemment qu'un homme supérieur. Une chambre de députés médiocres éprouve toujours une grande consolation à se savoir menée par un chef dont la valeur est au niveau de la sienne ; chacun a ainsi la satisfaction de pouvoir de temps en temps faire briller son esprit et, surtout, de se dire : puisque Pierre peut être le patron, pourquoi pas Paul, un jour ?

Mais au fin fond de cette belle invention de la démocratie, on peut observer un phénomène qui se manifeste scandaleusement de nos jours, avec une intensité croissante : c'est la lâcheté d'une grande partie de nos prétendus « dirigeants ». Quelle chance, pour eux, lorsqu'ils ont à prendre des décisions de quelque importance, de pouvoir s'abriter sous le parapluie d'une majorité ! Il suffit d'avoir vu une seule fois un de ces larrons de la politique, mendier avec inquiétude, avant chacune de ses décisions, l'approbation de la majorité, s'assurer ainsi les « complices » nécessaires et pouvoir,

en tous cas, se laver les mains de toute responsabilité : un homme droit, un homme de cœur ne peuvent concevoir qu'hostilité et répulsion vis-à-vis de pareilles méthodes d'activité politique, tandis qu'elles attireront, au contraire, tous les caractères mesquins. Celui qui se refuse à prendre personnellement la responsabilité de ses actes, et qui cherche au contraire à toujours se couvrir, n'est qu'un misérable et un lâche. Et quand les dirigeants d'une nation sont de pareils avortons, on en subit bientôt les graves conséquences. On n'a plus le courage d'agir avec fermeté ; on aime mieux subir des injures ignominieuses que faire l'effort de prendre une résolution, et nul ne se mettra en avant pour payer de sa personne, si quelque décision exige une exécution sans faiblesse.

Car il est une chose que l'on ne doit pas, que l'on n'a pas le droit d'oublier : la majorité ne peut jamais remplacer un homme. Elle représente toujours non seulement les sots, mais encore les lâches. Et aussi vrai que cent cervelles creuses ne peuvent valoir un sage, de cent couards on ne tirera jamais une résolution héroïque.

Cependant, moins le chef du gouvernement assumera de lourdes responsabilités, plus il se trouvera de gens, même lamentablement médiocres, qui se sentiront, eux aussi, appelés à mettre à la disposition de

la nation des énergies dignes de l'immortalité. Rien ne les retiendra de venir enfin se mettre sur les rangs ; ils font la queue, comptent avec angoisse ceux qui attendent avant eux, et ils calculent presque le nombre d'heures qu'il leur faudra, à vue de nez, pour arriver au but. Toute vacance dans les places qu'ils ont en vue est ardemment souhaitée ; tout scandale qui éclaircit leurs rangs est le bienvenu. Si cependant l'un d'eux se cramponne à une situation acquise, ils le ressentent presque comme la rupture d'un arrangement sacré de solidarité commune. Alors ils se fâchent tout de bon et n'ont de cesse que l'effronté, enfin « tombé », n'ait rendu à la communauté le libre usage de sa place toute chaude. Et, du coup, il n'est pas près de la reconquérir. Car sitôt qu'une de ces tristes personnalités est forcée de quitter sa place, elle ne peut plus que se glisser de nouveau dans les rangs de ceux qui attendent, pour autant que les cris et les injures qui l'accueillent alors le lui permettent.

Le résultat de tout cela est le défilé effroyablement rapide des titulaires des postes et des emplois les plus importants de l'État : les conséquences en sont toujours néfastes, et souvent catastrophiques. Car il n'y a pas que des sots et des incapables qui soient victimes de ces mœurs parlementaires ; il en est de même et bien plus encore, du véritable chef, quand enfin le destin appelle un homme digne de ce nom à occuper cette place. Sitôt

le chef révélé, il se constitue aussitôt contre lui un barrage rigoureux, surtout si la forte tête qui se permet de vouloir pénétrer dans une société aussi relevée, n'est pas sortie de ses rangs. Ces messieurs tiennent essentiellement à n'être là qu'entre eux, et poursuivent d'une haine commune toute cervelle qui pourrait faire figure d'unité parmi des zéros. Et leur instinct, si aveugle pour tant de choses, devient cette fois très clairvoyant.

Il en résulte que les classes dirigeantes souffrent d'une indigence d'esprit toujours plus accentuée. Et chacun peut évaluer combien peuvent en souffrir la nation et l'État, pour autant qu'il n'appartient pas lui-même à cette sorte de « chefs ». Le régime parlementaire était pour l'ancienne Autriche un véritable bouillon de culture.

Certes, les ministres-présidents étaient nommés par l'empereur et roi, mais il ne faisait que ratifier chaque fois l'expression de la volonté du Parlement. Tous les marchandages pour les places de ministre étaient de la démocratie occidentale du meilleur aloi. Les résultats valaient ce que valaient les principes. En particulier, il était pourvu au remplacement de chaque personnalité dans des délais chaque fois plus courts ; cela devenait à la fin une véritable course. Chaque fois, la valeur de « l'homme politique » choisi était un peu plus faible,

jusqu'à ce qu'on en arrivât à ce type de petits poux de Parlement, dont les capacités politiques ne se mesurent qu'à leur art de savoir chaque fois recoller une majorité, autrement dit à arranger ces petites « affaires » de politique, qui sont les seules besognes pratiques pour lesquelles ils ont de l'aptitude. En toutes ces matières, Vienne était le meilleur observatoire et la meilleure école que l'on pût fréquenter. J'aimais aussi mettre en balance les connaissances et capacités de ces représentants du peuple, et la difficulté des problèmes qu'ils auraient à résoudre. Pour cela, il fallait bien évaluer de plus près l'étendue de l'horizon intellectuel de nos députés ; l'ayant fait, on ne pouvait plus se désintéresser des circonstances dans lesquelles ces astres splendides avaient été découverts au firmament de notre vie publique.

La façon dont les capacités réelles de ces beaux sires s'employaient au service de la patrie – donc la technique même de leur activité politique – valait également la peine d'être étudiée et examinée à fond. Le spectacle de la vie parlementaire paraissait d'autant plus lamentable que l'on pénétrait davantage dans sa structure intime, en étudiant les hommes et les faits avec une objectivité pénétrante, et sans ménagements : objectivité certes tout indiquée à l'égard d'une institution dont les partisans ne font pas deux phrases sans faire allusion à cette même « objectivité », comme

à la seule base juste d'où l'on puisse examiner une question ou y prendre position. Alors, examinons-les à leur tour, ces messieurs, eux et les règles de leur cruelle existence, et nous arriverons à des résultats étonnants.

Il n'est pas de principe qui, considéré objectivement, soit aussi faux que le principe parlementaire.

Passons ici sur la façon dont a lieu l'élection de MM. les représentants du peuple, et surtout dont ils conquièrent leur siège et leur nouvelle dignité. Il est bien évident que le succès de chacun d'eux ne donne satisfaction que pour une part véritablement infime aux désirs et aux besoins de tout un peuple : il suffit de se rendre compte que l'intelligence politique de la masse n'est pas assez développée pour parvenir d'elle-même à des conceptions politiques générales et précises, et pour trouver elle-même les hommes qui seraient capables de les faire aboutir.

Ce que nous désignons toujours par « opinion publique » ne repose que pour une part minime sur l'expérience personnelle et sur les connaissances des individus ; par contre, elle est en majeure partie suscitée, et cela avec une persévérance et une force de persuasion souvent remarquable, par ce qu'on appelle « l'information ».

De même que les convictions religieuses de chacun sont issues de l'éducation, et que ce sont seulement les

aspirations religieuses qui sommeillent au cœur de l'homme, ainsi l'opinion politique de la masse est l'aboutissement d'une préparation de l'âme et de l'esprit souvent incroyablement opiniâtre et profonde.

La part de beaucoup la plus forte prise à la « formation » politique, que l'on désigne en ce cas d'une façon très heureuse par le mot de propagande, incombe à la presse. Elle assume en tout premier lieu le travail d'« information » et devient alors une sorte d'école pour les adultes. Seulement, cet enseignement n'est pas aux mains de l'État, mais entre les griffes de puissances, qui, pour la plus grande part, sont tout à fait néfastes. Encore jeune j'avais eu, précisément à Vienne, l'occasion d'approcher les propriétaires et les fabricants d'idées de cette machine à éduquer le peuple. Mon premier étonnement fut le peu de temps qui est nécessaire à cette puissance, la plus pernicieuse de l'État, pour créer une opinion déterminée, même si elle va complètement à l'encontre des idées et des aspirations les plus réelles et les plus certaines de la communauté. En quelques jours, la presse sait, d'un ridicule petit détail, faire une affaire d'État de grosse importance, et inversement, en aussi peu de temps, elle fait tomber dans l'oubli des problèmes vitaux jusqu'à les rayer complètement de la pensée et du souvenir du peuple.

C'est ainsi que l'on parvenait en quelques semaines à sortir de façon magique certains noms du néant, à y attacher par une large publicité des espérances inouïes, à leur créer enfin une popularité telle qu'un homme de véritable valeur ne peut de sa vie en espérer autant ; des noms qu'un mois auparavant personne n'avait entendu prononcer, étaient lancés partout, alors qu'au même moment des faits anciens et bien connus, relatifs à la vie de l'État ou à la vie publique, étaient enterrés en pleine santé ; parfois même ces noms avaient été prononcés à l'occasion de telles turpitudes qu'il semblait qu'ils eussent dû plutôt rester associés au souvenir d'une bassesse ou d'une coquinerie bien déterminées. Il faut étudier spécialement chez les Juifs l'infamie qui consiste à déverser d'un seul coup et de cent poubelles à la fois, comme à l'appel d'une baguette magique, les plus basses et les plus honteuses calomnies sur le vêtement immaculé d'un homme d'honneur : alors on pourra révéler comme ils le méritent ces dangereux voyous des journaux.

Il n'est rien dont ne soient capables ces chevaliers d'industrie de la pensée, pour en venir à leurs fins odieuses.

Ils vont jusqu'à s'introduire dans les affaires de famille les plus secrètes ; ils fouinent jusqu'à ce que leur instinct de chercheurs de truffes leur ait fait trouver

quelque pitoyable événement, capable de porter le coup de grâce à leur malheureuse victime. S'ils ne trouvent absolument rien, malgré tout leur flair, ni dans la vie publique ni dans la vie privée, les gaillards ont simplement recours à la calomnie, fermement persuadés que non seulement quelque chose en restera malgré de multiples rétractations, mais encore que lorsque l'écho aux cent bouches aura fait son œuvre dans quelques journaux complices, toutes les révoltes de la victime resteront le plus souvent sans effet. Au reste cette bande de gredins n'attaque pas pour quelque'une des raisons qui pourraient être celles de tout le monde, ou en être comprises. Dieu nous en garde ! Lorsqu'un de ces rôdeurs de barrière entreprend ses chers concitoyens d'aussi fourbe façon, il s'entoure, comme un poulpe de son nuage d'encre, de belles phrases pleines de loyauté et d'onction ; il se répand en protestations sur les « obligations du journaliste » ou en d'aussi piètres mensonges ; il va même plus loin dans les réunions et dans les congrès où ce fléau sévit avec la plus grande intensité : alors il radote sur une forme toute particulière de l'honneur, « l'honneur journalistique », et toute cette canaille assemblée opine du bonnet en hochant la tête avec gravité.

Voilà la bande qui fabrique « l'opinion publique », d'où naîtront ensuite les parlementaires, comme Vénus est née de l'écume des flots.

Pour décrire en détail le mécanisme de l'institution parlementaire et montrer tout ce qu'elle a d'illusoire, il faudrait écrire des volumes. Mais si, cessant d'en considérer l'ensemble, on n'examine que le résultat de son activité, on en aura assez vu pour conclure qu'elle doit être tenue pour un non-sens dans son objet même, fût-elle envisagée dans l'esprit le plus orthodoxe.

On comprendra plus vite et plus facilement que l'homme s'est dangereusement et follement égaré dans cette voie, en comparant le parlementarisme démocratique à la véritable démocratie allemande.

Le caractère le plus remarquable du parlementarisme est le suivant : on élit un certain nombre d'hommes (ou de femmes aussi, depuis quelque temps) ; mettons cinq cents ; et désormais il leur incombe de prendre en toutes choses la décision définitive. Ils sont donc, dans la pratique, le seul gouvernement ; ils nomment bien un cabinet, qui prend aux regards de l'extérieur la direction des affaires de l'État, mais il n'y a là qu'une apparence. En réalité, ce prétendu gouvernement ne peut faire un pas sans être allé au préalable quémander l'agrément de toute l'assemblée. Mais alors on ne pourra le rendre responsable de quoi que ce soit, puisque la décision finale est toujours celle du Parlement, et non la sienne. Il n'est jamais que l'exécuteur de chacune des volontés

de la majorité. On ne saurait équitablement se prononcer sur sa capacité politique que d'après l'art avec lequel il s'entend, soit à s'ajuster à l'opinion de la majorité, soit à l'amener à la sienne. Mais de la sorte, il déchoit du rang de véritable gouvernement à celui de mendiant auprès de chaque majorité. Il n'aura plus désormais de tâche plus pressante que de s'assurer de temps en temps l'approbation de la majorité existante, ou bien d'essayer d'en former une nouvelle mieux orientée. Y réussit-il : il lui sera permis de « gouverner » encore quelque temps ; sinon, il n'a plus qu'à s'en aller. La justesse proprement dite de ses vues n'a aucun rôle à jouer là-dedans.

C'est ainsi que toute notion de responsabilité est pratiquement abolie.

On voit très simplement les conséquences de cet état de choses :

Ces cinq cents représentants du peuple, de professions et d'aptitudes diverses, forment un assemblage hétéroclite et bien souvent lamentable. Car, ne croyez nullement que ces élus de la nation sont en même temps des élus de l'esprit ou de la raison. On ne prétendra pas, j'espère, que des hommes d'État naissent par centaines des bulletins de vote d'électeurs qui sont tout plutôt qu'intelligents. On ne saurait assez s'élever contre l'idée absurde que le génie pourrait être le fruit

du suffrage universel ! D'abord une nation ne donne un véritable homme d'État qu'aux jours bénis et non pas cent et plus d'un seul coup ; ensuite, la masse est instinctivement hostile à tout génie éminent. On a plus de chances de voir un chameau passer par le trou d'une aiguille que de « découvrir » un grand homme au moyen d'une élection. Tout ce qui a été réalisé d'extraordinaire depuis que le monde est monde l'a été par des actions individuelles. Cependant cinq cents personnes de valeur plus que modeste prennent des décisions relatives aux questions les plus importantes de la nation, et instituent des gouvernements qui doivent ensuite, avant de résoudre chaque question particulière, se mettre d'accord avec l'auguste assemblée ; la politique est donc faite par les cinq cents.

Et le plus souvent il y paraît bien !

Ne mettons même pas en cause le génie des représentants du peuple. Considérons simplement la diversité des problèmes à résoudre, la multiplicité des liens de dépendance mutuelle qui enchevêtrent les solutions et les décisions, et nous comprendrons toute l'impuissance d'un système de gouvernement, qui remet le pouvoir de décision à une réunion plénière de gens dont une infime partie seulement possède les connaissances et l'expérience requises pour traiter la question envisagée. C'est ainsi que les affaires

économiques les plus importantes seront traitées sur un forum où il ne se trouvera pas un membre sur dix ayant fait jadis de l'économie politique. Cela revient à remettre la décision finale sur un sujet donné, aux mains de gens qui n'en ont pas la moindre idée.

Et il en est de même pour toutes les questions. C'est *toujours* une majorité d'impuissants et d'ignorants qui fait pencher la balance, étant donné que la composition de l'assemblée ne varie pas, alors que les problèmes à traiter touchent à tous les domaines de la vie publique : cela devrait supposer un continuel roulement des députés appelés à en discuter et à en décider. Car il est impossible de laisser les mêmes gens traiter, par exemple, une question d'intérêts commerciaux et une question de politique générale. Il faudrait qu'ils fussent tous des génies universels comme il s'en révèle un en plusieurs siècles. Hélas ! ce ne sont, le plus souvent, pas même des *as*, mais des dilettantes bornés, surfaits et remplis d'eux-mêmes, un demi-monde intellectuel de la pire espèce. D'où la légèreté souvent incroyable avec laquelle ces messieurs parlent et concluent sur des sujets que les plus grands esprits ne traiteraient, eux-mêmes, qu'en y réfléchissant longuement. On les voit prendre des mesures de la plus haute importance pour l'avenir de tout un État, voire d'une nation, comme s'il

y avait sur la table une partie de tarots ou « d'idiot »¹, et non pas le sort d'une race.

On serait mal fondé à croire que chaque député d'un tel Parlement prend toujours de lui-même ses responsabilités d'un cœur aussi léger.

Non, absolument pas. Au contraire, ces errements, en obligeant certains députés à prendre position sur des questions qui leur échappent, affaiblissent peu à peu leur caractère. Car pas un n'aura le courage de déclarer : « Messieurs, je crois que nous ne comprenons rien à cette affaire. Tout au moins en ce qui me concerne. » D'ailleurs, cela n'y changerait rien, d'abord parce que cette droiture demeurerait incomprise, ensuite parce qu'on saurait bien empêcher l'honnête bourrique de « gâcher ainsi le métier ». Qui connaît les hommes comprendra que, dans une aussi illustre société, chacun ne tient pas à être le plus bête, et que, dans ce milieu, loyauté égale bêtise.

Ainsi un député qui aura commencé par être à peu près honnête, s'engagera nécessairement dans la voie du mensonge et de la tromperie. La certitude même que l'abstention d'un seul ne changera rien à rien, tue tout sentiment d'honnêteté qui pourrait encore subsister

¹ N. D. T. – *Schafkopf* signifie imbécile, idiot ; le perdant d'un jeu de cartes allemand qui porte ce nom est gratifié lui-même de ce qualificatif.

chez l'un ou chez l'autre. Finalement, chacun se persuade que personnellement il n'est pas, il s'en faut, le plus incapable du lot, et que sa collaboration évite encore un mal plus grand.

On objectera sans doute que, s'il est vrai que chaque député en particulier ne possède pas une compétence s'étendant à toutes les questions, du moins il vote avec son parti, qui guide ses actes politiques ; or, le parti a ses comités, qui sont éclairés de manière plus que suffisante par des experts.

L'argument paraît valable au premier abord. Mais alors une autre question se pose : pourquoi élit-on cinq cents personnes, quand quelques-unes seulement ont assez de sagesse et de savoir pour prendre position sur les sujets les plus importants ?

Oui, c'est précisément là le fond de la question.

Notre parlementarisme démocratique actuel ne cherche nullement à recruter une assemblée de sages, mais bien plutôt à rassembler une troupe de zéros intellectuels, dont la conduite, dans une direction déterminée, sera d'autant plus facile que chaque élément en est plus borné. Ce n'est qu'ainsi que l'on peut faire une « politique de partis » dans le mauvais sens actuel de cette expression. Mais c'est aussi le seul moyen à employer pour que celui qui tire les ficelles puisse rester prudemment en arrière, sans être jamais

amené à prendre de responsabilités. De la sorte, toute décision néfaste au pays ne sera pas mise sur le compte d'un coquin connu de chacun, mais sur les épaules de tout un parti.

Ainsi disparaît pratiquement toute responsabilité, car celle-ci peut bien être mise à la charge d'une personne déterminée, non d'un groupe parlementaire de bavards. En conséquence, le régime parlementaire ne peut plaire qu'à des esprits sournois, redoutant avant tout d'agir au grand jour. Il sera toujours abhorré de tout homme propre et droit, ayant le goût des responsabilités.

Aussi cette forme de la démocratie est-elle devenue l'instrument cher à cette race qui, roulant constamment des projets cachés, a le plus de raisons de craindre la lumière, maintenant et toujours. Il n'y a que le Juif qui puisse apprécier une institution aussi sale et aussi fourbe que lui-même.

* * *

À cette conception s'oppose celle de la véritable démocratie allemande, dont le chef librement choisis doit prendre sur lui la responsabilité entière de tous ses faits et gestes. Une telle démocratie n'admet pas que les

différents problèmes soient tranchés par le vote d'une majorité ; un seul décide, qui répond ensuite de sa décision, sur ses biens et sur sa vie.

Si on objecte à cela que, dans de pareilles conditions, il serait difficile de trouver un homme prêt à se consacrer à une tâche comportant de tels risques, il n'y a qu'une seule réponse à faire :

Dieu soit loué, c'est justement là le vrai sens d'une démocratie allemande, qui n'admet pas que le premier ignoble arriviste venu, qu'un embusqué moral puisse arriver, par des voies détournées, à gouverner ses concitoyens ; la crainte de la responsabilité qu'on doit assumer écartera les incapables et les faibles.

Si, pourtant, il advient qu'un pareil individu s'efforce de se faufiler au pouvoir, on peut le démasquer facilement et lui crier sans ménagements : arrière, lâche voyou ! Retire ton pied, tu souilles les marches ; car, seuls, entrent au Panthéon de l'histoire les héros et non les intrigants.

* * *

J'arrivai à cette conclusion après avoir fréquenté pendant deux ans le Parlement de Vienne.

Je n'y remis plus les pieds ensuite.

Le régime parlementaire fut une des causes principales de l'affaiblissement du vieil État habsbourgeois, affaiblissement de plus en plus marqué pendant les dernières années. Plus son action compromettait la primauté de l'élément allemand, plus on s'égarait à jouer des antagonismes nationaux. Dans le Reichsrat, cela se faisait toujours au détriment des Allemands, et de ce fait, en fin de compte, au détriment de l'empire ; car le plus naïf pouvait discerner, vers 1900, que la force de cohésion de la monarchie ne suffisait plus à contrebalancer les tendances séparatistes des provinces. Au contraire.

Les moyens que l'État employait pour se maintenir devenaient mesquins et lui valaient le mépris général. Non seulement en Hongrie, mais aussi dans les diverses provinces slaves, on s'identifiait si peu avec la monarchie commune qu'on ne ressentait plus quant à soi aucune honte de sa faiblesse. On se réjouissait plutôt de ces symptômes de décrépitude ; on espérait plus de sa mort que de sa guérison.

Au Parlement, l'effondrement complet était prévenu par des concessions humiliantes, en cédant au moindre chantage, et c'est l'Allemand qui payait ensuite les frais. On l'évitait dans le pays en jouant aussi ingénieusement que possible des différentes

nationalités. Mais, dans l'ensemble, l'évolution était cependant dirigée contre les Allemands. Surtout après que sa situation d'héritier du trône eût permis à l'archiduc François-Ferdinand d'exercer une influence certaine, la politique pro-tchèque, poursuivie depuis le haut vers le bas, devint réfléchie et coordonnée. Le futur souverain de la double monarchie s'efforça par tous les moyens possibles de favoriser la *dégermanisation*, soit en y contribuant directement, soit, tout au moins, en la couvrant. Par le moyen détourné du choix des fonctionnaires d'État, des localités purement allemandes furent poussées, lentement, mais sûrement, dans la zone dangereuse des régions mixtes. Ce développement commençait à faire des progrès de plus en plus rapides même en Basse-Autriche, et Vienne était déjà considérée par beaucoup de Tchèques comme leur plus grande ville.

L'idée maîtresse de ce nouveau représentant des Habsbourg, dont la famille parlait surtout tchèque (la femme de l'archiduc, ancienne comtesse tchèque, avait contracté avec le prince un mariage morganatique ; elle était issue d'un milieu où la germanophobie était de tradition), était la création graduelle d'un État slave dans l'Europe centrale, basé sur des principes strictement catholiques et devant servir d'appui contre la Russie orthodoxe. La religion, comme cela s'est vu bien des fois chez les Habsbourg, était de nouveau

exploitée dans l'intérêt d'une idée purement politique, et par surcroît, d'une idée néfaste, du moins au point de vue allemand.

Les résultats furent plus que tristes sous bien des rapports.

Ni la maison des Habsbourg, ni l'Église catholique ne reçurent la récompense attendue.

Habsbourg perdit son trône, Rome perdit un grand État. Car la couronne, en mettant des considérations religieuses au service de ses buts politiques, éveilla un esprit qu'elle n'avait certes jamais tenu pour existant. La tentative d'extirper par tous les moyens le germanisme dans la vieille monarchie eut pour réplique la croissance du mouvement pangermaniste en Autriche.

Vers 1880-1890, le libéralisme manchestrien d'inspiration juive avait atteint aussi, sinon déjà dépassé son point culminant en Autriche. Mais la réaction contre cette tendance se développa comme toujours dans la vieille Autriche, en partant surtout d'un point de vue national et non social. L'instinct de conservation força les Allemands à se défendre sous la forme la plus active. Les considérations économiques ne commencèrent à exercer une influence décisive que bien lentement, en second lieu. De cette façon surgirent du chaos politique général deux organismes de parti,

l'un plutôt national, l'autre plutôt social, mais tous les deux très intéressants et pleins d'enseignements pour l'avenir. Après l'issue déprimante de la guerre de 1866, la maison des Habsbourg avait eu l'idée d'une revanche sur le champ de bataille. La fin tragique de l'empereur Maximilien du Mexique, dont l'aventure malheureuse était attribuée en premier lieu à Napoléon III, et dont l'abandon par les Français provoqua l'indignation générale, prévint seule un rapprochement avec la France. Néanmoins, les Habsbourg se tinrent aux aguets. Si la guerre de 1870-1871 n'avait pas été une campagne victorieuse sans pareille, la cour de Vienne aurait peut-être quand même risqué d'engager le jeu sanglant d'une revanche de Sadowa. Mais aussitôt que se répandirent les premières nouvelles héroïques des champs de batailles, miraculeuses, à peine croyables, et pourtant vraies, le plus « sage » des monarques comprit que l'heure n'était point propice et fit, autant que possible, contre mauvaise fortune bon cœur.

Mais la lutte héroïque de ces deux années avait accompli un miracle bien plus puissant ; chez les Habsbourg, le changement de leur orientation ne correspondit jamais à une impulsion du cœur ; il ne fut dicté que par la force des circonstances. Mais le peuple allemand, dans l'ancienne Marche de l'Est, se sentit emporté par l'ivresse victorieuse du Reich et contempla avec un saisissement profond la résurrection du rêve

des ancêtres dans une réalité magnifique.

Car il ne faut pas s'y méprendre : l'Autrichien de tendance vraiment allemande avait reconnu, à partir de ces heures, que même Königgratz n'avait été que la condition préalable tragique, mais nécessaire, du rétablissement d'un empire qui ne serait plus atteint du marasme pourri de l'ancienne Fédération et que le nouvel empire n'en était pas atteint. Il avait surtout appris à fond, par sa propre expérience, que la maison des Habsbourg avait achevé sa mission historique et que le nouvel empire ne pouvait élire empereur que celui qui, pénétré de principes héroïques, poserait la « Couronne du Rhin » sur une tête qui en était vraiment digne. Et il faut d'autant plus bénir le sort, car ce choix put tomber sur le rejeton d'une dynastie qui avait, dans une époque trouble, déjà donné pour toujours à la nation un symbole éclatant et édifiant dans la personne du grand Frédéric.

Mais quand la maison des Habsbourg, après cette grande guerre, s'engagea résolument dans la voie d'une extermination lente, mais implacable, des dangereux éléments germaniques de la double monarchie (dont les vrais sentiments ne présentaient pour elle aucun doute) – tel devait être le résultat final de la politique de slavisation – alors, la résistance de ce peuple, voué à la destruction, éclata d'une façon que l'histoire allemande

des derniers temps n'avait pas encore connue.

Pour la première fois, des hommes de tendances nationales et patriotiques devinrent des rebelles.

Rebelles, non pas contre la nation, ni même contre l'État lui-même, mais rebelles contre une méthode de gouvernement qui devait conduire, selon leur conviction, à la perte de leur propre nationalité.

Pour la première fois dans l'histoire allemande des temps modernes, le patriotisme local et dynastique se sépara de l'amour national pour la patrie et le peuple.

Ce qui fait le mérite du mouvement pangermaniste dans l'Autriche allemande en 1890-1900, c'est qu'il a établi, d'une façon claire et non équivoque, que l'autorité de l'État ne saurait revendiquer l'estime et la protection du peuple que s'il se conforme aux intérêts nationaux, ou du moins s'il ne leur nuit point.

L'autorité de l'État ne peut être un but en soi-même, car, dans ce cas, toute tyrannie serait inviolable et sacrée.

Quand un gouvernement conduit un peuple à sa ruine par tous les moyens, la rébellion de chaque membre de ce peuple devient non pas un droit, mais un devoir.

La question : Quand un tel cas se présente-t-il ? ne trouve pas de réponse par des dissertations de théorie ;

elle se tranche par la force, et le succès en décide.

Comme tout gouvernement se considère naturellement comme obligé de maintenir pour son compte l'autorité du pouvoir d'État – même s'il est le plus mauvais et s'il a trahi mille fois les intérêts nationaux – l'instinct de conservation nationale, dans sa lutte contre un tel pouvoir, devra utiliser, pour conquérir sa liberté ou son indépendance, les mêmes armes dont son adversaire se sert pour se maintenir. Par conséquent, la lutte doit être menée par des moyens « légaux » aussi longtemps que le pouvoir déclinant s'en sert ; mais on ne doit pas hésiter à recourir à des moyens illégaux, si l'opresseur, lui aussi, les emploie.

Mais, en général, on ne doit pas oublier que le but suprême de l'existence des hommes n'est pas la conservation d'un État : c'est la conservation de leur race.

Quand la race est en danger d'être opprimée ou même éliminée, la question de la légalité ne joue plus qu'un rôle secondaire. Dans ce cas, il importe peu que le pouvoir existant applique des moyens absolument légaux ; l'instinct de conservation des opprimés sera toujours la justification la plus élevée de leur lutte par tous les moyens.

Toutes les luttes pour la libération de l'esclavage intérieur et aussi extérieur sur cette terre, dont l'histoire

nous montre de prodigieux exemples, ont été menées en vertu de ce principe.

Le droit des hommes prime le droit de l'État.

Et si un peuple succombe dans sa lutte pour les droits de l'homme, c'est qu'il a été pesé sur la balance du sort et a été trouvé trop léger pour avoir droit au bonheur de l'existence dans ce monde terrestre. Car celui qui n'est point prêt à lutter pour son existence, ou n'en est pas capable, est déjà prédestiné à sa perte par la Providence éternellement juste.

Le monde n'est point fait pour les peuples lâches.

* * *

L'exemple de l'Autriche prouve d'une façon claire et impressionnante qu'il est bien facile pour une tyrannie de se draper du manteau de la prétendue « légalité ».

Le pouvoir légal s'appuyait alors sur le fond germanophobe du Parlement, avec ses majorités non-allemandes, et sur la dynastie, elle aussi, hostile aux Allemands. Tout le pouvoir de l'État était personnifié par ces deux facteurs. il aurait été absurde de prétendre changer le sort du peuple allemand de l'Autriche en

s'appuyant sur ces mêmes facteurs. Mais cela signifie, suivant l'opinion de nos adorateurs de la « voie légale », qu'il aurait fallu renoncer à toute résistance, parce qu'elle ne pouvait être conduite par des moyens légaux. Cela eût inévitablement entraîné la perte du peuple allemand dans la monarchie en un laps de temps bien court. En effet, les Allemands d'Autriche n'ont été préservés de ce sort que par l'effondrement de l'État.

Le théoricien en lunettes mourrait, certes, plus volontiers pour sa doctrine que pour son peuple.

Les hommes se donnent-ils des lois, il croit que c'est ensuite pour elles qu'ils existent.

Le mérite du mouvement pangermaniste de jadis, en Autriche, fut d'avoir balayé radicalement tout ce non-sens, à la stupeur de tous les théoriciens doctrinaires et autres fétichistes de l'État.

Tandis que les Habsbourg s'efforçaient par tous les moyens de circonvenir les Allemands, ce parti attaqua – et sans aucun ménagement – la « sérénissime » dynastie. Il fut le premier à mettre la sonde dans cet État corrompu, et il ouvrit les yeux à des centaines de milliers d'hommes. Ce fut son mérite d'avoir libéré la notion sublime de l'amour pour la patrie, de l'étreinte de cette triste dynastie.

Le nombre de ses partisans fut extraordinaire au

début, menaça de devenir une véritable avalanche. Mais ce succès n'eut point de durée. Quand j'arrivai à Vienne, ce mouvement avait déjà été dépassé depuis longtemps par le parti chrétien-social, parvenu au pouvoir ; il était descendu à un niveau presque absolument insignifiant.

Tout cet épisode de l'épanouissement et du déclin du mouvement pangermaniste et de l'ascension incroyable du parti chrétien-social resta pour moi un sujet classique d'études de la plus haute importance. Quand j'arrivai à Vienne, mes sympathies allaient pleinement et entièrement à la tendance pangermaniste.

J'étais profondément impressionné et je me réjouissais de ce qu'on avait le courage de crier : « Vivent les Hohenzollern ! » en plein Parlement ; je sentais en moi une assurance joyeuse en voyant qu'on se considérait comme une partie de l'Empire allemand temporairement détachée, qu'on s'efforçait de le manifester en toute occasion ; l'attitude droite et sans compromis dans toutes les questions où le germanisme était en cause, me paraissait la seule voie encore possible pour le salut de notre peuple ; mais je ne pouvais comprendre pourquoi ce mouvement s'était tellement étiolé après un début si brillant. Je comprenais encore moins pourquoi le parti chrétien-social était parvenu, pendant la même période, à une

puissance aussi formidable. Il se trouvait justement au sommet de sa gloire.

Quand je me mis à comparer les deux mouvements, le sort, ma triste situation générale aidant, me donna le meilleur enseignement pour la solution de ce problème.

Je commence mon analyse par les deux hommes qui furent les chefs et les fondateurs des deux partis : Georg von Schoenerer et D^r Karl Lueger.

En tant que personnalités, ils s'élèvent, l'un et l'autre, bien au-dessus du cadre et de l'échelle du milieu parlementaire. Toute leur vie resta pure et intègre au milieu du borbier de la corruption politique générale. Mes sympathies personnelles allèrent, au début, au pangermaniste Schoenerer, mais, peu à peu, elles se tournèrent aussi vers le chef chrétien-social. En comparant leurs facultés, je considérai déjà alors que Schoenerer était un penseur meilleur et plus profond dans les problèmes de principe. Il prévit mieux et plus clairement que tout autre la fin inévitable de l'État autrichien. Si, dans le Reich, l'on avait mieux écouté ses avertissements au sujet de la monarchie des Habsbourg, le malheur d'une guerre mondiale de l'Allemagne contre toute l'Europe ne se serait jamais produit.

Mais si Schoenerer pénétrait le sens profond des problèmes, il se trompait d'autant plus en ce qui

concerne les hommes.

Là était la force du D^r Lueger.

C'était un rare connaisseur d'hommes, qui se gardait surtout de voir les hommes meilleurs qu'ils ne le sont en réalité. Aussi calculait-il mieux les possibilités réelles de la vie, tandis que Schoenerer n'en avait guère le sentiment. Et ce que le pangermaniste pensait était juste en théorie ; mais la force et la pénétration lui manquaient pour communiquer ses idées au peuple ; il ne savait pas les mettre à la portée de la masse dont les facultés restent toujours limitées et sa clairvoyance prophétique n'aboutissait jamais à une idée pratiquement réalisable.

Son manque de connaissance réelle des hommes le conduisit par la suite à des erreurs de jugement sur la force grégaire des mouvements de masses, aussi bien que sur la valeur des institutions séculaires.

Sans doute, Schoenerer a reconnu finalement qu'il fallait s'élever à des conceptions générales, mais il ne comprit pas que ce ne sont guère que les grandes masses populaires qui peuvent défendre ces sortes de convictions quasi-religieuses.

Il comprit malheureusement dans une trop faible mesure que la combativité des classes soi-disant « bourgeoises » est extrêmement limitée de par leurs

intérêts économiques, chacun de leurs membres craignant de trop perdre et restant sur la réserve.

Cependant, d'une façon générale, une conception n'a quelque chance de triompher que dans le cas où elle a pénétré la grande masse qui se déclare prête à engager la lutte nécessaire.

De ce manque de compréhension de l'importance des couches inférieures du peuple résulta une conception complètement insuffisante de la question sociale.

Le D^r Lueger se montra tout l'opposé de Schoenerer.

La connaissance profonde des hommes lui permit de porter un jugement exact sur les différentes forces ; elle le préserva aussi de sous-estimer des institutions existantes ; ce fut peut-être cette même qualité qui lui permit d'utiliser ces institutions comme moyens pour parvenir à ses fins.

Il ne comprit aussi que trop bien que la combativité politique de la haute bourgeoisie est bien insignifiante à notre époque, et qu'elle ne suffit pas à assurer le triomphe d'un grand mouvement nouveau. Il consacra donc la plus grande part de son activité politique à gagner les classes dont l'existence était menacée, ce qui éperonnait leur esprit de lutte, loin de le paralyser. Il

était aussi enclin à se servir de tous les moyens existants à se concilier les faveurs des grandes institutions établies, afin de tirer de ces anciennes sources de puissance le plus grand profit pour son mouvement.

C'est ainsi qu'il adopta, en premier lieu, comme base de son nouveau parti, les classes moyennes menacées dans leur existence, et s'assura de cette façon une solide troupe de partisans prêts aux plus grands sacrifices et pleins d'ardeur pour la lutte. Son attitude infiniment rusée à l'égard de l'Église catholique lui gagna en peu de temps le jeune clergé, au point que le vieux parti clérical se vit forcé de quitter le champ de bataille, ou bien, décision plus sage, de s'unir au nouveau parti pour regagner peu à peu ses anciennes positions.

Mais ce serait une grave injustice de voir en ce qui précède tout ce qui a caractérisé la personnalité de cet homme. À ses qualités de tacticien habile s'ajoutaient celles de réformateur de génie. Certes, elles étaient aussi limitées par la compréhension exacte des possibilités qui s'offraient, et par celle de ses capacités personnelles.

Le but que cet homme de très grande valeur s'était posé était éminemment pratique. Il voulait conquérir Vienne. Vienne était le cœur de la monarchie ; les

derniers battements de vie dans le corps malade et vieilli de cet empire décrépît, émanaient de cette ville. Si le cœur devenait plus sain, le reste du corps devait revivre. L'idée était juste en principe, mais ne pouvait valoir qu'un temps strictement limité.

Ce fut la faiblesse de cet homme.

Son œuvre comme bourgmestre de Vienne est immortelle au meilleur sens de ce mot ; mais il n'a pu ainsi sauver la monarchie – il était trop tard.

Son adversaire Schoenerer l'avait mieux vu.

Le D^f Lueger réussit d'une manière merveilleuse dans le côté pratique de ses entreprises ; mais ce qu'il en attendait ne se réalisa point.

Schoenerer ne put atteindre ses buts ; et ce qu'il redoutait se produisit malheureusement de la façon la plus terrible.

Les deux hommes n'ont donc pas atteint leur fin dernière. Lueger n'a pu sauver l'Autriche et Schoenerer n'a pu préserver le peuple allemand d'une catastrophe.

Il est infiniment instructif pour notre époque d'étudier les causes de l'insuccès de ces deux partis. Ce sera surtout utile pour mes amis, car, sous bien des rapports, les circonstances sont actuellement pareilles, et l'on pourra éviter des erreurs qui, jadis déjà, ont conduit l'un des mouvements à sa perte et rendu l'autre

stérile.

L'effondrement du mouvement pangermaniste en Autriche s'explique, à mon avis, par trois causes :

En premier lieu, par une idée fausse de l'importance que la question sociale devait avoir, surtout pour un parti nouveau et révolutionnaire de par sa nature même.

Schoenerer et son cercle s'adressaient surtout aux classes bourgeoises : il ne pouvait rien en résulter que de bien médiocre et « domestiqué ».

La bourgeoisie allemande, surtout dans ses couches supérieures – même si d'aucuns ne s'en doutent pas ! – est pacifiste jusqu'à l'abdication complète de soi-même, quand il s'agit des affaires intérieures de la nation ou de l'État. Durant les bonnes périodes, c'est-à-dire dans le cas présent, sous un bon gouvernement, une telle psychologie rend ces couches particulièrement précieuses pour l'État ; mais quand le gouvernement est mauvais, cette qualité devient un funeste défaut. Pour acquérir une chance de mener à bien une lutte sérieuse, le mouvement pangermaniste devait donc consacrer tous ses efforts à gagner les masses. Il ne l'a pas fait, et cela le priva dès l'abord de l'impulsion première dont une telle vague a besoin pour ne pas devoir refluer aussitôt.

Quand ce principe est perdu de vue et négligé au

début d'un mouvement, le parti nouveau commet une erreur initiale impossible à reprendre. Car les nombreux éléments de la bourgeoisie modérée admis dans le parti déterminent de plus en plus son orientation intérieure, et lui ôtent toute chance d'obtenir un appui appréciable des masses populaires. Dans ces conditions, l'action d'un tel mouvement ne peut que se borner à des bouderies et à des critiques impuissantes. La foi quasi-religieuse et l'esprit de sacrifice lui font dès lors défaut ; à leur place, on tend vers une collaboration *positive*, c'est-à-dire, dans le cas qui nous occupe, vers une reconnaissance de la situation de fait et une accalmie de la lutte, qui se termine par une paix boiteuse.

Ce fut là le sort du mouvement pangermaniste qui n'avait pas attaché dès l'abord une importance prépondérante à la conquête d'adhérents dans les masses populaires. Il devint « bourgeois, distingué, radical-modéré ».

De cette faute résulta la seconde cause de son déclin rapide.

La situation des Allemands en Autriche était déjà désespérée à l'éclosion du mouvement pangermaniste. D'année en année, le Parlement était devenu l'instrument de la lente destruction du peuple allemand. Aucune tentative d'un sauvetage de la dernière heure ne

pouvait avoir la moindre chance de succès, si l'on ne supprimait pas cette institution.

Cela posait au mouvement (pangermaniste) une question d'importance primordiale :

Pour détruire ce Parlement, devait-on y entrer, afin de le « miner de l'intérieur », selon la formule courante, ou bien devait-on mener la lutte en attaquant du dehors cette institution ?

On y entra et on en sortit battu.

Certes, on avait été obligé d'y entrer.

Pour mener à bien du dehors la lutte contre une telle puissance, il faut être pourvu d'un courage inébranlable, il faut être aussi prêts à des sacrifices infinis. On saisit le taureau par les cornes : on reçoit des coups sévères, on est maintes fois jeté à terre pour se relever peut-être les membres brisés ; et ce n'est qu'après la lutte la plus difficile que la victoire sourit enfin à l'intrépide assaillant. Seule, la grandeur des sacrifices gagne à la cause de nouveaux champions, jusqu'à ce que les efforts tenaces soient couronnés de succès.

Mais, pour cela, il faut prendre les enfants du peuple, dans la grande masse.

Eux seuls sont assez décidés et assez tenaces pour combattre jusqu'à l'issue sanglante de cette lutte.

Ces masses populaires manquèrent justement au mouvement pangermaniste ; il ne lui resta donc d'autre solution que d'entrer au Parlement.

Il serait erroné de croire que cette décision fut le résultat de longues hésitations intérieures ou même de longues délibérations ; non, on n'envisagea même pas une autre méthode. La participation à ce non-sens résulta de conceptions générales assez vagues sur la portée et l'effet du concours ainsi donné directement à une institution qu'on avait en principe condamnée. Dans l'ensemble, on en attendait des moyens plus faciles d'éclairer les masses populaires, grâce à la possibilité de prendre la parole « devant le forum de toute la nation ». On se persuadait aussi que l'attaque du mal à sa racine devait être plus efficace qu'une attaque venant du dehors. On pensait que l'immunité parlementaire raffermirait la position de chaque leader et que l'efficacité de son action s'en trouverait accrue.

En réalité, les choses se passèrent de tout autre façon.

« Le forum » devant lequel parlaient les députés pangermanistes, ne s'était pas agrandi, mais avait plutôt diminué ; car chacun parle seulement devant le public qui peut l'entendre directement, ou bien qui peut lire dans les journaux les comptes rendus des discours.

Le plus grand forum d'auditeurs directs, ce n'est pas

la salle des séances d'un parlement, c'est la grande réunion publique.

Là seulement se trouvent des milliers d'hommes qui ne sont venus que pour écouter ce que l'orateur a à leur dire ; dans la salle des séances d'une chambre de députés, il y a seulement quelques centaines d'hommes qui ne sont là, pour la plupart, que pour encaisser leurs jetons et nullement pour se laisser éclairer par la sagesse de l'un ou de l'autre de MM. les « représentants du peuple ».

Et surtout c'est toujours le même public, qui n'apprendra jamais rien de nouveau, parce que, sans parler de l'intelligence, il lui manque la volonté – si modeste soit-elle – qui est nécessaire pour cela.

Jamais aucun de ces représentants du peuple ne se laissera convaincre par une vérité supérieure pour se mettre ensuite à son service. Non, pas un seul n'agira ainsi, sauf le cas où il aurait quelque raison, par une pareille conversion, d'espérer sauver son mandat pour une nouvelle législature. Ainsi, il faut qu'ils aient senti que l'ancien parti pourrait être mis à mal aux prochaines élections, pour que ces modèles de courage civique se mettent en quête d'un nouveau parti ou d'une nouvelle tendance, dont les chances électorales paraissent meilleures ; ces changements de position sont d'ailleurs précédé d'un véritable déluge de raisons

hautement morales qui les justifient. C'est ainsi que toujours, quand un parti existant a encouru si manifestement la défaveur populaire qu'on prévoit pour lui une défaite écrasante, une grande migration commence : les rats parlementaires quittent le navire de leur parti.

Mais ces changements ne sont nullement en rapport avec une opinion mieux éclairée ou une volonté de mieux faire ; ils ne sont que la manifestation de ce don de clairvoyance qui avertit juste à temps une pareille punaise parlementaire et la fait retomber sur le lit chaud d'un autre parti.

Parler devant un pareil forum, c'est jeter des perles devant certains animaux. C'est vraiment peine perdue, car le résultat ne peut être que nul.

Et c'est ce qui arriva : les députés pangermanistes eurent beau s'enrouer à force de discours : leur action fut absolument vaine,

Quant à la presse, elle gardait sur leurs discours un silence de mort, ou bien elle les mutilait de façon à leur ôter toute cohésion, souvent même à dénaturer leur sens ou à ne leur en laisser aucun ; ainsi l'opinion publique ne recevait qu'une image très défavorable des intentions du nouveau mouvement. Ce que l'un ou l'autre des orateurs avait dit importait peu ; ce qui importait, c'est ce qu'on pouvait en lire. Et ce n'étaient

que des extraits de leurs discours, qui ne pouvaient, dans leur état fragmentaire, que paraître dénués de sens : juste ce qu'on voulait. En réalité, le seul forum devant lequel ils parlaient, se composait juste de cinq cents parlementaires, et c'est tout dire.

Mais le pire fut encore ceci :

Le mouvement pangermaniste ne pouvait compter sur le succès que s'il comprenait, dès son premier jour, qu'il ne devait point se placer sur le plan d'un nouveau parti, mais d'une nouvelle conception philosophique. Elle seule pouvait donner la force intérieure de mener à bout cette lutte gigantesque. Et les meilleurs et les plus courageux pouvaient seuls en être les chefs.

Si la lutte pour une conception philosophique n'est pas menée par des héros prêts au sacrifice, bientôt on ne trouvera plus de militants qui osent affronter la mort. À celui qui combat pour sa propre existence, il ne reste que bien peu pour la communauté.

Pour s'assurer cette condition nécessaire, chacun doit savoir que le nouveau mouvement peut offrir honneur et gloire devant la postérité, mais qu'il ne donnera rien dans le présent. Plus un mouvement dispose de postes et de situations facilement accessibles, plus il est envahi par les arrivistes. Un jour, ces travailleurs politiques occasionnels arrivent à dominer par leur nombre dans le parti, et le militant

honnête de naguère en vient à ne plus reconnaître son ancien mouvement, tandis que les nouveaux venus le rejettent lui-même comme un importun « indésirable ». La « mission » d'un pareil mouvement est alors finie, il est vrai.

Quand le mouvement pangermaniste limita son action au cadre du Parlement, il obtint des « parlementaires » au lieu de chefs et de militants. Il descendit au niveau d'un éphémère parti politique tout pareil aux autres, et n'eut plus la force d'opposer au destin hostile son défi de martyr. Au lieu de lutter, il apprit lui aussi à « discourir » et à « négocier ». Bientôt, le nouveau parlementaire se prit à penser que c'était un devoir plus beau – parce que moins risqué ! – de défendre les nouvelles conceptions par les armes « spirituelles » de l'éloquence parlementaire, que de se jeter, le cas échéant, au péril de sa propre vie, dans une mêlée dont l'issue était douteuse et qui, dans tous les cas, ne pouvait rien rapporter.

Quand on s'installa au Parlement, les partisans dans le pays se mirent à espérer et à attendre des miracles, qui ne vinrent naturellement pas, qui ne pouvaient venir. Bientôt on commença à s'impatienter ; car ce qu'on entendait dire des députés ne correspondait en aucune façon à ce qu'en attendaient les électeurs. C'est facile à comprendre, car la presse adverse se gardait

bien de donner au peuple un tableau exact de l'action des députés pangermanistes. Cependant, plus les nouveaux représentants du peuple prenaient goût aux formes adoucies de la lutte « révolutionnaire » dans le Parlement et les diètes de province, moins ils se sentaient enclins à retourner à la tâche plus fertile en risques de la propagande dans les masses populaires.

Le grand meeting – seul moyen d'exercer une influence réelle, parce que personnelle et directe, sur des foules importantes, et de les conquérir – fut de plus en plus relégué à l'arrière-plan.

Aussitôt qu'on eut échangé définitivement la table de la brasserie qui sert de lieu de réunion, pour la tribune du Parlement, et qu'on eut commencé de déverser ses discours devant ce forum, dans les têtes des soi-disant *élus* du peuple, au lieu de les répandre dans le peuple lui-même, le mouvement pangermaniste cessa d'être un mouvement populaire et tomba en peu de temps au niveau d'un club plus ou moins sérieux de discussions académiques.

La mauvaise impression provoquée par la presse ne fut plus corrigée par l'action personnelle de chacun des députés au cours de réunions, et le mot « pangermaniste » finit par acquérir une très mauvaise réputation dans les milieux populaires.

Que les snobs et chevaliers de l'encrier de nos jours

se disent bien que jamais les grandes révolutions de ce monde ne se sont jamais faites sous le signe de la plume d'oie !

Non, il fut seulement réservé à la plume d'en donner en chaque cas les causes théoriques.

La force qui a mis en branle les grandes avalanches historiques dans le domaine politique ou religieux, fut seulement, de temps immémorial, la puissance magique de la parole parlée.

La grande masse d'un peuple se soumet toujours à la puissance de la parole. Et tous les grands mouvements sont des mouvements populaires, des éruptions volcaniques de passions humaines et d'états d'âme, soulevées ou bien par la cruelle déesse de la misère ou bien par les torches de la parole jetée au sein des masses, – jamais par les jets de limonade de littérateurs esthétisants et de héros de salon.

Seule, une tempête de passion brûlante peut changer le destin des peuples ; mais seul peut provoquer la passion celui-là qui la porte en lui-même.

Elle seule octroie à ses élus les paroles qui, comme des coups de marteaux, ouvrent les portes du cœur d'un peuple.

Celui qui ne connaît pas la passion, celui dont la bouche est close, celui-là n'est pas élu par le ciel pour

proclamer sa volonté.

Que chaque écrivain reste donc devant son encrier, à s'occuper de « théories », s'il suffit pour cela de savoir et de talent ; il n'est point né, il n'est point élu pour être un chef

Un mouvement qui poursuit de grands buts doit donc veiller anxieusement à ne pas perdre le contact avec la masse.

Il doit examiner chaque question en premier lieu sous ce point de vue, et orienter ses décisions dans ce sens.

Il doit ensuite éviter tout ce qui pourrait diminuer ou affaiblir ses possibilités d'action sur les masses, non pas pour des raisons « démagogiques », mais reconnaissant simplement qu'aucune grande idée, si sacrée et si élevée qu'elle paraisse, ne peut se réaliser sans la force puissante des masses populaires.

Seule, la dure réalité doit déterminer la voie vers le but ; vouloir éviter des chemins désagréables, c'est bien souvent, en ce monde, renoncer au but ; qu'on le veuille ou non.

Quand le mouvement pangermaniste, optant pour la voie parlementaire, développa le gros de son effort non plus dans le peuple, mais au parlement, il sacrifia l'avenir en contrepartie de quelques succès faciles d'un

instant.

Choisissant la lutte la moins dure, il devint par cela même indigne de la victoire finale.

Dès mon séjour à Vienne, j'ai réfléchi sérieusement sur toutes ces questions, et j'ai vu dans leur méconnaissance l'une des causes principales de l'effondrement d'un mouvement qui, à mon avis, était naguère destiné à prendre le sort du germanisme entre ses mains.

Les deux premières fautes, causes de l'échec du mouvement pangermaniste, étaient apparentées l'une à l'autre. Le manque de connaissance des mobiles profonds des grandes révolutions conduisit à mésestimer l'importance des grandes masses populaires ; il en résulta le faible intérêt pour la question sociale, l'insuffisance ou la carence des tentatives destinées à conquérir l'âme des couches inférieures de la nation ; enfin l'attitude envers le Parlement aggravait encore ces tendances.

Si l'on avait compris la force inouïe qui, de tout temps, appartient à la masse dans une résistance révolutionnaire, on aurait travaillé d'une autre façon au point de vue social comme au point de vue de la propagande. On aurait aussi porté l'effort principal du mouvement non pas dans le Parlement, mais dans l'usine et dans la rue.

Mais la troisième faute remonte, elle aussi, en dernière analyse, à cette incompréhension de l'importance des masses, que des esprits supérieurs doivent mettre en mouvement dans une direction déterminée, mais qui, mises une fois en branle comme le volant d'une machine, donnent ensuite à l'attaque la force régulière et la durée.

Le dur combat que le mouvement pangermaniste livra à l'Église catholique n'a pas d'autre cause que le manque de compréhension des états d'âme du peuple.

Les raisons de l'attaque violente du nouveau parti contre Rome furent les suivantes :

Dès que la maison des Habsbourg se fut résolue définitivement à faire de l'Autriche un État slave, elle recourut à tous les moyens qui lui paraissaient pouvoir servir à ce but. Les institutions religieuses furent engagées, sans le moindre scrupule, au service de la nouvelle « raison d'État » par cette dynastie sans conscience.

L'utilisation des paroisses tchèques et de leurs curés ne fut qu'un des nombreux moyens d'aboutir à la slavisation de l'Autriche.

Généralement, des prêtres tchèques étaient nommés dans des communes purement allemandes ; ils commençaient, lentement, mais sûrement, à mettre les

intérêts du peuple tchèque au-dessus des intérêts des églises, et ils devenaient les cellules génératrices de la dégermanisation.

La réaction du petit clergé allemand devant de pareils procédés fut malheureusement presque nulle. Ce clergé était tout à fait inapte à mener une lutte analogue du côté allemand ; bien plus, il ne pouvait même pas organiser la défense nécessaire contre les attaques adverses. Le germanisme dut ainsi rétrograder lentement, mais sans arrêt, devant cet abus sournois de la religion et faute de toute défense suffisante.

Si les choses se passèrent ainsi pour le menu, il n'en fut guère autrement des grandes questions.

Les efforts anti-allemands des Habsbourg ne trouvèrent point, surtout parmi le clergé supérieur, l'opposition qui s'imposait, et la défense même des intérêts allemands fut complètement négligée.

L'impression générale ne pouvait pas varier : le clergé catholique tel quel causait un brutal préjudice aux droits des Allemands.

Il paraissait donc que l'Église non seulement n'était pas de cœur avec le peuple allemand, mais qu'elle se rangeait de la façon la plus injuste aux côtés de ses adversaires. La raison de tout le mal, d'après Schoenerer, résidait dans le fait que la tête de l'Église

catholique ne se trouvait point en Allemagne ; et c'était là une cause suffisante de son attitude hostile aux intérêts de notre nation.

Les problèmes dits culturels, comme cela arrivait alors presque toujours en Autriche, furent relégués à l'arrière-plan. L'attitude du mouvement pangermaniste envers l'Église catholique fut déterminée, bien moins par l'attitude de celle-ci à l'égard de la science, etc., que par sa défense insuffisante des droits allemands et par l'appui continu qu'elle accordait aux exigences et aux prétentions des Slaves.

Georg von Schoenerer n'était pas homme à faire les choses à moitié. Il entreprit la lutte contre l'Église avec la conviction que c'était la seule voie de salut pour le peuple allemand. La campagne du « schisme avec Rome » parut le moyen d'attaque le plus puissant – quoique le plus difficile – pour ruiner la citadelle ennemie. S'il avait réussi, on aurait eu raison de la malencontreuse scission religieuse en Allemagne ; et la force intérieure du Reich et de la nation allemande ne pouvait que gagner énormément à cette victoire.

Mais ni la prémisse ni la conclusion de cette lutte n'étaient justes.

Sans nul doute la force de résistance du clergé catholique allemand était bien inférieure, pour tout ce qui touchait le germanisme, à celle dont faisaient

preuve leurs confrères non allemands – principalement les Tchèques.

De même un ignorant, seul, pouvait ne pas voir que l'idée d'une défense active des intérêts allemands ne venait presque jamais au clergé allemand.

Mais quiconque n'était pas complètement aveugle devait aussi convenir qu'une circonstance, dont nous avons tous beaucoup à souffrir, nous Allemands, expliquait cette attitude : il s'agit de notre objectivité vis-à-vis de notre nationalité, tout comme vis-à-vis d'un objet quelconque.

Tandis que le prêtre tchèque adoptait une attitude subjective envers son peuple, et objective seulement envers l'Église, le curé allemand montrait un dévouement subjectif à l'égard de l'Église et restait objectif vis-à-vis de sa nation. C'est un phénomène que nous pouvons observer, pour notre malheur, dans mille autres cas. Il ne s'agit là nullement d'un héritage particulier du catholicisme, mais d'un mal qui, chez nous, ronge en peu de temps toute institution nationale ou même aux buts idéals.

Comparons, par exemple, l'attitude observée par nos fonctionnaires devant les tentatives de régénération nationale, avec celle qu'observerait cette corporation chez un autre peuple. Ou bien croit-on que le corps des officiers, dans un autre pays quelconque, aurait négligé

les aspirations de la nation en se retranchant derrière la formule « autorité de l'État », comme on le fait chez nous depuis cinq ans, tout naturellement, et en le jugeant presque particulièrement méritoire ? Les deux confessions n'adoptent-elles pas aujourd'hui dans la question juive un point de vue qui ne correspond ni aux intérêts nationaux, ni aux exigences véritables de la religion ? Que l'on compare donc l'attitude d'un rabbin juif dans toutes les questions intéressant tant soit peu les Juifs en tant que race, avec l'attitude de la plus grande partie de notre clergé, quelle que soit la confession envisagée.

Nous observons ce phénomène partout où il s'agit de la défense d'une idée abstraite.

« Autorité de l'État », « démocratie », « pacifisme », « solidarité internationale », etc., autant de notions qui deviennent chez nous presque toujours, des idées rigides, des dogmes doctrinaires, et tous les jugements sur les nécessités vitales de la nation sont portés exclusivement d'après ces conceptions.

Cette façon néfaste d'envisager tous les problèmes importants d'après une opinion préconçue, tue toute faculté de comprendre subjectivement un phénomène qui objectivement est en opposition avec la doctrine ; cela conduit finalement à un renversement des rôles entre les moyens et les buts. On s'opposera à toute

tentative de soulèvement national, s'il nécessite le renversement d'un gouvernement mauvais et nuisible : ce serait un attentat contre « l'autorité de l'État » ; et « l'autorité de l'État », aux yeux d'un de ces fanatiques de l'objectivité, ce n'est pas un moyen, mais un but en soi, qui suffit à remplir toute sa pitoyable vie. On protesterait, par exemple, avec indignation contre une tentative de dictature, même si son auteur était un Frédéric le Grand, et si tous les politiciens du moment n'étaient que des nains incapables ou même des individus peu recommandables ; c'est que, pour un pareil fétichiste des principes, les lois de la démocratie paraissent plus sacrées que le salut de la nation. L'un défendra donc la tyrannie la plus abjecte qui ait jamais ruiné un peuple, parce qu'elle personnifie à ce moment « l'autorité de l'État » ; l'autre va répudier le gouvernement le plus salubre, parce qu'il ne correspond pas à sa notion de la « démocratie ».

De même, notre pacifiste allemand fera silence sur les violences les plus sanglantes faites à la nation, même si elles viennent de la pire puissance militariste, et même si la résistance est le seul moyen de changer le cours des événements : un tel moyen serait en contradiction avec l'esprit de sa Société de la paix. Le socialiste international allemand peut être solidairement mis à sac par tout le reste du monde, il n'y répond que par une sympathie fraternelle et ne pense pas à la

vengeance, ni même à la défense – il est Allemand !

Cela peut être triste ; mais pour changer une chose, il faut d'abord s'en rendre compte.

C'est la même raison qui explique le faible appui qu'une partie du clergé allemand donne aux intérêts nationaux.

Ce n'est ni l'expression d'une mauvaise volonté consciente, ni la conséquence d'ordres « venus d'en haut » ; nous ne voyons, dans ce manque de résolution nationale, que les résultats d'une éducation défectueuse de la jeunesse dans le sens du germanisme, et les résultats de la domination complète d'une idée à laquelle on rend le culte d'une idole.

L'éducation dans le sens de la démocratie, du socialisme international, du pacifisme, etc., est tellement rigide et exclusive, c'est-à-dire, de leur point de vue, tellement subjective, que la vue d'ensemble que l'on a du monde se trouve influencée par cette attitude *a priori*, tandis que l'attitude envers le germanisme depuis la jeunesse est uniquement objective.

Pour autant qu'il est Allemand, le pacifiste qui se dévoue subjectivement corps et âme à son idée, recherchera à l'occasion de chaque menace contre son peuple – si injuste et si dangereuse soit-elle – de quel côté se trouve le droit objectif ; il ne se mettra jamais,

par pur instinct de conservation, dans les rangs de son troupeau pour combattre avec lui.

C'est encore le cas pour les différentes confessions, comme nous allons le montrer :

Le protestantisme par lui-même défend mieux les intérêts du germanisme, pour autant que cela correspond à son origine et à ses traditions : mais il devient impuissant au moment où cette défense des intérêts nationaux intéresse un domaine étranger au monde de ses idées et de son développement traditionnel, ou qui en est banni pour une raison quelconque.

Le protestantisme agit donc toujours au mieux des intérêts allemands tout autant qu'il est question de moralité ou de développement intellectuel nationaux, ou de la défense de l'esprit allemand, de la langue allemande et aussi de la liberté allemande ; tout cela se confond, en effet, avec les principes mêmes sur lesquels il s'appuie ; mais il combat aussitôt de la façon la plus hostile toute tentative de sauver la nation de l'étreinte de son ennemi le plus mortel, parce que son point de vue sur les Juifs est plus ou moins fixé d'avance dans ses dogmes. Et c'est juste le problème que l'on doit d'abord résoudre, sinon toutes les tentatives ultérieures de régénération ou de relèvement allemands sont et demeurent complètement impossibles et insensées.

Pendant mon séjour à Vienne, j'eus le temps et l'occasion d'analyser aussi cette question sans idée préconçue, et je pus constater dans le train-train quotidien que ce point de vue était mille fois justifié.

Dans ce foyer des nationalités les plus diverses, il ressortait aussitôt de manière évidente que, seul, le pacifiste allemand s'efforçait de considérer les intérêts de sa nation d'un point de vue objectif, tandis que le Juif ne le faisait jamais en ce qui concernait les intérêts du peuple juif ; il ressortait aussi que seul le socialiste allemand est « international » dans un sens qui ne lui permet pas de revendiquer les droits de son propre peuple autrement que par des plaintes et des pleurnichages devant les camarades internationaux ; jamais, au contraire, le Tchèque ni le Polonais ne le font ; bref, je reconnus dès lors que le mal venait moins des doctrines elles-mêmes, que de notre éducation entièrement défectueuse au point de vue de notre propre nationalité, à laquelle nous vouions ainsi un attachement moins exclusif.

Le premier argument théorique de la lutte du mouvement pangermaniste contre le catholicisme en soi se trouve ainsi réfuté.

Qu'on élève le peuple allemand dès sa jeunesse à reconnaître exclusivement les droits de sa propre race ; qu'on n'empoisonne point les cœurs des enfants par

notre maudite « objectivité » dans les questions qui ont trait à la défense de notre personnalité ; alors – même dans le cas d'un gouvernement radical – on verra, comme en Irlande, en Pologne ou en France, que le catholique en Allemagne sera aussi toujours un Allemand.

J'en vois la preuve la plus frappante dans cette époque où, pour la dernière fois, notre peuple dut comparaître devant le tribunal de l'histoire pour défendre son existence dans une lutte à mort.

Tant que la direction d'en haut ne vint pas à manquer, le peuple a rempli tout son devoir de la façon la plus entière. Le pasteur protestant comme le curé catholique contribuèrent grandement tous deux au maintien de notre force de résistance, non seulement au front, mais surtout à l'arrière. Dans ces années, et surtout dans le premier enthousiasme, il n'y eut véritablement dans les deux camps qu'un empire allemand unique et sacré ; pour l'existence et l'avenir duquel chacun adressait des prières à son ciel à lui.

Le mouvement pangermaniste aurait dû se poser la question : la conservation de l'élément allemand en Autriche est-elle compatible avec la religion catholique ou non ? Dans le cas d'une réponse affirmative, ce parti politique ne devait point se mêler aux problèmes religieux ou confessionnels ; si la réponse était

négative, c'est une réforme religieuse et non un parti politique qui était nécessaire.

Celui qui pense arriver à une réforme religieuse par le détour d'une organisation politique révèle seulement par là qu'il n'a pas la moindre compréhension de l'évolution des conceptions religieuses, ou même des dogmes, et de ce qui la détermine pour les Églises.

C'est le cas de dire qu'on ne peut servir deux maîtres à la fois. Je considère d'ailleurs que la fondation ou la destruction d'une religion est un geste plus grand et d'une tout autre nature que la fondation ou la destruction d'un État ; je ne parle pas d'un parti.

Qu'on ne dise point que ces attaques ne furent que la riposte aux attaques adverses !

Certes, en tous temps, il se trouve des individus sans conscience qui ne craignent pas d'utiliser la religion comme instrument de leur louche trafic politique (car il ne saurait guère s'agir d'autre chose avec de pareils gaillards) ; mais il est certain aussi que l'on ne peut rendre la religion ou la confession responsables pour les quelques gredins qui en abusent, tout comme ils auraient sûrement abusé de n'importe quelle institution pour assouvir leurs instincts grossiers.

Rien ne saurait mieux convenir à un pareil vaurien parlementaire que de lui donner l'occasion, tout au

moins après compte, de justifier sa spéculation politique. Aussitôt qu'on rend la religion ou la confession responsables de sa vilenie individuelle, et qu'on les attaque à grands cris, ce menteur appelle tout le monde à témoin ; et d'attester combien son attitude était justifiée, et que ce n'est qu'à lui et à son éloquence que l'on doit rendre grâce pour le sauvetage de la religion et de l'Église. Le monde, qui est aussi bête qu'il a la mémoire courte, ne reconnaît pas alors le véritable auteur du conflit dans celui qui crie si fort, ou ne s'en souvient plus ; et le gremlin, en somme, est arrivé à ses fins.

Un pareil renard rusé sait fort bien que tout cela n'a rien à voir avec la religion ; raison de plus de rire sous cape ; tandis que son adversaire honnête, mais malhabile, perd à ce jeu, quitte un jour à s'en retirer complètement, désespérant de la bonne foi de l'humanité.

Mais, à un autre point de vue encore, il serait injuste de rendre la religion, en tant que religion, ou même l'Église, responsable des fautes de chacun. En comparant la grandeur des organisations religieuses qu'on a devant les yeux avec l'imperfection ordinaire de l'homme en général, on doit reconnaître que la proportion entre les bons et les mauvais est à l'avantage des milieux religieux. On trouve naturellement aussi

dans le clergé des gens qui se servent de leur mission sacrée dans l'intérêt de leurs ambitions politiques, des gens qui, dans la lutte politique, oublient d'une façon regrettable qu'ils devraient être les dépositaires d'une vérité supérieure et non les protagonistes du mensonge et de la calomnie ; mais pour un seul de ces indignes, on trouve mille et plus d'honnêtes ecclésiastiques, entièrement fidèles à leur mission, qui émergent comme des îlots au-dessus du marécage de notre époque mensongère et corrompue.

Aussi peu que je condamne et que j'aie le droit de condamner l'Église elle-même, quand un individu corrompu, revêtu de la robe de prêtre, commet un crime crapuleux contre les mœurs, aussi peu j'en ai le droit quand un autre, dans le nombre, souille et trahit sa nationalité, surtout dans une époque où on le voit tous les jours. Et de nos jours surtout, il ne faut pas non plus oublier que, pour un seul de ces Éphialtès, on trouvera des milliers de prêtres dont le cœur saigne des malheurs de leur nation, et qui souhaitent aussi ardemment que les meilleurs de leurs compatriotes l'arrivée du jour où le ciel nous sourira enfin de nouveau.

À celui qui répond qu'il ne s'agit pas ici des petits problèmes du jour, mais bien de questions de principe ou de dogme, il faut nécessairement répondre comme suit :

Si tu te crois élu pour proclamer la vérité, fais-le ; mais aie alors le courage de le faire non pas par le détour d'un parti politique – ce qui est un subterfuge – mais en remplaçant le présent mauvais par ton avenir meilleur.

Si le courage te manque, ou si ce meilleur n'est pas tout à fait clair à toi-même, alors retire ta main ; en aucun cas, n'essaie d'obtenir par la voie détournée d'une organisation politique ce que tu n'oses point revendiquer, la visière relevée.

Les partis politiques n'ont rien à voir avec les questions religieuses pour autant que les répercussions de ces dernières ne vont point contre la vie nationale, et ne minent pas la morale de la race ; de même, on ne doit pas mêler la religion à la lutte des partis politiques.

Quand des dignitaires de l'Église se servent d'institutions ou même de doctrines religieuses pour porter atteinte à leur race, on ne doit jamais les suivre dans cette voie, ni les combattre par les mêmes armes. *Les idées et les institutions religieuses de son peuple doivent rester toujours inviolables pour le chef politique ; sinon, qu'il cesse d'être un homme politique et qu'il devienne un réformateur, s'il en a l'étoffe !* Une autre attitude, en Allemagne surtout, doit conduire à une catastrophe.

En étudiant le mouvement pangermaniste et sa lutte

contre Rome, je suis arrivé alors, et surtout dans le cours des années suivantes, à la conclusion qui suit : le manque de compréhension que ce mouvement a eu pour la question sociale l'a privé des masses populaires, seules propres à la lutte ; l'entrée au Parlement brisa la puissance de son élan et lui inculqua toutes les faiblesses de cette institution : la lutte contre l'Église catholique le rendit indésirable dans de nombreux milieux, et lui enleva d'innombrables éléments parmi les meilleurs que la nation comptait dans ses rangs. Le résultat pratique du *Kulturkampf* autrichien fut presque égal à zéro.

On réussit, il est vrai, à arracher à l'Église environ cent mille membres, mais sans qu'elle en ait éprouvé grand dommage. Elle n'eut pas à verser de larmes en voyant partir ces « brebis » perdues : elle ne perdit que ce qui, intérieurement, ne lui appartenait plus entièrement depuis longtemps. Ce fut toute la différence entre cette nouvelle Réforme et celles de jadis : alors, nombre des meilleurs se détournèrent de l'Église par conviction religieuse intime ; maintenant, ce n'étaient que les tièdes qui s'éloignaient, et cela pour des « considérations » d'essence politique.

Mais c'est justement du point de vue politique que ce résultat fut risible et triste en même temps.

Une fois encore, un mouvement politique qui aurait

pu sauver la nation allemande, mouvement plein de promesses de succès, avait péri parce qu'il n'avait pas été conduit avec le brutal réalisme nécessaire, parce qu'il s'était égaré dans des domaines où il ne pouvait que se désagréger.

On ne peut douter d'une chose :

Le mouvement pangermaniste n'aurait jamais commis cette erreur s'il n'avait pas aussi mal compris la psychologie des grandes masses. Si ses chefs avaient su que, pour réussir, on ne doit jamais, et ceci par considération purement psychologique, désigner à la masse plusieurs adversaires – ce qui entraîne immédiatement un éparpillement complet des forces combattives – la pointe d'attaque du mouvement pangermaniste aurait été dirigée contre un seul adversaire. Rien n'est aussi dangereux pour un parti politique que de se laisser diriger dans ses décisions par des hâbleurs neurasthéniques qui entreprennent tout et qui n'atteignent jamais leurs buts.

Même si telle ou telle confession donne vraiment prise à la critique, un parti politique ne doit jamais oublier le fait que l'Histoire n'enregistre aucun exemple où un parti purement politique, dans des circonstances analogues, ait pu aboutir à une réforme religieuse. On n'étudie pas l'histoire pour oublier ses leçons au moment même où il s'agit de les appliquer dans la

pratique ; ou bien pour penser que leurs vérités séculaires peuvent ne plus être appliquées parce que la situation actuelle est tout autre ; on l'étudie pour en retirer des enseignements pour le présent. Celui qui n'est pas capable de faire cela, ne doit point s'imaginer qu'il est un chef politique ; il n'est en réalité qu'un pitre plat, quoique souvent présomptueux, et toute sa bonne volonté ne peut excuser son incapacité pratique.

En général, l'art de tous les vrais chefs du peuple de tous les temps consiste surtout à concentrer l'attention du peuple sur un seul adversaire, à ne pas la laisser se disperser. Plus cette assertion de la volonté de combat d'un peuple est concentrée, plus grande est la force d'attraction magnétique d'un pareil mouvement, plus massive est sa puissance de choc. L'art de suggérer au peuple que les ennemis les plus différents appartiennent à la même catégorie est d'un grand chef. Au contraire, la conviction que les ennemis sont multiples et variés devient trop facilement, pour des esprits faibles et hésitants, une raison de douter de leur propre cause.

Aussitôt que la masse se voit en lutte contre beaucoup d'ennemis, elle se pose cette question : est-il possible que tous les autres aient vraiment tort et que, seul, notre mouvement soit dans son droit ?

C'est alors que ses forces se paralysent. C'est pour cela qu'il faut toujours mettre dans le même tas une

pluralité d'adversaires les plus variés, pour qu'il semble à la masse de nos propres partisans que la lutte est menée contre un seul ennemi. Cela fortifie la foi dans son propre droit et augmente son exaspération contre ceux qui s'y attaquent.

Le mouvement pangermaniste de jadis n'a pas compris cela, ce qui compromit son succès.

Il avait vu juste le but, son vouloir était pur, mais le chemin qu'il choisit était faux. On peut le comparer à l'homme qui, voulant atteindre la cime d'une montagne, ne la perd pas de vue et se met en route plein de résolution et de force, mais qui n'accorde aucune attention au chemin, et qui, fixant de ses regards le but de son ascension, ne voit et n'examine point les possibilités de la montée, et échoue finalement à cause de cela.

On peut observer le contraire en tout chez son grand concurrent, le parti chrétien-social.

Le chemin qu'il prit fut choisi judicieusement, mais ce qui lui manqua, ce fut une claire conception du but. Presque dans tous les domaines où le mouvement pangermaniste commit des fautes, l'action du parti chrétien-social fut efficace et logique.

Il savait l'importance des masses et il le prouva dès le premier jour par le caractère prononcé de sa politique

sociale. En s'orientant surtout vers la conquête des artisans, petits ou moyens, il recruta des partisans aussi fidèles que tenaces et prêts aux sacrifices. Il évita toute lutte contre les institutions religieuses, et s'assura par cela l'appui de cette puissante organisation que l'Église est actuellement. Il n'eut en conséquence qu'un seul véritable adversaire. Il reconnut la nécessité d'une propagande grandiose et atteignit à la virtuosité dans l'art d'en imposer aux masses.

S'il ne put cependant atteindre l'objet de ses rêves, le sauvetage de l'Autriche, cela s'explique par la mauvaise voie qu'il choisit, aussi bien que par le manque de clarté de ses buts.

L'antisémitisme du nouveau mouvement se basait sur des conceptions religieuses et non sur les principes racistes. La même raison qui fit commettre cette erreur provoqua aussi une seconde erreur.

Les fondateurs du parti chrétien-social pensaient que si ce parti voulait sauver l'Autriche, il ne pouvait pas s'appuyer sur le principe de la race, parce qu'une dissolution générale de l'État en serait résultée en peu de temps. Surtout la situation à Vienne, à l'avis des chefs du parti, exigeait qu'on laissât de côté tous les éléments de divergences et qu'on soulignât tous les motifs d'union.

Vienne, à cette époque, contenait déjà des fractions

ethniques variées, des Tchèques surtout, et, seule, la plus grande tolérance dans toutes les questions de race pouvait encore les empêcher de former un parti franchement anti-allemand. On s'efforça donc de gagner surtout les petits artisans tchèques, très nombreux, par la lutte contre le libéralisme manchestrien ; et on crut trouver un mot d'ordre de combat, unissant par-dessus toutes les divergences nationales l'ancienne Autriche, dans la lutte contre les Juifs sur une base religieuse.

Il est clair qu'une lutte contre les Juifs sur une telle base ne pouvait leur causer que des soucis bien minimes. Dans le pire des cas, une ondée d'eau de baptême pouvait toujours sauver le Juif et son commerce.

Avec des motifs aussi superficiels, on n'arriva jamais à une analyse scientifique sérieuse de tout le problème, ce qui détourna du parti chrétien-social tous ceux qui ne pouvaient pas comprendre ce genre d'antisémitisme. La force d'attraction de cette idée se réduisit à un milieu d'intelligence bornée, parce qu'on ne voulait pas aller, au-delà du simple sentiment, vers une compréhension véritable. Les intellectuels restèrent hostiles par principe. De plus en plus, il apparut qu'il ne s'agissait, dans toute cette affaire, que d'une nouvelle tentative de convertir les Juifs ou bien, que ce n'était

que l'expression de l'envie de concurrents. La lutte manqua, de ce chef, de l'empreinte d'une consécration philosophique ; elle sembla à bien des gens – et ce n'étaient pas les moindres – immorale et répréhensible. La conviction qu'il s'agissait ici d'une question vitale pour toute l'humanité, que le sort de tous les peuples non juifs dépendait de sa solution, n'était pas déçagée.

Cette façon de ne faire les choses qu'à moitié réduisit à néant la valeur de l'orientation antisémite du parti chrétien-social.

Ce ne fut qu'un pseudo-antisémitisme, presque plus dangereux que son contraire ; on s'endormit en sécurité, croyant tenir l'adversaire par les oreilles, tandis qu'en réalité, c'était lui qui vous menait par le nez.

Et le Juif s'habitua bientôt si bien à ce genre d'antisémitisme que sa disparition l'aurait sûrement plus chagriné que son existence ne le gênait.

On avait dû imposer là de lourds sacrifices à l'idée de l'État basé sur la nationalité, mais on en fit de plus lourds encore dans la défense du germanisme.

On n'osait être « nationaliste » si l'on ne voulait pas sentir se dérober le terrain sous ses pieds, même à Vienne. On espérait sauver l'État des Habsbourg en évitant doucement cette question ; et on l'entraîna par là même à sa perte. Le mouvement perdit de cette façon la

puissante source d'énergies qui, seule, pouvait fournir à la longue la force motrice nécessaire à un parti politique. Le mouvement chrétien-social devint à cause de cela un parti comme n'importe quel autre.

J'ai observé jadis les deux mouvements de la façon la plus attentive, l'un avec la pulsation même de mon cœur, l'autre par admiration pour cet homme rare qui me paraissait alors déjà l'âpre symbole de tout le peuple allemand d'Autriche.

Quand l'imposante procession funèbre, à la mort du bourgmestre, se mit en mouvement de l'hôtel de ville vers la Ringstrasse, je me trouvais parmi les centaines de milliers de personnes qui assistaient à cette triste cérémonie. À mon émotion intérieure se mêlait le sentiment que toute l'œuvre de cet homme avait été vaine, parce que le sort menait cet État inexorablement à sa perte. Si le D^r Karl Lueger avait vécu en Allemagne, il eût pris rang parmi les premières têtes de notre peuple ; ce fut un malheur pour son œuvre et pour lui-même qu'il vécût dans cet État impossible.

Quand il mourut, de petites flammes jaillissaient déjà plus avidement de mois en mois, sur les Balkans ; le sort eut la clémence de lui épargner la vue de ce qu'il avait encore espéré pouvoir éviter.

Je m'efforçai de trouver les causes de l'impuissance du premier de ces mouvements et de l'insuccès de

l'autre, et j'arrivai à la conviction profonde qu'indépendamment de l'impossibilité d'arriver dans la vieille Autriche à un renforcement de l'État, les erreurs des deux partis furent les suivantes :

Le mouvement pangermaniste avait raison dans sa conception de principe d'une régénération allemande, mais il fut malheureux dans le choix des moyens. Il fut nationaliste, mais, hélas ! il ne fut pas assez social pour gagner les masses. Son antisémitisme reposait sur une juste compréhension du problème des races et non sur des conceptions religieuses. Mais sa lutte contre une confession déterminée était une faute de principe et de tactique.

Le mouvement chrétien-social n'avait aucune conception nette sur le but de la régénération allemande, mais il fut intelligent et heureux dans le choix de son chemin comme parti. Il comprit l'importance de la question sociale, mais il se trompa dans sa lutte contre les Juifs et n'eut aucune idée de la puissance de l'idée nationaliste.

Si le parti chrétien-social avait uni, à sa compréhension des masses, une conception plus juste de l'importance du problème des races, comme l'avait le mouvement pangermaniste, s'il était enfin devenu nationaliste lui-même – ou bien, au contraire, si le mouvement pangermaniste, avec sa juste notion du

problème juif et de l'importance de l'idée nationaliste, avait adopté la sagesse pratique du parti chrétien-social et surtout son attitude en face du socialisme – alors, nous aurions vu un mouvement qui eût pu, je crois, jouer avec succès son rôle dans les destinées allemandes. S'il n'en advint pas ainsi, la faute en est pour la plus grande part à l'essence de l'État autrichien.

Comme je ne trouvais dans aucun des partis l'incarnation de mes idées, je ne pus me décider à entrer dans l'une des organisations existantes pour combattre dans ses rangs. J'estimais déjà que tous ces mouvements politiques étaient ratés, et qu'ils étaient incapables de mener à bout une régénération nationale du peuple allemand vraiment profonde, et non purement extérieure.

Mon aversion intime envers l'État habsbourgeois augmenta de plus en plus à cette époque.

Plus je commençai à m'occuper des questions de politique étrangère, plus la conviction prenait racine en moi que ce fantôme d'État ne pouvait faire que le malheur des Allemands. Je voyais chaque jour plus clairement que le sort de la nation allemande se déciderait non pas en Autriche, mais dans le Reich lui-même. Non seulement pour des raisons de politique générale, mais aussi de culture dans son ensemble.

L'État autrichien montrait sur le terrain de la culture

et de l'art aussi tous les signes de la décrépitude ou du moins de l'insignifiance complète pour la nation allemande. Tel était surtout le cas dans le domaine de l'architecture. L'art nouveau ne pouvait remporter en Autriche de grands triomphes en cette matière, parce que, depuis l'achèvement de la Ringstrasse, on ne trouvait plus à Vienne que des tâches insignifiantes en comparaison des plans qui se développaient en Allemagne.

Je commençai donc à mener une double vie : la raison et la réalité me dictaient de continuer mon apprentissage amer mais fécond en Autriche ; mais le cœur n'y était plus.

Un mécontentement déprimant s'empara de moi après que j'eus reconnu le vide intérieur de cet État et l'impossibilité de le sauver ; mais, en même temps, je pressentais avec certitude que tout ce qu'il ferait, ce serait le malheur du peuple allemand.

J'étais persuadé que cet État devait réduire et entraver tout Allemand véritablement grand, tandis qu'au contraire il devait favoriser toute activité non-allemande.

Le conglomerat de races que montrait la capitale de la monarchie, tout ce mélange ethnique de Tchèques, de Polonais, de Hongrois, de Ruthènes, de Serbes et de Croates, etc., me paraissait répugnant, sans oublier le

bacille dissolvant de l'humanité, des Juifs et encore des Juifs.

Cette ville gigantesque me paraissait l'incarnation de l'inceste.

Le langage allemand de ma jeunesse, c'était le dialecte qu'on parle en Basse Bavière : je ne pouvais ni l'oublier ni m'assimiler le jargon viennois. Plus je vivais dans cette ville, plus ma haine devenait vive contre ce mélange de peuples étrangers qui commençait à entamer ce vieux centre de culture allemande.

L'idée qu'on dût prolonger encore les jours de cet État me paraissait franchement ridicule.

L'Autriche, à cette époque, était comme une vieille mosaïque dont le ciment qui tient les pièces ensemble est devenu vieux et fragile ; aussi longtemps qu'on ne touche pas à ce chef-d'œuvre, il vous leurre encore d'un semblant d'existence ; mais sitôt qu'on lui porte un coup, il se brise en mille morceaux. Il ne s'agissait plus que du moment où le coup serait porté.

Mon cœur a toujours battu pour l'empire allemand et non pour la monarchie autrichienne ; l'heure de la dissolution de cet État me paraissait toujours le début de la libération de la nation allemande.

Toutes ces causes provoquèrent en moi le désir toujours plus fervent d'aller là-bas où, depuis ma

jeunesse, m'attiraient des rêves secrets et un secret amour.

J'espérais me faire plus tard un nom comme architecte, et pouvoir rendre à ma nation des services sincères dans le cadre – petit ou grand – que le sort me réserverait.

Enfin, je voulais être de ceux qui ont le bonheur de vivre et d'agir à la place d'où doit venir la réalisation du vœu le plus ardent de leur cœur : la réunion de ma patrie bien-aimée à la grande patrie commune, au Reich allemand.

Ceux qui ne comprendront pas la force de ce désir sont encore nombreux aujourd'hui ; mais je m'adresse à ceux à qui le sort a refusé jusqu'à présent ce bonheur, ainsi qu'à ceux qui en ont été cruellement privés ; je m'adresse à tous ceux qui, séparés de la mère-patrie, doivent lutter même pour le trésor sacré de la langue natale, qui sont poursuivis et malmenés pour leur attachement fidèle à la patrie, et qui attendent avec une ferveur douloureuse l'heure qui leur permettra de retourner au cœur de leur mère bien-aimée ; je m'adresse à tous ceux-là, et je sais : ils me comprendront !

Seul celui qui sent dans toutes ses fibres ce que signifie d'être Allemand sans pouvoir appartenir à la chère patrie, pourra mesurer la nostalgie profonde qui

brûle en tout temps dans les cœurs des enfants séparés d'elle. Cette nostalgie torture tous ceux qui en sont hantés, elle leur refuse toute joie et tout bonheur jusqu'à ce que s'ouvrent enfin les portes de la patrie, et que le sang commun trouve paix et repos dans l'empire commun.

Vienne fut et resta pour moi l'école la plus dure, mais aussi la plus fructueuse de ma vie. Je suis arrivé dans cette ville encore à demi enfant, et quand je la quittai j'étais un homme taciturne et sérieux. J'y reçus les fondements de ma conception générale de la vie et, en particulier, une méthode d'analyse politique ; je les ai plus tard complétés sous quelques rapports, mais je ne les ai jamais abandonnés. Il est vrai que ce n'est que maintenant que je puis apprécier à sa pleine valeur les leçons de ces années-là.

J'ai décrit cette période avec plus de détails, parce que j'y reçus mes premières leçons de choses dans les questions fondamentales pour le parti qui, après les plus modestes débuts, en cinq ans à peine, commence à devenir un grand mouvement des masses. Je ne sais pas quelle aurait été mon attitude envers les Juifs, envers la Social-Démocratie, même envers tout le marxisme, envers la question sociale, etc., si un capital d'opinions personnelles ne s'était amassé en moi depuis mes jeunes années, en partie sous la pression du destin, en

partie grâce à mes études personnelles.

Car, si les malheurs de la patrie ont pu faire réfléchir des milliers et des milliers de gens sur les causes intérieures de son effondrement, cela ne conduit jamais à cette solidité et à cette pénétration profonde, accessibles seulement à ceux qui sont devenus maîtres de leur destin après des années de lutte.

Chapitre IV

Munich.

Au printemps de 1912, je partis définitivement pour Munich.

La ville proprement dite m'était aussi familière que si j'avais séjourné dans ses murs pendant des années. C'est que mes études m'avaient maintes fois conduit à cette métropole de l'art allemand. Non seulement on n'a pas vu l'Allemagne quand on ne connaît pas Munich, mais surtout on ne connaît rien de l'art allemand quand on n'a pas vu Munich.

Quoi qu'il en soit, cette époque de l'avant-guerre fut la plus heureuse de ma vie. Mon salaire était encore tout à fait dérisoire, mais je ne vivais certes pas pour peindre : je peignais pour m'assurer ainsi des possibilités d'existence, ou plutôt pour me permettre de continuer d'apprendre. J'avais la conviction absolue qu'un jour cependant, je finirais par arriver au but que je m'étais fixé. Et ceci suffisait à me faire supporter aisément et sans souci les autres petits tracés de

l'existence.

À cela s'ajoutait encore le profond amour qui me saisit pour cette ville, presque dès la première heure de mon séjour, sentiment que je n'éprouve au même degré pour aucun autre lieu. Voilà une ville allemande ! (Quelle différence avec Vienne ! Cela me faisait mal rien que de penser à cette Babylone de races.) Ajoutez à cela le dialecte, beaucoup plus proche du mien, et qui, surtout dans mon entourage de Bas-Bavarois, me rappelait souvent ma jeunesse. Mille choses m'étaient ou me devinrent profondément chères et précieuses. Mais ce qui m'attirait le plus c'était ce merveilleux mariage de force spontanée et de sentiment artistique délicat, cette perspective unique qui va de la Hofbräuhaus à l'Odéon, de l'Oktoberfest à la Pinacothèque, etc. Que je sois aujourd'hui attaché à cette ville plus qu'à aucun autre lieu au monde tient sans doute au fait qu'elle est et demeure indissolublement liée à mon développement. Mais le fait que j'ai eu la chance d'y trouver une véritable satisfaction intérieure, doit être attribué seulement au charme que la merveilleuse ville royale des Wittelsbach exerce sur tout homme doté non seulement d'une froide raison, mais aussi d'une âme sensible.

À Munich, indépendamment de l'exercice de ma profession, j'étais surtout attiré par l'étude suivie des

événements politiques, et plus particulièrement des événements politiques extérieurs. J'arrivai à la politique extérieure par le détour de la politique allemande d'alliances, que je tenais déjà pour absolument fausse lorsque j'étais encore en Autriche. Mais à Vienne je ne voyais pas clairement à quel point le Reich s'illusionnait. J'étais alors porté à admettre – ou peut-être voulais-je voir là une excuse – que l'on savait peut-être déjà à Berlin combien l'allié serait en réalité faible, mais que, pour des raisons plus ou moins mystérieuses, on dissimulait cette conviction sous le souci de continuer la politique d'alliance instaurée jadis par Bismarck, et dont la rupture soudaine n'apparaissait pas comme souhaitable, soit pour ne donner en aucune façon l'éveil à l'étranger aux aguets, soit pour ne pas inquiéter le pays lui-même.

Mes contacts avec le peuple me montrèrent bientôt à ma grande frayeur que cette opinion était fausse. Étonné, je dus constater que partout, même dans les milieux cultivés, l'on n'avait pas la moindre lueur sur ce qu'était la monarchie des Habsbourg. Dans le peuple même, on avait l'illusion que l'allié pouvait être regardé comme une puissance sérieuse qui, à l'heure du péril, mettrait aussitôt sur pied une grande force militaire ; on tenait toujours la monarchie pour un État « allemand », et l'on croyait pouvoir tableur là-dessus. On pensait que la force, ici encore, pouvait se mesurer

au nombre, à peu près comme en Allemagne, et l'on oubliait complètement, d'abord que l'Autriche avait cessé depuis longtemps d'être un État allemand, ensuite que d'heure en heure la situation intérieure de cet empire menaçait davantage ruine.

Je connaissais mieux cette situation que la « diplomatie » dite officielle qui, comme presque toujours, marchait en aveugle à son destin. Les sentiments du peuple ne pouvaient refléter, en effet, ce que l'on donnait en pâture, en haut lieu, à l'« opinion publique ». Et en haut lieu, on avait pour l'« allié » le même culte que pour le Veau d'or. On pensait peut-être remplacer par de l'amabilité ce qui manquait de sincérité. Et l'on prenait toujours les mots pour de l'argent comptant.

Déjà la colère me prenait, à Vienne, quand je considérais la différence qui apparaissait parfois entre les discours officiels des hommes d'État et les articles des journaux viennois. Encore Vienne était-elle une ville allemande au moins en apparence. Mais quel changement lorsque, loin de Vienne ou mieux, loin de l'Autriche allemande, on arrivait dans les provinces slaves de l'Empire ! Il suffisait de jeter un coup d'œil sur les journaux de Prague pour savoir comment on jugeait là-bas toute cette comédie de la Triplice. Il n'y avait pour ce « chef-d'œuvre de diplomatie » que

dérision et sanglante ironie. En pleine paix, alors même que les deux empereurs échangeaient le baiser d'amitié, on ne dissimulait nullement que l'alliance serait dénoncée le jour où l'on chercherait à la faire descendre du domaine imaginaire de l'idéal des Niebelungen dans la réalité pratique.

Comment donc a-t-on pu s'étonner, quelques années plus tard, lorsque, venue l'heure où les alliances devaient être réalisées, l'Italie se retira brutalement de la Triplice, plantant là ses deux alliés, et passa même à l'ennemi. Que l'on ait pu croire auparavant une seule minute à ce miracle que l'Italie combattrait aux côtés de l'Autriche, paraissait purement incompréhensible à quiconque n'était pas frappé d'aveuglement diplomatique. Telle était pourtant l'exacte situation en Autriche.

Les Habsbourg et les Allemands soutenaient seuls dans ce pays l'idée de l'alliance. Les Habsbourg par calcul et par nécessité, les Autrichiens allemands en toute bonne foi... et en toute stupidité politique. En toute bonne foi, parce qu'ils pensaient, par la Triplice, rendre un grand service à l'empire allemand, le fortifier et lui porter secours ; par stupidité politique aussi, non seulement parce que leur espoir était irréalisable, mais aussi parce qu'ils contribuaient ainsi à enchaîner le Reich à ce cadavre d'État, qui allait les entraîner avec

lui à l'abîme. Surtout, du fait même de cette alliance, les Autrichiens allemands étaient plus fatalement encore voués à la dégermanisation. En effet, outre que les Habsbourg croyaient pouvoir être assurés par l'alliance avec le Reich contre une invasion de ce côté – et malheureusement ils pouvaient l'être à bon droit – il leur était de ce fait plus facile et moins dangereux de poursuivre leur politique intérieure de refoulement du germanisme. Ce n'est pas seulement parce qu'avec l'« objectivité » bien connue, on n'avait pas à craindre de protestation de la part du gouvernement du Reich, mais aussi parce qu'en faisant en toute occasion montre de l'alliance, on pouvait imposer silence aux voix indiscretes qui s'élevaient parmi les Autrichiens allemands eux-mêmes contre un mode par trop infâme de slavisation.

Que restait-il donc à faire à l'Allemand en Autriche, alors que l'Allemagne du Reich elle-même reconnaissait le gouvernement des Habsbourg et lui exprimait sa confiance ? Devait-il résister pour être ensuite marqué d'infamie aux yeux de tous les Allemands comme traître à son propre peuple ? Lui qui précisément avait, depuis des dizaines d'années, consenti pour lui les sacrifices les plus fabuleux !

Mais que vaudrait cette alliance le jour où le germanisme aurait été extirpé de la monarchie des

Habsbourg ? Est-ce que la valeur de la Triple Alliance pour l'Allemagne ne dépendait pas directement du maintien de la prépondérance allemande en Autriche ? Ou bien, croyait-on réellement pouvoir vivre allié à un empire slave des Habsbourg ?

La position prise par la diplomatie officielle allemande, ainsi que par toute l'opinion publique, dans le problème des nationalités à l'intérieur de l'Autriche, n'était donc pas seulement stupide mais purement insensée : on bâtissait sur une alliance l'avenir et la sécurité d'un peuple de 70 millions d'âmes, et on assistait d'année en année à la destruction certaine, systématique et délibérée de la part du partenaire, de la seule base possible pour cette alliance. Il resterait donc un jour un « traité » avec la diplomatie viennoise, mais rien comme aide effective d'allié de l'empire.

Pour l'Italie, tel était d'ailleurs le cas depuis le début.

Si, en Allemagne, on avait seulement étudié un peu plus clairement l'histoire et la psychologie des peuples, on n'aurait pu croire à aucun moment que le Quirinal et le Palais impérial de Vienne pussent jamais aller côte à côte au combat. L'Italie entière eut été un volcan, avant qu'un gouvernement ait pu seulement essayer de pousser un seul soldat italien autrement qu'en adversaire sur le champ de bataille de l'État des

Habsbourg si fanatiquement haï. Plus d'une fois j'ai vu éclater à Vienne le mépris passionné et la haine intense avec laquelle l'Italien était soi-disant « attaché » à l'État autrichien. Les fautes de la maison des Habsbourg contre la liberté et l'indépendance italiennes au cours des siècles étaient trop grandes pour pouvoir être oubliées, l'eût-on voulu. Et cette volonté faisait tout à fait défaut, aussi bien dans le peuple que dans le gouvernement italien. De ce fait, il n'y avait pour l'Italie que deux *modi vivendi* avec l'Autriche : l'alliance ou la guerre.

Tout en choisissant le premier, on pouvait tranquillement se préparer au second.

Depuis surtout que les rapports de l'Autriche et de la Russie tendaient de plus en plus vers une explication par les armes, la politique allemande d'alliances était aussi dépourvue de sens que dangereuse.

Cas classique d'absence de toute diplomatie juste et de quelque ampleur.

Pourquoi surtout concluait-on une alliance ? C'était seulement dans le but d'assurer ainsi l'avenir du Reich mieux qu'il ne l'aurait seul et livré à lui-même. Cet avenir du Reich se ramenait à maintenir les possibilités d'existence du peuple allemand.

La question ne pouvait donc s'énoncer qu'ainsi :

quelle forme doit prendre, dans un avenir palpable, la vie de la nation allemande, et comment peut-on ensuite assurer à ce développement les fondements nécessaires et la sécurité requise, dans le cadre des relations générales des puissances européennes ?

En considérant clairement les prévisions d'activité extérieure de la politique allemande, on ne pouvait manquer de se convaincre de ceci :

La population de l'Allemagne augmente chaque année de près de 900 000 âmes. La difficulté de nourrir cette armée de nouveaux citoyens doit s'accroître d'année en année et finir un jour par une catastrophe, si on n'arrive pas à trouver les voies et moyens de prévenir en temps utile ce danger de famine.

Il y avait quatre moyens d'éviter une éventualité aussi effroyable.

1° On pouvait, suivant l'exemple français, restreindre artificiellement l'accroissement des naissances et prévenir ainsi le surpeuplement.

Certes la nature elle-même prend soin, aux époques de disette ou de mauvaises conditions climatiques, ou dans les régions à sol pauvre, de limiter l'accroissement de la population pour certains pays ou certaines races. D'ailleurs avec une méthode aussi sage que décisive, elle ne fait pas obstacle à la faculté procréatrice

proprement dite, mais à la subsistance de l'individu procréé, soumettant celui-ci à des épreuves et des privations si dures que tout ce qui est moins fort, moins sain, est forcé de rentrer dans le néant. Ceux à qui elle permet toutefois de surmonter les rigueurs de l'existence sont à toute épreuve, rudes et bien aptes à engendrer à leur tour, afin que la même sélection fondamentale puisse recommencer. La nature en procédant ainsi brutalement à l'égard de l'individu, et en le rappelant à elle instantanément s'il n'est pas de taille à affronter la tourmente de la vie, maintient fortes la race et l'espèce et atteint aux plus hautes réalisations.

Ainsi la diminution du nombre rend plus fort l'individu, donc, en fin de compte, l'espèce.

Il en est autrement lorsque l'homme se met en devoir de limiter sa progéniture. Il n'est pas taillé du même bois que la nature, il est « humain » ; il s'y entend mieux qu'elle, cette impitoyable reine de toute sagesse ! Il ne met pas d'obstacles au développement de l'individu procréé, mais bien à la reproduction elle-même. À lui qui ne voit jamais que sa personne, et jamais la race, cela semble plus humain et plus juste que la méthode inverse. Malheureusement, les suites aussi sont inverses :

Tandis que la nature, tout en laissant les hommes libres de procréer, soumet leur descendance à une très

dure épreuve – et parmi les individus en surnombre choisit les meilleurs comme dignes de vivre, les garde seuls et les charge de conserver l'espèce – l'homme limite la procréation, mais s'obstine, par contre, à conserver à tout prix tout être, une fois né. Ce correctif à la volonté divine lui semble aussi sage qu'humain, et il se réjouit, ayant sur ce nouveau point vaincu la nature, d'en avoir bien prouvé l'insuffisance. Que le nombre soit vraiment limité, mais qu'en même temps la valeur de l'individu soit amoindrie, le cher petit singe du Père éternel ne s'en apercevra qu'à contrecœur.

Car aussitôt que la faculté procréatrice proprement dite se trouve limitée et que le chiffre des naissances se trouve diminué – à la place de la lutte naturelle pour la vie, qui ne laisse subsister que les plus forts et les plus sains – se trouve instaurée, cela va de soi, cette manie de « sauver » à tout prix les plus malingres, les plus maladifs ; noyau d'une descendance qui sera de plus en plus pitoyable, tant que la volonté de la nature sera ainsi bafouée.

L'aboutissement, c'est qu'un jour l'existence sur cette terre sera ravie à un tel peuple ; car l'homme ne peut braver qu'un certain temps la loi éternelle selon laquelle l'espèce se perpétue, et la revanche vient tôt ou tard. Une race plus forte chassera les races faibles, car la ruée finale vers la vie brisera les entraves ridicules

d'une prétendue humanité individualiste pour faire place à l'humanité selon la nature, qui anéantit les faibles pour donner leur place aux forts.

Quiconque veut donc assurer l'existence du peuple allemand, en limitant volontairement l'accroissement de sa population, lui enlève par là même tout avenir.

2° Une deuxième voie serait celle que nous entendons aujourd'hui encore proposer et vanter maintes fois : la « colonisation intérieure ». C'est là un projet qui est le plus prôné par les gens qui le comprennent le moins, et qui est susceptible de causer les pires dégâts imaginables.

Sans doute peut-on augmenter le rapport d'un sol jusqu'à une limite déterminée. Mais jusqu'à une limite déterminée seulement, et pas indéfiniment. Pendant un certain temps, on pourra donc sans danger de famine compenser l'accroissement de population du peuple allemand par l'accroissement du rapport de notre sol. Il faut tenir compte cependant du fait que les besoins croissent en général plus vite que le nombre des habitants. Les besoins des hommes en nourriture et vêtements augmentent d'année en année, et ne sauraient déjà plus être comparés à ceux de nos devanciers d'il y a quelque cent ans. Il est donc fou de penser que chaque augmentation de la production autorise l'hypothèse d'un accroissement de la population : non, ce n'est vrai

que dans la mesure où le surplus des produits du sol n'est pas employé à satisfaire les besoins supplémentaires des hommes. Mais même en supposant la restriction maximum d'une part et le zèle le plus laborieux de l'autre, là aussi on arrivera cependant à une limite, fonction du territoire lui-même. Malgré tout le travail possible, on ne pourra plus, à un moment donné, lui faire produire davantage, et ce sera alors, tôt ou tard, l'aboutissement fatal. La famine apparaîtra d'abord de temps en temps, après les mauvaises récoltes, etc. Avec une population en voie d'accroissement, elle sera de plus en plus fréquente, puis elle ne cessera plus qu'à l'occasion d'années exceptionnellement riches remplissant les greniers ; le temps viendra enfin où la misère ne pourra plus être soulagée, et où la faim sera la compagne éternelle de ce peuple. Il faudra alors que la nature intervienne et fasse son choix de ceux qui seront élus pour vivre ; ou bien l'homme s'aidera lui-même, limitant artificiellement sa reproduction, et encourageant toutes les suites fâcheuses déjà indiquées pour la race et l'espèce.

On pourra objecter que cette éventualité atteindra un jour, d'une manière ou d'une autre, l'humanité entière et qu'aucun peuple ne saurait donc échapper à ce destin.

C'est exact à première vue. On peut cependant réfléchir à ceci :

Il est certain qu'un jour viendra où l'humanité, ne pouvant plus faire face aux besoins de sa population croissante par l'augmentation du rendement du sol, devra limiter l'accroissement du nombre des humains. Elle laissera la nature se prononcer, ou bien elle essaiera d'établir elle-même un équilibre : par des moyens plus appropriés que les moyens actuels, espérons-le ; mais alors tous les peuples seront touchés, tandis que maintenant seules sont atteintes les races qui n'ont plus assez de force pour s'assurer le sol qui leur est nécessaire en ce monde. Car les choses sont pourtant telles que, à notre époque, il y a encore d'immenses étendues de sol inutilisé, sol qui n'attend que d'être exploité. Et il est sûr aussi que ce sol n'a pas été conservé par la nature comme territoire réservé dans les temps à venir à une nation ou à une race déterminées. Il est certain, au contraire, qu'il est destiné au peuple qui aura la force de le prendre et l'activité nécessaire à son exploitation.

La nature ne connaît pas de frontières politiques. Elle place les êtres vivants les uns à côté des autres sur le globe terrestre, et contemple le libre jeu des forces. Le plus fort en courage et en activité, enfant de prédilection de la nature, obtiendra le noble droit de vivre.

Si un peuple se cantonne dans la « colonisation

intérieure », tandis que d'autres races s'implantent sur des parties toujours plus étendues du globe, il sera forcé de recourir à la limitation volontaire, alors que les autres peuples continueront encore à s'accroître en nombre. Ce cas se présente d'autant plus tôt que l'espace à la disposition de ce peuple se trouve plus réduit. Comme, malheureusement, les meilleures nations – plus exactement les seules races civilisatrices, base de tout le progrès humain – renoncent trop souvent dans leur aveuglement pacifiste à de nouvelles acquisitions territoriales, et se contentent de « colonisation intérieure », alors que des nations de moindre valeur savent s'assurer la possession de territoires de peuplement, cela conduit au résultat final suivant :

Les races de plus haute civilisation, mais moins dépourvues de scrupules, doivent déjà réduire, par suite de leur territoire limité, leur accroissement à un moment où des peuples de moins haute civilisation, mais plus brutaux de nature, se trouvent, grâce à de vastes territoires de peuplement, en mesure de se développer en nombre sans souci de limitation. En d'autres termes, il adviendra qu'un jour le monde sera aux mains d'une humanité de moins haute culture, mais plus énergique.

Il ne s'offrira donc dans l'avenir que deux

possibilités : ou bien le monde sera régi par les conceptions de notre démocratie moderne, et alors la balance penchera en faveur des races numériquement les plus fortes ; ou bien le monde sera régi suivant les lois naturelles : alors vaincront les peuples à volonté brutale, et non ceux qui auront pratiqué la limitation volontaire.

Personne ne peut mettre en doute que l'existence de l'humanité ne donne lieu un jour à des luttes terribles. En fin de compte, l'instinct de conservation triomphera seul, instinct sous lequel fond, comme neige au soleil de mars, cette prétendue humanité qui n'est que l'expression d'un mélange de stupidité, de lâcheté et de pédantisme suffisant. L'humanité a grandi dans la lutte perpétuelle, la paix éternelle la conduirait au tombeau.

Pour nous Allemands, les mots de « colonisation intérieure » sont néfastes, fortifiant en nous l'idée que nous avons trouvé un moyen de gagner notre vie par le travail dans un doux assoupissement. Une fois cette théorie ancrée chez nous, ce sera la fin de tout effort pour nous assurer dans le monde la place qui nous revient. Si l'Allemand moyen acquérait la conviction de pouvoir assurer par ce moyen son existence et son avenir, c'en serait fait de tout essai de défense active et par là même seule féconde, c'en serait fait des nécessités vitales allemandes. Toute politique extérieure

vraiment utile serait enterrée et, avec elle, surtout, l'avenir du peuple allemand.

Aussi n'est-ce pas un effet du hasard que ce soit toujours le Juif qui essaie surtout d'implanter cette mentalité funeste dans notre peuple ; et il s'y entend. Il s'y connaît trop bien en hommes pour ignorer qu'ils sont les victimes reconnaissantes de tous les songe-cieux qui leur font croire que le moyen est trouvé de donner à la nature une chiquenaude qui rende superflue la dure et impitoyable lutte pour la vie et fasse d'eux, au contraire, soit par le travail, soit par la simple fainéantise, soit par tout autre moyen, les maîtres de la planète.

On ne saurait trop insister sur le fait qu'une colonisation intérieure : allemande ne doit servir surtout qu'à éviter les anomalies sociales – et avant tout à soustraire le sol à la spéculation – mais que jamais elle ne suffira à assurer l'avenir de la nation sans l'acquisition de nouveaux territoires.

Si nous agissions autrement, nous serions sous peu à bout de sol, et à bout de forces.

Enfin, il faut encore bien établir ceci :

La limitation qui résulte de la colonisation intérieure sur un petit territoire déterminé, tout comme la restriction de la faculté procréatrice, conduisent à la

situation militaire et politique la plus défavorable pour une nation.

L'importance territoriale d'un pays est, à elle seule, un facteur essentiel de sécurité extérieure. Plus est grand le territoire dont dispose un peuple, plus est grande aussi sa protection naturelle ; on obtient toujours des décisions militaires plus rapides, et aussi plus faciles, plus efficaces et plus complètes, contre les peuples occupant un territoire restreint ; ce serait le contraire contre des États au domaine territorial plus étendu. En outre, l'étendue de celui-ci constitue une protection certaine contre des attaques non poussées à fond, le succès ne pouvant être obtenu qu'après de longs et durs combats, et le risque d'un coup de main à l'improviste devant apparaître trop grand s'il n'y a pas des raisons tout à fait exceptionnelles de le tenter.

L'importance territoriale proprement dite d'un État est ainsi, à elle seule, un facteur du maintien de la liberté et de l'indépendance d'un peuple ; tandis que l'exiguïté territoriale provoque l'invasion.

Aussi ces deux premiers moyens d'établir un équilibre, dans le cadre « national » du Reich, entre le chiffre croissant de la population et le territoire qui ne pouvait s'étendre, furent-ils en fait écartés. Les raisons de cette attitude étaient tout autres que celles que nous avons mentionnées plus haut : en ce qui concerne la

limitation des naissances, on s'abstint en premier lieu pour certaines raisons morales ; quant à la colonisation intérieure, elle fut repoussée énergiquement, parce qu'on pressentait en elle une attaque contre la grande propriété, ensuite et surtout parce qu'on y voyait le prélude à un assaut général contre la propriété privée. Étant donné surtout la forme sous laquelle on préconisait cette « doctrine de salut », une telle hypothèse pouvait se soutenir.

Dans l'ensemble, à l'endroit du grand public, cette résistance n'était pas très opportune, et en tous cas elle n'allait nullement au cœur du sujet.

Ainsi il ne restait plus que deux voies pour assurer le pain et le travail à la population toujours croissante.

3° On pouvait soit acquérir de nouveaux territoires, pour y pousser chaque année les millions d'habitants en surnombre, et obtenir ainsi que la nation continuât à s'assurer à elle-même sa propre subsistance.

4° Ou bien passer outre, pour amener à notre industrie et à notre commerce la clientèle de l'étranger, en assurant notre existence grâce à ces profits.

Autrement dit : soit une politique territoriale, soit une politique coloniale et commerciale.

Ces deux voies furent considérées de divers points de vue, examinées, préconisées, combattues, jusqu'à ce

que l'on choisît définitivement la dernière.

La voie la plus saine des deux eût été certainement la première.

L'acquisition de territoires nouveaux à coloniser par l'excédent de notre population, possède des avantages infiniment nombreux, surtout quand on considère non le présent mais l'avenir.

Tout d'abord on ne saurait trop priser la possibilité de conserver une classe paysanne saine comme base de toute la nation. Beaucoup de nos maux actuels ne sont que la conséquence du rapport faussé entre les populations urbaine et rurale. Une solide souche de petits et moyens paysans fut de tout temps la meilleure sauvegarde contre les malaises sociaux qui sont aujourd'hui les nôtres. C'est aussi la seule solution qui assure à une nation son pain quotidien dans le cadre d'une économie fermée. Industrie et commerce rétrogradent alors de leur situation prééminente et malsaine et s'articulent dans le cadre général d'une économie nationale où les besoins s'équilibreraient. Ils ne sont plus la base même, mais les auxiliaires de la subsistance de la nation. Quand leur rôle se borne à garder un juste rapport entre nos propres besoins et notre propre production dans tous les domaines, ils rendent à un certain degré la subsistance du peuple indépendante de l'étranger ; ainsi ils contribuent à

assurer la liberté de l'État et l'indépendance de la nation, surtout aux jours d'épreuve.

Cependant une telle politique territoriale ne peut plus aujourd'hui s'exercer quelque part au Cameroun, mais bien presque exclusivement en Europe. Il faut se ranger avec calme et sang-froid à ce point de vue qu'il ne saurait être conforme à la volonté divine de voir un peuple posséder cinquante fois plus de territoire qu'un autre. Il n'est pas permis, dans ce cas, de se laisser écarter, par des frontières politiques, des limites du droit éternel. Si cette terre a réellement assez de place pour la vie de tous, qu'on nous donne donc le sol qui nous est nécessaire pour vivre.

Assurément, on ne le fera pas volontiers. Mais alors intervient le droit de chacun à lutter pour son existence ; et ce qui est refusé à la douceur, il appartient au poing de le conquérir. Si nos ancêtres avaient fait dépendre jadis leurs décisions de l'absurde mentalité pacifiste actuelle, nous ne posséderions pas au total le tiers de notre sol national actuel, et le peuple allemand n'aurait plus à se soucier de son avenir en Europe. Non, c'est à leur attitude résolue dans la lutte pour l'existence que nous devons les deux marches de l'Est du Reich, et, en outre, cette force intérieure que constitue la grandeur territoriale de notre État et de notre peuple, grandeur qui d'ailleurs nous a seule permis de subsister jusqu'à

ce jour.

Une autre raison encore fait que cette solution eût été la bonne :

Beaucoup d'États européens ressemblent aujourd'hui à des pyramides qui reposent sur leur pointe. Leur superficie européenne est ridiculement petite vis-à-vis de l'étendue exagérée de leurs colonies, de l'importance de leur commerce extérieur, etc. On peut dire : le sommet en Europe, la base dans le monde entier, à la différence des États-Unis qui ont leur base sur leur propre continent et ne touchent le reste du monde que par le sommet. C'est aussi là ce qui fait la force intérieure inouïe de cet État, et la faiblesse de la plupart des puissances coloniales européennes.

L'Angleterre même n'est pas une preuve contre ce que j'avance, car c'est trop facilement qu'on oublie en regard de l'empire britannique, l'existence du monde anglo-saxon. La position de l'Angleterre, du seul fait de sa communauté de culture et de langue avec les États-Unis, ne peut être nullement comparée à celle d'une puissance européenne quelconque.

Pour l'Allemagne, par suite, la seule possibilité de mener à bien une politique territoriale saine résidait dans l'acquisition de terres nouvelles en Europe même. Des colonies ne peuvent servir à ce but tant qu'elles n'apparaissent pas favorables au peuplement massif par

des Européens. Mais on ne pouvait plus au dix-neuvième siècle obtenir de tels territoires coloniaux par voie pacifique. On ne pouvait même pas mener une telle politique coloniale sans une guerre sévère qu'il eût été plus opportun de livrer pour acquérir un territoire du continent européen, plutôt que des domaines extra-européens.

Une telle résolution une fois prise exige ensuite que l'on s'y consacre exclusivement. Ce n'est pas avec des demi-mesures et des hésitations que l'on réalise une tâche qui demande toute la volonté et toute l'énergie de chacun. Il fallait aussi subordonner alors toute la politique du Reich à ce but exclusif ; il ne fallait pas se permettre un geste procédant d'autres considérations que de la connaissance de cette tâche et des moyens de l'accomplir.

Il fallait bien se rendre à l'évidence : seul le combat permettrait d'atteindre ce but, et c'est d'un œil froid et calme qu'il fallait considérer la course aux armements.

Tout l'ensemble des alliances devait être examiné de ce seul point de vue, et il fallait en estimer la valeur réelle. Voulait-on des territoires en Europe, cela ne pouvait être en somme qu'aux dépens de la Russie. Alors il eût fallu que le nouveau Reich suivît de nouveau la voie des anciens chevaliers de l'ordre teutonique, afin que l'épée allemande assurât la glèbe à

la charrue allemande, et donnât ainsi à la nation son pain quotidien.

Pour une semblable politique, le seul allié possible en Europe était l'Angleterre.

C'est seulement avec l'Angleterre que l'on pouvait, une fois nos derrières assurés, entreprendre la nouvelle croisade des Germains. Notre droit n'y eut pas été moindre que celui de nos ancêtres. Aucun de nos pacifistes ne se refuse à manger le pain de l'Est, et pourtant c'est le glaive qui a ouvert le chemin à la charrue !

Pour se concilier les bonnes grâces de l'Angleterre, aucun sacrifice ne devait être trop grand. Il fallait renoncer aux colonies et à la puissance maritime, et épargner toute concurrence à l'industrie britannique.

Une position nette et sans réticences pouvait seule conduire à ce résultat : renoncer au commerce mondial et aux colonies ; renoncer à une flotte de guerre allemande ; concentrer toute la puissance de l'État sur l'armée de terre.

Le résultat aurait été certes une limitation momentanée, mais un avenir de grandeur et de puissance.

Il fut une période où l'Angleterre aurait laissé s'engager des négociations dans ce sens. Car elle aurait

très bien compris que c'était pour l'Allemagne une nécessité, du fait de l'accroissement de sa population, de chercher un débouché quelconque, et qu'elle le trouverait avec le concours de l'Angleterre, en Europe ou, sans elle, dans le monde.

Il fallait au premier chef favoriser cette tendance quand, au début du siècle, Londres même chercha à se rapprocher de l'Allemagne. Pour la première fois apparut alors l'état d'esprit dont nous pûmes observer au cours des dernières années les manifestations véritablement effrayantes. La pensée de devoir tirer les marrons du feu pour l'Angleterre nous impressionnait désagréablement ; comme si une alliance pouvait jamais reposer sur une autre base que sur une bonne affaire pour les deux parties. Et on en pouvait très facilement conclure une avec l'Angleterre. La diplomatie anglaise était bien trop rusée pour ignorer que tout avantage veut une contrepartie.

Que l'on se représente encore qu'une politique extérieure allemande avisée eut pris à son compte le rôle du Japon en 1904, et l'on peut à peine évaluer les conséquences qui en auraient découlé pour l'Allemagne.

La guerre mondiale n'aurait pas eu lieu.

Le sang versé en 1904 aurait épargné son décuple de 1914 à 1918.

Et quelle situation aurait aujourd'hui prise l'Allemagne dans le monde !

En tous cas, l'alliance avec l'Autriche était dès lors une ineptie.

Cet état-momie s'attachait à l'Allemagne non pour faire une guerre, mais pour maintenir une paix éternelle, que l'on utiliserait ensuite de façon fort avisée pour un anéantissement lent mais sûr du germanisme dans la monarchie.

Chose impossible encore que cette alliance, parce qu'il n'était pas permis d'attendre une défense active des intérêts nationaux allemands, de la part d'un État qui n'avait même pas assez de force et d'esprit de décision pour enrayer la dégermanisation à l'intérieur de ses frontières. Si l'Allemagne ne possédait pas assez de sentiment national et de caractère pour arracher à l'impossible État des Habsbourg la disposition du destin de dix millions d'hommes de race allemande, on ne pouvait plus véritablement attendre que ce dernier prêtât la main à des plans largement conçus et téméraires. De l'attitude de l'ancien Reich dans la question autrichienne, on pouvait déduire celle qu'il aurait dans la lutte décisive pour toute la nation. En tous cas, on n'aurait pas dû permettre que d'année en année le germanisme fût plus opprimé, car la valeur d'allié de l'Autriche ne pouvait vraiment être assurée que par le

maintien de l'élément allemand. Mais on s'écarta encore de cette voie.

On ne craignait rien tant que la lutte, et on devait y être contraint au moment le plus défavorable.

On voulait échapper au destin et ce fut en vain. On rêvait du maintien de la paix du monde, et on se réveilla devant la guerre mondiale.

Et ce rêve de paix était la principale raison pour laquelle on ne prit pas en considération cette troisième voie pour donner forme à l'avenir allemand. On savait qu'il n'y avait de territoires à gagner qu'à l'Est, on voyait le combat qu'ils nécessitaient, et l'on voulait cependant à tout prix la paix ; car, dès cette époque et depuis longtemps, la devise de la politique extérieure allemande n'était plus le maintien de la nation allemande par tous les moyens, mais bien plutôt le maintien de la paix universelle par tous les moyens. On sait le résultat !

Je reviendrai tout particulièrement sur ce point.

Restait donc la quatrième éventualité : industrie et commerce mondial, puissance maritime et colonies.

Un tel développement devait certes être atteint plus facilement et plus rapidement. C'est que coloniser un territoire est une chose longue, qui souvent dure des siècles ; c'est là précisément qu'il faut en voir sa force

profonde : il ne s'agit point d'une flambée subite, mais d'une poussée à la fois graduelle, profonde et durable, à la différence d'un essor industriel, que quelques années peuvent « souffler », plutôt bulle de savon que puissance sans faille. On a plus tôt fait de bâtir une flotte que de bâtir des fermes avec des luttes opiniâtres, et d'y mettre des fermiers. Mais la flotte est aussi plus facile à anéantir.

Quand l'Allemagne pourtant s'engagea dans cette voie, on eût dû au moins se rendre compte que cette politique, elle aussi, conduirait un jour à la guerre. Des enfants seuls pouvaient croire qu'il leur suffirait de leur amabilité, de leur bonne grâce et de l'affirmation de leurs convictions pacifistes pour pouvoir aller chercher des bananes en dénommant cette opération « conquête pacifique des peuples », comme le disaient les bavards, avec emphase et onction, sans devoir donc recourir aux armes.

Non : si nous nous étions engagés dans cette voie, il était inévitable que l'Angleterre devînt un jour ou l'autre notre ennemie, et il eût été plus que stupide de s'indigner – mais quelle n'était pas notre ingénuité – le jour où elle se serait permis de s'opposer à notre activité pacifique avec la brutalité d'un égoïsme violent.

Il est vrai que nous, hélas ! ne l'eussions jamais fait. Si nous ne pouvions poursuivre une politique de

conquêtes territoriales en Europe autrement qu'en nous unissant à l'Angleterre contre la Russie, de même une politique coloniale et de commerce mondial n'était possible que contre l'Angleterre et avec la Russie. Mais, dans ce cas, il fallait adopter cette politique avec toutes ses conséquences, et surtout lâcher l'Autriche au plus vite. De quelque manière qu'on l'envisageât, cette alliance avec l'Autriche était déjà vers 1900 une véritable folie.

Mais on ne pensait pas le moins du monde à s'allier avec la Russie contre l'Angleterre, pas plus qu'on ne pensait à s'allier avec l'Angleterre contre la Russie, car la guerre en eût résulté dans les deux cas, et c'était pour l'empêcher qu'on s'engageait dans cette politique commerciale et industrielle. On pensait posséder dans la conquête « économique et pacifique » du monde une méthode d'action qui devait, une fois pour toutes, tordre le cou à toute politique de force. De cela, on n'était peut-être pas toujours très sûr, surtout quand, de temps en temps, venaient d'Angleterre des menaces tout à fait incompréhensibles. C'est pourquoi on se décida à construire une flotte, mais nullement dans l'intention d'attaquer ou de détruire l'Angleterre, au contraire pour défendre cette « paix mondiale » et poursuivre la conquête « pacifique » du monde. C'est pour cela qu'on créa cette flotte modeste sous tous les rapports, non seulement en ce qui concernait le nombre et le tonnage

des vaisseaux, mais aussi l'armement, pour laisser percer de nouveau, en fin de compte, l'intention « pacifique ».

Les bavardages relatifs à une conquête « économique et pacifique » du monde ont été le non-sens le plus complet qui ait jamais été érigé en principe directeur de la politique d'un État. Ce non-sens apparaît plus flagrant si l'on considère qu'on n'hésitait pas à désigner l'Angleterre elle-même comme l'exemple le plus probant de la possibilité d'une telle conquête. Ce que notre doctrine et notre conception professorales de l'histoire ont gâché sous ce rapport, est à peine réparable et c'est une preuve éclatante de ce fait, que bien des hommes « apprennent » l'histoire sans y rien comprendre. On eût dû reconnaître que justement l'Angleterre est l'exemple frappant de la théorie opposée, car aucun peuple n'a mieux ni plus brutalement préparé ses conquêtes économiques par l'épée, et ne les a défendues ensuite plus résolument. N'est-ce pas justement la caractéristique de l'art politique anglais que le fait qu'il sait tirer de sa force politique des conquêtes économiques et inversement, transformer tout succès économique en puissance politique ? En outre, quelle erreur de croire que l'Angleterre elle-même était trop lâche pour verser son propre sang en faveur de son expansion économique ! Le fait que l'Angleterre ne possédait pas d'armée

« nationale » ne le prouvait nullement ; ce qui importe dans ce cas ce n'est pas la structure militaire momentanée de l'armée, mais la volonté et la décision d'engager l'armée qu'on possède. L'Angleterre a toujours eu l'armement dont elle avait besoin. Elle a toujours eu, pour combattre, les armes qui étaient nécessaires pour vaincre. Elle a envoyé au combat des mercenaires aussi longtemps que des mercenaires suffirent ; mais elle sut toujours puiser jusqu'aux profondeurs du sang le plus précieux de sa nation, quand, seul, un tel sacrifice pouvait donner la victoire ; dans tous les cas, la volonté de combat, la ténacité et la conduite brutale des opérations restèrent les mêmes.

Mais en Allemagne on avait peu à peu créé par les écoles, la presse et les journaux satiriques, une idée de l'Anglais et plus encore si possible de son empire, telle qu'elle devait aboutir à une de nos pires déceptions ; peu à peu cette idée fautive se répandit partout comme une contagion, et la conséquence en fut une sous-estimation que nous expiâmes cruellement. Cette illusion fut si profonde qu'on était persuadé que l'Anglais n'était qu'un homme d'affaires aussi roué qu'incroyablement lâche personnellement. Nos distingués professeurs de didactique n'imaginaient aucunement qu'un empire mondial aussi vaste que celui de l'Angleterre ne pouvait avoir été acquis par des ruses et des subterfuges. Les gens, peu nombreux, qui

mettaient en garde contre cette erreur, n'étaient pas écoutés ou on les réduisait au silence. Je me rappelle encore nettement quelles mines étonnées firent mes camarades quand les tommies se trouvèrent face à nous en Flandre. Dès les premières journées de combat, chacun commença à se douter que ces Écossais ne ressemblaient nullement à ceux qu'on avait cru bon de nous dessiner dans les feuilles humoristiques et les communiqués.

J'ai fait à cette occasion mes premières observations sur l'utilité de certaines formes de propagande.

Cette illusion procurait certes quelques avantages à ceux qui la propageaient : on pouvait utiliser cet exemple – bien que faux – pour démontrer la possibilité d'une conquête économique du monde. Ce qui avait réussi à l'Anglais devait nous réussir aussi ; et même un avantage particulier nous était conféré par notre probité sensiblement plus élevée, par notre manque de cette perfidie spécifiquement anglaise. Et on espérait par là gagner d'autant plus facilement la sympathie des petites nations et la confiance des grandes.

Que notre probité fût pour les autres un objet de profonde aversion, nous ne le comprenions point, parce que nous y croyions sérieusement nous-mêmes, tandis que le reste du monde ne voyait dans notre conduite que l'expression d'un raffinement d'hypocrisie, jusqu'à ce

que la révolution lui permît d'entrevoir, à son plus grand étonnement sans doute, toute la profondeur de notre psychologie, sincère jusqu'à une bêtise sans limites.

Seul, le non-sens de cette conquête « économique pacifique » du monde peut faire comprendre aussitôt, dans toute sa clarté, cet autre non-sens de la Triplice.

Avec quel État pouvait-on donc s'allier ? Avec l'Autriche, on ne pouvait entreprendre une guerre de conquêtes, même en Europe. C'est là que résidait la faiblesse innée de cette alliance. Un Bismarck pouvait se permettre de recourir à ce pis-aller, mais aucun de ses successeurs malhabiles ne le pouvait plus et encore moins à une époque où les bases essentielles de l'alliance conclue par Bismarck n'existaient plus : car Bismarck pouvait encore voir dans l'Autriche un État allemand. Mais l'introduction graduelle du suffrage universel avait abaissé ce pays régi suivant les règles parlementaires à un état chaotique n'ayant plus rien d'allemand.

Du point de vue d'une politique ethnique également, l'alliance avec l'Autriche était simplement funeste. On tolérait aux côtés du Reich la formation d'une nouvelle grande puissance slave, qui devait tôt ou tard se tourner contre l'Allemagne bien autrement que ce ne fut le cas, par exemple, pour la Russie. L'alliance devait se pourrir

et s'affaiblir d'année en année, à mesure que faiblirait dans la monarchie danubienne l'influence des pangermanistes, que l'on écartait de toutes les situations primordiales.

L'alliance de l'Allemagne avec l'Autriche était déjà entrée vers 1900 dans la même phase que l'alliance de l'Autriche avec l'Italie.

Là aussi une seule alternative : ou bien on était l'allié de la monarchie des Habsbourg, ou bien on devait élever une protestation contre l'oppression du germanisme en Autriche. Mais quand on s'engage dans une pareille voie, la lutte ouverte en résulte dans la plupart des cas.

La valeur de la Triplice n'était que modeste déjà au point de vue psychologique, car la solidité d'une alliance tend à diminuer dans la mesure où elle se réduit de plus en plus au maintien d'un état de choses existant. Une alliance, au contraire, devient d'autant plus forte que les parties contractantes comptent atteindre par ce moyen des buts d'expansion déterminés et accessibles. Dans ce cas aussi, la force n'est pas dans la résistance, mais dans l'attaque.

C'est une chose qui fut reconnue alors de divers côtés, malheureusement pas dans les milieux dits « professionnels ».

Ce fut surtout Ludendorff, à cette époque colonel attaché au grand état-major, qui indiqua tous ces côtés faibles dans un mémoire, en 1912. Naturellement, les « hommes d'État » n'y attachèrent aucune importance ni aucune valeur ; en général, la raison ne semble apparaître efficacement que chez les simples mortels, et elle disparaît en principe aussitôt qu'il s'agit de « diplomates ».

Pour l'Allemagne, ce fut encore heureux que la guerre en 1914 éclatât par la voie détournée de l'Autriche et que les Habsbourg, en conséquence, ne pussent se dérober ; si la guerre était survenue d'une autre façon, l'Allemagne eût été seule. L'État des Habsbourg n'aurait jamais pu, ni même jamais voulu, prendre part à une lutte qui se serait engagée du fait de l'Allemagne. Ce qu'on blâma tant, plus tard, dans le cas de l'Italie, se serait produit avec l'Autriche ; elle serait restée « neutre » pour préserver au moins l'État d'une révolution tout au début de la guerre. Les Slaves d'Autriche eussent brisé la monarchie en 1914, plutôt que de lui permettre de porter secours à l'Allemagne. Mais bien peu nombreux furent à cette époque ceux qui purent comprendre tous les dangers et toutes les aggravations de difficultés qui résultaient de l'alliance avec la monarchie danubienne.

En premier lieu, l'Autriche avait trop d'ennemis qui

espéraient recueillir l'héritage de cet État décrépît, pour que ceux-ci ne finissent pas par éprouver une certaine animosité contre l'Allemagne, considérée comme l'obstacle au démembrement de la monarchie, attendu et espéré de tous côtés. On arriva à la conclusion qu'on ne pouvait parvenir jusqu'à Vienne qu'en passant par Berlin.

En second lieu, l'Allemagne perdit de ce fait les meilleures et les plus prometteuses de ses possibilités d'alliance. Au contraire, en leur lieu et place on observa une tension croissante dans les rapports avec la Russie et même avec l'Italie. Car, à Rome, l'état d'esprit général était favorable à l'Allemagne, mais l'hostilité envers l'Autriche sommeillait – et même parfois flambait – dans le cœur du dernier des Italiens. Du moment qu'on s'était engagé dans une politique commerciale et industrielle, on ne pouvait trouver le moindre motif pour une guerre contre la Russie. Seuls, les ennemis des deux nations pouvaient y trouver un grand intérêt. Ce furent en fait d'abord les Juifs et les marxistes qui poussèrent par tous les moyens à la guerre entre les deux États.

En troisième lieu, enfin, cette alliance comportait nécessairement un danger permanent pour l'Allemagne, parce qu'il était toujours facile à un État effectivement hostile au Reich de Bismarck de mobiliser toute une

série d'États contre l'Allemagne, en leur promettant à tous l'enrichissement aux frais de son allié autrichien.

On pouvait mettre en branle contre la monarchie danubienne toute l'Europe orientale, mais surtout la Russie et l'Italie. La coalition mondiale qui se formait sous l'influence directrice du roi Edouard ne serait jamais devenue un fait accompli si cet allié de l'Allemagne, l'Autriche, n'eût constitué un héritage aussi attrayant. De ce fait seulement, il devint possible d'entraîner dans le même front offensif des États animés de désirs et poursuivant des buts aussi hétérogènes. Chacun pouvait espérer, au cours d'une attaque générale contre l'Allemagne, s'enrichir aux frais de l'Autriche. Et le fait que la Turquie, elle aussi, faisait tacitement partie de cette alliance de malheur, augmentait encore ce danger dans des proportions extraordinaires.

La finance juive internationale avait besoin de cet appât pour mener à bien son projet longtemps caressé d'une destruction de l'Allemagne, qui n'était pas encore soumise au contrôle financier et économique général de ce super-État. Ce n'est qu'ainsi qu'on put souder la coalition que, seul, rendait forte et courageuse le nombre de ses millions de soldats, prête enfin pour un

corps à corps avec le Siegfried « cornu¹ ».

L'alliance avec la puissance des Habsbourg, qui me remplissait déjà en Autriche de mécontentement, me causa de longues épreuves intérieures, qui renforcèrent encore par la suite mon opinion déjà arrêtée.

Je ne cachais pas, dans les cercles restreints que je fréquentais, ma conviction que ce malencontreux traité avec un État voué à la perte conduirait aussi l'Allemagne à un effondrement catastrophique si elle ne s'en dégagait à temps. Je ne fus pas ébranlé, même un instant, dans cette conviction profonde, quand enfin la tempête de la guerre mondiale parut éliminer toute considération raisonnable, et que le vertige de l'exaltation s'empara même des centres qui n'auraient dû être accessibles qu'au réalisme le plus froid. Même quand je me trouvais au front, chaque fois que j'eus l'occasion de discuter ces problèmes, j'émis l'opinion qu'il fallait, dans l'intérêt de la nation allemande, rompre l'alliance et que le plus tôt serait le mieux ; que l'abandon de la monarchie des Habsbourg ne serait pas un sacrifice, si l'Allemagne pouvait par là réduire le nombre de ses adversaires ; car ce n'était pas pour maintenir une dynastie dégénérée, mais bel et bien pour

¹ Siegfried est appelé « cornu », parce que, dans la légende bien connue, il se couvrit d'une peau dure comme la corne quand il se baigna dans le sang du dragon. – S. O.

le salut de la nation allemande que des millions d'hommes portaient le casque.

Plusieurs fois il sembla avant guerre que, dans un camp au moins, on commençât à émettre quelques doutes sur l'opportunité de la politique d'alliances adoptée : les milieux conservateurs allemands mirent plus d'une fois en garde contre une confiance excessive, mais comme pour tout avertissement raisonnable, autant en emporta le vent. On était persuadé qu'on se trouvait sur la voie de la « conquête » du monde, dont les résultats seraient énormes, et où les sacrifices seraient égaux à zéro. Et il ne restait encore une fois aux « profanes » qu'à observer en silence comment et pourquoi les « initiés » marchaient tout droit à leur perte, entraînant à leur suite le bon peuple, comme le chasseur de rats de Hameln.

* * *

La raison plus profonde qui permettait de présenter le non-sens d'une « conquête économique » comme système de politique pratique, et de donner pour but politique à tout un peuple le maintien de la « paix mondiale », résidait dans un état général maladif de toute notre pensée politique.

Les triomphes de la technique et de l'industrie allemandes, les succès grandissants du commerce allemand, nous faisaient oublier de plus en plus que tout cela n'était possible qu'avec, comme condition préalable, un État puissant. Au contraire, dans bien des milieux, on allait même jusqu'à affirmer la conviction que l'État lui-même doit son existence à ces phénomènes, qu'il est surtout une institution économique et qu'il dépend de l'économie dans sa constitution actuelle, ce qui était considéré et glorifié comme l'état de choses le plus normal et le plus sain.

Mais l'État n'a rien à faire avec une conception économique ou un développement économique déterminé ! Il n'est pas la réunion de parties contractantes économiques dans un territoire précis et délimité, ayant pour but l'exécution de tâches économiques ; il est l'organisation d'une communauté d'êtres vivants, pareils les uns aux autres au point de vue physique et moral, constituée pour mieux assurer leur descendance, et atteindre le but assigné à leur race par la Providence. C'est là, et là seulement, le but et le sens d'un État. L'économie n'est qu'un des nombreux moyens nécessaires à l'accomplissement de cette tâche. Elle n'est jamais ni la cause ni le but d'un État, sauf le cas où ce dernier repose *a priori* sur une base fautive, parce que contre nature. Ce n'est qu'ainsi qu'on peut expliquer le fait que l'État, en tant que tel, ne repose

pas nécessairement sur une délimitation territoriale. Cette condition ne deviendra nécessaire que chez les peuples qui veulent assurer par leurs propres moyens la subsistance de leurs compagnons de race, c'est-à-dire chez ceux qui veulent mener à bien la lutte pour l'existence par leur propre travail. Les peuples qui ont la faculté de se glisser comme des parasites dans l'humanité, afin de faire travailler les autres pour eux sous différents prétextes, peuvent former des États sans que le moindre territoire délimité leur soit propre. C'est le cas surtout pour le peuple dont le parasitisme fait souffrir toute l'humanité : le peuple juif.

L'État juif ne fut jamais délimité dans l'espace ; répandu sans limites dans l'univers, il comprend cependant exclusivement les membres d'une même race. C'est pour cela que ce peuple a formé partout un État dans l'État. C'est l'un des tours de passe-passe les plus ingénieux au monde que d'avoir fait naviguer cet État sous l'étiquette de « religion », et de lui assurer ainsi la tolérance que l'Aryen est toujours prêt à accorder à la croyance religieuse. En réalité, la religion de Moïse n'est rien d'autre que la doctrine de la conservation de la race juive. C'est pour cela qu'elle embrasse aussi presque tout le domaine des sciences sociales, politiques et économiques qui peuvent s'y rapporter.

L'instinct de conservation de l'espèce est la première cause de la formation de communautés humaines. De ce fait, l'État est un organisme racial et non une organisation économique, différence qui est aussi grande qu'elle reste incompréhensible surtout pour les soi-disant « hommes d'État » contemporains. C'est pour cela que ceux-ci pensent pouvoir construire l'État par des moyens économiques, tandis qu'en réalité il n'est éternellement que le résultat de l'exercice des qualités qui entrent dans la ligne de l'instinct de conservation de l'espèce et de la race. Et ces qualités sont toujours des vertus héroïques et non l'égoïsme mercantile, car la conservation de l'existence d'une espèce suppose qu'on est prêt à sacrifier l'individu. Tel est aussi le sens des paroles du poète :

*Und setzet ihr nicht das Leben ein,
Nie wird euch das Leben gewonnen sein¹.*

(Et si vous n'engagez pas votre vie elle-même, jamais vous ne la gagnerez, votre vie). Le sacrifice de l'existence individuelle est nécessaire pour assurer la

¹ SCHILLER, *Wallenstein* (« Camp de Wallenstein », Chanson des cuirassiers).

conservation de la race. Ainsi, la condition essentielle pour la formation et le maintien d'un État, c'est qu'il existe un sentiment de solidarité sur la base d'une identité de caractère et de race, et qu'on soit résolu à le défendre par tous les moyens. Cela doit aboutir chez les peuples qui ont un territoire à eux à la formation de vertus héroïques, et chez les parasites à une hypocrisie mensongère et à une cruauté perfide, à moins qu'on admette que ces caractéristiques fussent innées, et que la différence des formes politiques n'en soit que la preuve évidente. Mais la fondation d'un État doit toujours résulter, du moins au début, d'une manifestation de ces qualités ; et les peuples qui succombent dans la lutte pour l'existence, c'est-à-dire qui sont vassalisés et condamnés de ce fait à disparaître tôt ou tard, sont ceux qui montrent le moins de vertus héroïques dans cette lutte ou qui sont victimes de la ruse perfide des parasites. Et, même dans ce dernier cas, il ne s'agit généralement pas tant d'un manque d'intelligence que du manque de résolution et de courage, qui cherche à se cacher sous le couvert de sentiments humains.

Le fait que la force intérieure d'un État ne coïncide que très rarement avec le prétendu épanouissement économique, montre, de façon éclatante, combien les qualités constructrices et conservatrices des États sont peu liées à l'économie. L'épanouissement économique

– d’innombrables exemples nous le montrent – paraît plutôt annoncer que le déclin de l’État est proche. Et si la formation des communautés humaines s’expliquait en premier lieu par l’action des forces ou des mobiles économiques, ce serait le développement économique maximum qui devrait signifier le summum de puissance de l’État et non l’inverse.

La croyance à la force économique pour la fondation ou la conservation des États paraît surtout incompréhensible, quand on la rencontre dans un pays où l’histoire à chaque pas démontre le contraire d’une façon claire et répétée. La Prusse surtout démontre, avec une précision prodigieuse, que ce ne sont pas les qualités matérielles, mais les seules vertus morales qui donnent les moyens de fonder un État. Ce n’est que sous leur protection que l’économie commence à fleurir, jusqu’au moment où elle s’effondre avec l’effondrement des pures capacités créatrices de l’État, développement que nous pouvons observer maintenant même d’une manière si affligeante. Cela a toujours été à l’ombre des vertus héroïques qu’ont pu le mieux prospérer les intérêts matériels des hommes. Mais dès que ces derniers prétendent s’arroger la première place, ils détruisent eux-mêmes les conditions de leur propre existence.

Toutes les fois que la puissance politique de

l'Allemagne a traversé une période ascendante, le niveau économique a aussi monté ; par contre, toutes les fois que l'économie seule a occupé la vie de notre peuple et a fait sombrer les vertus idéalistes, l'État s'est effondré et a entraîné en peu de temps l'économie dans sa perte.

Mais si on se demande quelles sont donc en réalité ces forces qui créent et qui conservent les États, on peut les réunir sous cette même désignation : l'esprit et la volonté de sacrifice de l'individu pour la communauté. Le fait que ces vertus n'ont rien de commun avec l'économie ressort de ce simple fait, que l'homme ne se sacrifie jamais pour celle-ci, c'est-à-dire qu'on ne meurt pas pour une affaire, mais pour un idéal. Rien ne prouve mieux la supériorité psychologique de l'Anglais en ce qui concerne la compréhension de l'âme du peuple que la raison qu'il a su donner de son entrée en guerre. Tandis que nous combattions pour notre pain, l'Angleterre luttait pour la « liberté » et même pas pour la sienne, mais pour celle des petites nations. Chez nous, on a ri de cette effronterie, ou bien on s'en est fâché, démontrant ainsi à quel point la diplomatie allemande était, déjà avant la guerre, dépourvue d'idées et stupide. On n'avait plus la moindre notion de ce qu'était cette force qui peut faire aller librement à la mort des hommes conscients et résolus.

Aussi longtemps que le peuple allemand crut, en 1914, combattre pour un idéal, il soutint la lutte ; quand on le fit se battre seulement pour le pain quotidien, il préféra abandonner le jeu.

Nos « hommes d'État », si pleins d'esprit, furent surpris de ce changement de mentalité. Ils ne comprirent jamais que l'homme, à partir du moment où il lutte pour un intérêt économique, évite la mort autant qu'il peut, car celle-ci le priverait pour toujours de jouir du fruit de la victoire. Le souci du salut de son enfant transforme la mère la plus faible en une héroïne, et ce ne fut, au cours des âges, que la lutte pour la conservation de la race et du foyer, ou de l'État qui la défend, qui jeta les hommes au devant des lances ennemies.

On peut proclamer la formule suivante comme une vérité éternelle :

Jamais un État ne fut fondé par l'économie pacifique, mais toujours il le fut par l'instinct de conservation de la race, que celui-ci s'exprimât dans le domaine de l'héroïsme ou dans celui de la ruse et de l'intrigue ; dans le premier cas, il en résulte des États aryens de travail et de culture, dans l'autre, des colonies parasitaires juives. Aussitôt que l'économie commence chez un peuple à étouffer cet instinct, elle devient elle-même la cause qui amène l'asservissement et

l'oppression.

La foi qu'on avait avant guerre dans la possibilité pour le peuple allemand d'accaparer les marchés mondiaux ou même de conquérir le monde par la voie pacifique d'une politique commerciale et coloniale, était un symptôme classique de la perte de toutes les vraies vertus qui forment et conservent l'État, et de toutes celles qui en découlent : discernement, force de volonté et décision dans l'action ; c'était dans les lois naturelles que la guerre mondiale avec toutes ses conséquences en fut le résultat.

Pour celui qui n'approfondit pas les questions, cette attitude de la nation allemande – car elle fut presque générale – dut paraître une énigme insoluble ; car c'est précisément l'Allemagne elle-même qui fut l'exemple le plus prodigieux d'un empire qui avait surgi sur les bases d'une pure politique de puissance. La Prusse, cette cellule génératrice du Reich, surgit d'un héroïsme rayonnant et non d'opérations financières ou d'affaires commerciales, et le Reich lui-même ne fut que la récompense la plus magnifique d'une politique orientée vers la puissance, et du courage de ses soldats.

Comment le peuple allemand put-il donc se trouver ainsi atteint dans son instinct politique ? Car il ne s'agissait pas là d'un phénomène isolé, mais de symptômes de décadence apparaissant de divers côtés

en nombre vraiment effarant, tantôt parcourant le corps de la nation comme des feux follets, tantôt formant dans tel ou tel endroit des abcès qui rongeaient la chair de la nation. Il semblait qu'un flot incessant de venin était poussé par une force mystérieuse jusqu'aux dernières veines de ce corps jadis héroïque, entraînant à sa suite une paralysie croissante de la saine raison et de l'instinct de conservation le plus élémentaire.

Ayant passé en revue d'innombrables fois toutes ces questions qui avaient rapport à la politique allemande d'alliances et de la politique économique du Reich de 1912 à 1914, je ne trouvais comme seule explication possible que cette force que j'avais déjà appris à connaître à Vienne en me plaçant à un tout autre point de vue : la doctrine et la conception marxiste de la vie, ainsi que leur expression organisée.

Pour la seconde fois dans ma vie, je me plongeai dans l'étude de cette doctrine destructrice ; cette fois, il est vrai, ce ne furent pas les impressions et les influences de mon entourage quotidien qui m'y amenèrent, ce fut l'observation des phénomènes généraux de la vie politique. Tandis que je m'enfonçais de nouveau dans la littérature théorique de ce monde nouveau, et que je m'efforçais de voir clair dans ses conséquences possibles, je les comparai aux signes et manifestations réels que son action provoquait dans la

vie politique, culturelle, et aussi économique.

Pour la première fois aussi je tournai mon attention vers les tentatives faites pour maîtriser cette peste mondiale.

J'étudiai la législation exceptionnelle de Bismarck dans sa conception, sa période de lutte, et ses résultats. Peu à peu j'assis sur une base solide comme un roc mes propres convictions en cette matière, de sorte que, depuis lors, je ne me suis jamais senti obligé de procéder à une réorientation de mes conceptions intimes sur ce point. Je soumis aussi à une nouvelle analyse approfondie les rapports entre le marxisme et la juiverie.

Si auparavant, de Vienne surtout, l'Allemagne m'avait paru un colosse inébranlable, des doutes inquiets commencèrent alors à surgir en moi. Je me mis à critiquer dans mon esprit et aussi dans le cercle restreint de mes relations, la politique extérieure allemande aussi bien que la façon incroyablement légère, selon moi, avec laquelle on traitait le problème le plus important qu'il y eût à cette époque en Allemagne, celui du marxisme. Je n'arrivais pas à comprendre, comment on pouvait aller aussi aveuglément au devant d'un danger dont les répercussions devaient être aussi terribles, comme le marxisme le promettait lui-même. J'élevais déjà à ce

moment la voix dans mon entourage immédiat, ainsi fais-je maintenant en plus grand, contre le rabâchage endormant de tous les lâches pleurnichards : « Il ne peut rien nous arriver ! » Une pareille peste mentale a déjà détruit jadis un empire gigantesque. Est-ce que l'Allemagne seule ne serait point soumise aux mêmes lois que toutes les autres communautés humaines ?

Dans les années 1913 et 1914, j'exprimai pour la première fois, dans différents cercles, dont une partie est maintenant au nombre des adeptes fidèles du mouvement national-socialiste, la conviction que le problème de l'avenir de la nation allemande, c'est le problème de la destruction du marxisme.

Je ne vis dans notre malencontreuse politique des alliances que l'une des conséquences amenées par l'action dissolvante de cette doctrine ; car, ce qui était le plus atroce, c'était que ce poison détruisait presque imperceptiblement toutes les bases d'une conception saine de l'économie et de l'État, sans que ceux qui en subissaient l'influence, se doutassent jusqu'à quel point toute leur activité et toute leur volonté n'étaient plus que l'expression de cette conception de vie, qu'ils repoussaient, d'autre part, de la façon la plus décidée.

La décadence intérieure du peuple allemand avait commencé déjà depuis longtemps, sans que les hommes – ainsi que cela arrive souvent dans la vie – aient

découvert le destructeur de leur existence. On essaya parfois quelque cure contre la maladie, mais on confondit toujours ses formes extérieures avec ses causes. Comme on ne connaissait pas ces dernières, ou qu'on ne voulait pas les connaître, cette lutte contre le marxisme eut autant d'effet que les cures d'un charlatan guérisseur.

Chapitre V

La guerre mondiale.

Durant ma bouillante jeunesse, rien ne m'a autant affecté que d'être né justement dans une période qui visiblement n'érigait ses temples de gloire qu'aux boutiquiers et aux fonctionnaires. Les fluctuations des événements historiques paraissaient s'être déjà calmées et l'avenir semblait devoir n'appartenir qu'à la compétition pacifique des peuples, c'est-à-dire à une exploitation frauduleuse réciproque admise en excluant toute méthode d'auto-défense par la force. Individuellement, les États commencèrent à ressembler de plus en plus à des entreprises qui creusent mutuellement le sol sous leurs pieds, tentent de se souffler mutuellement les clients et les commandes et de se léser mutuellement de diverses façons, mettant tout cela en scène avec accompagnement de clameurs aussi bruyantes qu'inoffensives. Cette évolution semblait non seulement persister, mais devoir transformer le monde entier en un grand bazar dans le hall duquel devaient s'amasser les bustes des plus roués

mercantis et des plus inoffensifs fonctionnaires, voués à l'immortalité. Les marchands pouvaient être représentés alors par les Anglais, les fonctionnaires par les Allemands, tandis que les Juifs étaient obligés de se sacrifier et se contentaient de faire figure de bourgeois possédants, car, de leur propre aveu, ils ne font jamais aucun bénéfice, mais, au contraire, « payent » toujours ; et outre cela, ils sont bourgeoisement versés dans la plupart des langues étrangères...

Pourquoi n'a-t-on pu naître cent ans plus tôt ? Par exemple au temps des guerres de libération, alors que l'homme, même sans commerce, avait réellement quelque valeur ?

Ainsi faisais-je d'amères réflexions sur la date trop tardive de mon apparition sur cette terre et je considérais comme un traitement injuste du sort à mon égard l'avenir qui se présentait à moi soi-disant dans « le calme et l'ordre ». Déjà *sérieux* et attentif dans ma jeunesse, je n'étais nullement « pacifiste » et toutes les tentatives de me former dans ce sens furent vaines.

Comme les éclairs d'un orage lointain m'apparut la guerre des Boërs.

Je guettais tous les jours les journaux et dévorais les dépêches et les communiqués¹, et j'étais déjà heureux

¹ Hitler avait dix ans quand éclata la guerre des Boërs.

de pouvoir être témoin tout au moins à distance de ce combat de héros.

La guerre russo-japonaise me trouva sensiblement plus âgé et aussi plus attentif. J'avais alors pris parti déjà pour des motifs nationaux pour les Japonais. Je voyais dans la défaite des Russes une défaite du slavisme autrichien.

Depuis, bien des années se sont écoulées et je compris que ce qui autrefois me semblait être une paresseuse langueur, n'était que le calme avant la tempête. Déjà, pendant mon séjour à Vienne, s'étendait sur les Balkans cette terne et accablante chaleur qui annonce habituellement l'ouragan et déjà parfois apparaissait une lueur plus vive, pour disparaître de nouveau dans d'inquiétantes ténèbres. C'est alors que se déchaîna la guerre des Balkans et le premier coup de vent balaya l'Europe fébrile. L'air qui survenait oppressait l'homme comme un lourd cauchemar, couvant comme une fiévreuse chaleur tropicale, de sorte que le sentiment de la catastrophe imminente se transforma par suite d'une perpétuelle inquiétude en une attente impatiente : on désirait que le ciel donnât enfin un libre cours à la fatalité que rien ne pouvait plus arrêter. Alors s'abattit enfin sur la terre le premier formidable coup de foudre : la tempête se déchaîna et au tonnerre du ciel s'entremêlèrent les feux roulants des

canons de la guerre mondiale.

Quand parvint à Munich la nouvelle de l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand (je sortais peu à ce moment et n'avais entendu que des nouvelles imprécises de cet événement), je fus tout de suite envahi d'une inquiétude : les balles ne provenaient-elles pas de pistolets d'étudiants allemands qui, indignés par le travail constant de slavisation auquel se livrait l'héritier du trône, voulaient libérer le peuple allemand de cet ennemi intérieur ? Quelles en auraient été les conséquences, on pouvait se le représenter tout de suite : ce serait une nouvelle vague de persécutions qui maintenant auraient été « justifiées » et « motivées » aux yeux du monde entier. Mais quand j'entendis aussitôt après les noms des auteurs présumés, et lus la nouvelle qu'ils étaient identifiés comme Serbes, je fus envahi d'une sourde épouvante devant cette vengeance de l'insondable destin. Le plus grand ami des Slaves était tombé sous les balles de fanatiques slaves.

Celui qui avait eu l'occasion d'observer longtemps l'attitude de l'Autriche à l'égard de la Serbie ne pouvait guère douter un instant que la pierre ayant commencé à rouler sur une pente, elle ne pouvait plus s'arrêter.

On est injuste à l'égard du gouvernement autrichien quand, aujourd'hui, on l'accable de reproches sur la forme et la teneur de l'ultimatum qu'il a présenté.

Aucune autre puissance, dans les mêmes circonstances, n'aurait pu agir autrement. L'Autriche possédait sur sa frontière sud-est un inexorable, un mortel ennemi, qui se livrait, de plus en plus fréquemment, à des provocations contre la monarchie et qui n'aurait jamais lâché prise jusqu'à ce qu'enfin soit arrivé le moment favorable pour la destruction de l'empire. On avait des raisons de craindre que cette éventualité ne fût inévitable et ne se produisît au plus tard qu'avec la mort du vieil empereur ; mais alors, l'empire aurait vraisemblablement été complètement hors d'état de présenter une résistance quelconque. Déjà dans les années précédentes, l'État tout entier était à ce point symbolisé par l'image de François-Joseph, que, dans l'esprit des grandes masses, la mort de cette très vieille incarnation de l'empire devait désormais signifier la mort de l'empire lui-même. Véritablement, il entra dans les plus rusés artifices de la politique slave, d'éveiller cette opinion que l'État autrichien devait son existence à l'art tout à fait prodigieux et particulier de ce souverain ; c'était une flatterie qui réussissait d'autant mieux à la Cour qu'elle répondait moins aux mérites réels de cet empereur. On ne sut découvrir le dard prêt à frapper qui se dissimulait sous cette louange. On ne voyait point, ou peut-être ne voulait-on pas voir que, plus était grande la dépendance de la monarchie à l'égard de l'art exceptionnel de gouverner que possédait

ce monarque, le plus sage de tous les temps, comme on le disait habituellement, plus désastreuse devait être la situation quand le destin viendrait un jour frapper à la porte pour chercher son tribut.

Pouvait-on même se représenter l'ancienne Autriche sans le vieil empereur ?

La tragédie dont autrefois fut victime Marie-Thérèse, ne se répéterait-elle pas immédiatement ?

Non, on est réellement injuste à l'égard des sphères gouvernementales de Vienne quand on leur reproche d'avoir poussé à la guerre, alors qu'autrement, dit-on, elle aurait peut-être pu être évitée. On ne pouvait plus l'éviter désormais, mais tout au plus pouvait-on la reculer d'une ou deux années. Mais si une malédiction s'appesantissait sur la diplomatie allemande aussi bien qu'autrichienne, c'est qu'elles avaient déjà constamment tenté d'ajourner l'inévitable règlement de compte, jusqu'à ce qu'elles fussent contraintes de frapper à l'heure la plus défavorable. On peut être convaincu qu'une tentative de plus de sauver la paix aurait seulement conduit à remettre la guerre à une époque encore plus défavorable.

Non, celui qui n'aurait pas voulu de cette guerre devait du moins avoir le courage de songer aux conséquences de son refus. C'était le sacrifice de l'Autriche. La guerre serait arrivée quand même, non

plus comme un combat de tous les autres peuples contre nous, mais, par contre, sous la forme du démembrement de la monarchie des Habsbourg. Et il aurait fallu tout de même se décider alors, soit à lui venir en aide, soit à rester spectateurs, les bras ballants, en laissant s'accomplir le destin.

Mais ceux-là précisément qui aujourd'hui maudissent le plus les débuts de la guerre et donnent les plus sages avis, sont ceux dont l'action devait le plus fatalement pousser à cette guerre.

Depuis des dizaines d'années, la Social-Démocratie allemande s'était livrée aux excitations les plus fourbes à la guerre contre la Russie, tandis que le centre, pour des considérations d'ordre religieux, avait le plus contribué à faire de l'État autrichien la pierre angulaire et le centre de la politique allemande. Maintenant, il fallait subir les conséquences de ces erreurs. Ce qui arriva devait inévitablement arriver. La faute du gouvernement allemand consista en ce que, dans le souci de maintenir la paix, il avait toujours laissé passer les heures favorables pour l'attaque, qu'il s'était fait prendre dans les liens de la Ligue pour le maintien de la paix mondiale et devint ainsi la victime d'une coalition mondiale, qui opposait précisément aux efforts pour maintenir la paix mondiale la résolution d'allumer une guerre mondiale.

Si le gouvernement de Vienne avait alors donné à l'ultimatum une forme plus conciliante, cela n'aurait rien changé à la situation, sinon tout au plus qu'il aurait été balayé par l'indignation populaire. Car, aux yeux des grandes masses, le ton de l'ultimatum était beaucoup trop modéré et n'était en aucune façon outré ni brutal. Celui qui tenterait de nier ces vérités ne saurait être qu'une tête sans cervelle ni mémoire, ou un fieffé menteur.

La guerre de 1914 ne fut, Dieu en est témoin, nullement imposée aux masses, mais au contraire désirée par tout le peuple.

On voulait enfin mettre un terme à l'insécurité générale. C'est ainsi seulement que l'on peut comprendre comment plus de deux millions d'hommes et de jeunes gens allemands se présentèrent volontairement sous les drapeaux, prêts à défendre la patrie jusqu'à la dernière goutte de leur sang.

* * *

Pour moi aussi, ces heures furent comme une délivrance des pénibles impressions de ma jeunesse. Je n'ai pas non plus honte de dire aujourd'hui qu'emporté par un enthousiasme tumultueux, je tombai à genoux et

remerciai de tout cœur le ciel de m'avoir donné le bonheur de pouvoir vivre à une telle époque.

Une lutte pour la liberté était engagée et telle que la terre n'en avait jamais vue de plus puissante ; car, dès que la roue de la fatalité tourna, la conviction se fit jour dans les grandes masses que, cette fois, il ne s'agissait pas du sort de la Serbie ou même de l'Autriche, mais de l'existence ou de la fin de la nation allemande.

Enfin, après de longues années d'aveuglement, le peuple voyait clair dans son propre avenir. C'est ainsi que, dès le début de la gigantesque lutte, se mêla à un enthousiasme exalté le sérieux nécessaire ; et ce sentiment fit que l'exaltation populaire ne fut pas un simple feu de paille. Le sérieux n'était que trop nécessaire ; on ne se faisait généralement aucune idée de la longueur et de la durée possible de la lutte qui commençait. On pensait se retrouver chez soi pour l'hiver, et continuer à travailler paisiblement sur des bases nouvelles.

Ce que l'homme désire, il l'espère et le croit. La grande majorité de la nation était depuis longtemps fatiguée de la perpétuelle insécurité ; il n'était donc que trop compréhensible que personne ne crût à une solution pacifique du conflit austro-serbe, et que chacun s'attendît à l'explication définitive. Je faisais également partie de ces millions d'hommes-là.

À peine la nouvelle de l'attentat fut-elle connue à Munich que deux pensées me traversèrent l'esprit : d'abord, que la guerre était devenue inévitable, ensuite que maintenant l'empire des Habsbourg était obligé de maintenir l'alliance ; car ce que j'avais toujours craint le plus, c'était que l'Allemagne pût être engagée un jour dans un conflit, justement en raison de cette alliance, sans que l'Autriche en fût la cause directe, et qu'ainsi l'État autrichien, pour des raisons de politique intérieure, n'eût pas la force de décision nécessaire pour se placer aux côtés de son alliée. La majorité slave de l'empire aurait tout de suite commencé à saboter cette décision et aurait préféré mettre en pièces l'empire tout entier plutôt qu'apporter l'aide réclamée par l'alliée. Ce danger était désormais écarté. Le vieil empire devait combattre, qu'il le voulût ou non.

Ma propre position à l'égard du conflit était très simple et claire ; à mon avis, ce n'était pas l'Autriche qui luttait pour obtenir une satisfaction quelconque de la part de la Serbie, mais c'était la lutte de l'Allemagne pour son maintien, de la nation allemande pour être ou ne pas être, pour sa liberté et son avenir. L'Allemagne de Bismarck devait maintenant se battre ; ce que les aïeux avaient conquis en répandant héroïquement leur sang dans les batailles depuis Wissembourg jusqu'à Sedan et Paris, devait à nouveau être gagné par la jeunesse allemande. Mais si cette lutte était menée

victorieusement jusqu'au bout, alors notre peuple reviendrait prendre sa place dans le cercle des grandes nations par sa puissance extérieure, et alors l'empire allemand deviendrait à nouveau le puissant asile de la paix, sans être obligé de frustrer ses enfants de leur pain quotidien par amour de la paix.

Je faisais autrefois, adolescent et jeune homme, le souhait de pouvoir prouver que, pour moi, l'enthousiasme national n'était pas une vaine chimère. Il me paraissait souvent que c'était un péché de crier : hurrah ! sans en avoir le droit intrinsèque ; car qui peut se permettre d'user de ce mot sans l'avoir prononcé là où aucun badinage n'est plus de mise ? Là où la main inexorable de la déesse Destinée commence à jauger les peuples et les hommes d'après la sincérité de leurs sentiments ? Ainsi mon cœur, comme celui de millions d'autres, s'enflait d'un orgueilleux bonheur de m'être enfin libéré de cette paralysante sensation. J'avais si souvent chanté *Deutschland über alles* et crié à pleine gorge *Heil !*, qu'il me semblait avoir obtenu, à titre de grâce superfétatoire, le droit de comparaître comme témoin devant le tribunal du Juge éternel pour pouvoir attester la véracité de ces sentiments. Car il était évident pour moi dès la première heure que dans le cas d'une guerre – laquelle me paraissait inévitable – j'abandonnerais d'une façon ou d'une autre mes livres. Je savais également bien que ma place devait être là où

m'avait déjà appelé une fois ma voix intérieure.

C'est pour des motifs politiques que j'avais abandonné tout d'abord l'Autriche ; n'était-il point parfaitement compréhensible que je dusse, maintenant que la lutte commençait, tenir exactement compte de ces sentiments ? Je ne voulais pas combattre pour l'État des Habsbourg, mais j'étais prêt à mourir à tout moment pour mon peuple et l'empire qui le personnalisait.

Le 3 août, j'adressais une supplique directe à Sa Majesté le roi Louis III, en demandant la faveur d'entrer dans un régiment bavarois. Les bureaux du cabinet avaient sûrement pas mal d'ouvrage à ce moment ; ma joie fut d'autant plus vive lorsque, dès le lendemain, j'obtins satisfaction. Lorsque d'une main tremblante j'ouvris la lettre et lus l'acceptation de ma demande avec ordre de me présenter dans un régiment bavarois, ma joie et ma reconnaissance ne connurent point de bornes. Quelques jours après, je portais l'uniforme que je devais ne quitter que six ans plus tard.

Ainsi commença pour moi, ainsi que pour tout Allemand, le temps le plus inoubliable et le plus sublime de toute mon existence terrestre. Devant les événements de cette lutte gigantesque, tout le passé se réduisit à un néant insipide. Avec une fière mélancolie je pense justement ces jours-ci, où pour la dixième fois

revient l'anniversaire de ce prodigieux événement, aux premières semaines de la lutte de héros, à laquelle la faveur du sort me permit de participer.

Comme si c'était hier seulement, défilent devant moi des images et des images, je me vois dans le cercle de mes chers camarades, d'abord sous l'uniforme, puis sortant pour la première fois, à l'exercice, jusqu'à ce que vint enfin le jour du départ pour le front.

Une seule inquiétude me tourmentait alors, ainsi que tant d'autres : celle d'arriver trop tard sur le front. Cela m'empêchait souvent de trouver du repos. Ainsi, à la nouvelle de chacune de nos victoires et de l'héroïsme des nôtres, ma joie était-elle mêlée d'une goutte d'amertume, car chaque nouvelle victoire semblait augmenter le danger que je n'arrive trop tard pour y participer.

Et voici qu'enfin arriva le jour où nous quittâmes Munich pour aller faire notre devoir. C'est ainsi que je vis pour la première fois le Rhin, lorsque le long de ses flots paisibles, nous nous acheminions vers l'Ouest, afin de protéger ce fleuve allemand entre tous les fleuves contre l'avidité de l'ennemi séculaire. Lorsqu'à travers les tendres voiles du brouillard matinal, les premiers rayons du soleil firent briller à nos yeux le

monument de Niederwald¹, s'éleva de l'interminable train militaire vers le ciel matinal la vieille *Wacht am Rhein*, et ma poitrine devenait trop étroite pour contenir mon enthousiasme.

Ensuite survint une nuit froide et humide en Flandre, à travers laquelle nous marchions en silence, et lorsque le jour commença à se dégager des nuages, brusquement siffla par-dessus nos têtes un salut d'acier et entre nos rangs frappèrent avec un bruit sec les petites balles fouettant le sol ; mais avant que le petit nuage ne se fût dissipé, retentit de deux cents gosiers le premier hurrah ! à la rencontre du premier messenger de la mort. Alors commencèrent les crépitements des balles et les bourdonnements des canons, les chants et les hurlements des hommes, et chacun se sentit happé, les yeux fiévreux, vers l'avant, toujours plus vite, jusqu'à ce qu'enfin subitement le combat se déclenchât ; loin au-delà des champs de betteraves et des haies, le combat corps à corps. Mais de loin arrivaient jusqu'à nos oreilles les accents d'un chant qui nous gagnait peu à peu, qui se transmettait de compagnie à compagnie, et quand la mort commença ses ravages dans nos rangs, le chant s'empara de nous aussi, et nous le transmîmes plus loin à notre tour :

¹ Statue *Germania*, 35 mètres de haut, symbole de la domination de l'Allemagne sur la Rhénanie.

Deutschland, Deutschland über alles, über alles in der Welt !

Quatre jours après nous revînmes en arrière. L'allure même était devenue tout autre. Des garçons de dix-sept ans paraissaient maintenant des hommes faits.

Les volontaires du régiment List n'avaient peut-être pas appris à combattre selon les règles, mais tous savaient mourir comme de vieux soldats.

C'était le commencement.

Ainsi se suivirent les années ; mais le romantisme de combat fit place à l'épouvante. L'enthousiasme se refroidit peu à peu et les jubilations exaltées furent étouffées par la crainte de la mort. Il arriva un temps où chacun eut à lutter entre son instinct de conservation et son devoir. Et à moi-même cette lutte ne fut point épargnée. Toujours, quand la mort rôdait, quelque chose d'indéfini poussait à la révolte, tentait de se présenter comme la voix de la raison au corps défaillant, mais c'était simplement la lâcheté qui, sous de tels déguisements, essayait de s'emparer de chacun. Mais plus cette voix, qui engageait à la prudence, se dépensait en efforts, plus son appel était perceptible et persuasif, plus vigoureuse était la résistance, jusqu'à ce qu'enfin, après une lutte intérieure prolongée, le sentiment du devoir remportât la victoire. Déjà l'hiver 1915-1916, cette lutte avait trouvé chez moi son terme.

La volonté avait fini par devenir le maître incontesté. Si dans les premiers jours je participais aux assauts avec des vivats et des rires, maintenant j'étais calme et résolu. Mais ces sentiments étaient durables. Désormais seulement la destinée pouvait passer aux dernières épreuves sans que les nerfs faiblissent ou que la raison défaille.

De jeune volontaire, j'étais devenu vieux soldat.

Mais ce changement s'était accompli dans l'armée entière. Dans les perpétuels combats, elle vieillit et s'endurcit, et ceux qui ne pouvaient soutenir l'assaut furent brisés par ce dernier.

Maintenant seulement on pouvait porter un jugement sur cette armée, après deux ou trois ans durant lesquels elle était jetée d'une bataille dans une autre, combattant constamment contre la supériorité du nombre et des armes, souffrant de la faim et subissant des privations : maintenant était arrivé le moment d'éprouver la valeur de cette armée unique.

Des années peuvent s'écouler, jamais personne n'osera parler d'héroïsme sans penser à l'armée allemande de la guerre mondiale. Alors émergera des voiles du passé la vision immortelle du solide front, des gris casques d'acier, qui ne fléchit ni ne recule. Aussi longtemps qu'il y aura des Allemands, ils auront présent à l'esprit que tels furent autrefois leurs aînés.

J'étais alors soldat et n'avais pas l'intention de faire de la politique. Ce n'était d'ailleurs vraiment pas le moment. Je nourris encore aujourd'hui la conviction que le dernier valet de charretier avait rendu à la patrie de meilleurs services que même le premier, dirons-nous, des « parlementaires ». Je n'ai jamais détesté ces bavards plus que justement dans le temps où tout gaillard digne de ce nom qui avait quelque chose à dire, le criait au visage de l'ennemi, ou tout au moins laissait, comme il convenait, son appareil à discours chez lui et remplissait quelque part en silence son devoir. Oui, je détestais alors tous ces « politiciens », et si cela avait dépendu de moi on aurait immédiatement formé un bataillon parlementaire de balayeurs, car ainsi ils auraient pu s'en donner à cœur joie et autant qu'il le leur fallait, de bavarder, sans irriter les hommes droits et honnêtes, et même sans leur nuire.

Aussi ne voulais-je à cette époque rien savoir de la politique, mais je ne pouvais faire autrement que de prendre position à l'égard de certains phénomènes qui, à la vérité, affectaient toute la nation, mais nous intéressaient particulièrement, nous, les soldats.

Il y avait deux choses qui m'irritaient foncièrement et que je considérais comme nuisibles.

Déjà, dès les premières victoires, une certaine presse commença à laisser tomber lentement et peut-être d'une

façon non immédiatement perceptible pour beaucoup de gens, quelques gouttes d'amertume dans l'enthousiasme général. Ceci se faisait sous le masque d'une bienveillance et de bonnes pensées certaines, voire d'une sollicitude manifeste. On avait une certaine prévention contre une trop grande exaltation dans la célébration des victoires. On craignait que sous cette forme, cette exaltation ne fût pas digne d'une grande nation et par cela même déplacé. Le courage et l'héroïsme, disait-on, sont quelque chose de tout à fait naturel, de sorte que l'on ne devait pas ainsi se livrer à des explosions de joie inconsidérées, ne serait-ce que par égard pour les pays étrangers auxquels une attitude calme et digne dans la joie serait plus agréable que des acclamations déchaînées, etc. Enfin, nous autres Allemands, nous ne devons pas oublier que la guerre n'était pas dans nos intentions, et même que nous ne devons pas avoir honte d'avouer que nous apporterions à tout moment notre coopération à la réconciliation de l'humanité. Pour ces motifs, il n'était pas raisonnable de ternir par de trop grands cris la pureté des actions de l'armée, car le reste du monde comprendrait mal une pareille attitude. Rien ne serait plus admiré que la modestie avec laquelle un véritable héros oublierait, dans le calme et le silence, ses actions d'éclat ; car c'est à cela que tout se résumait.

Au lieu de prendre ces bavards par leurs longues

oreilles et de les conduire au poteau pour les y suspendre à une corde, afin de mettre ces chevaliers de la plume hors d'état d'offenser la nation en fête en faisant de la haute psychologie, on commença à prendre réellement des mesures tendant à atténuer la joie « inconvenante » saluant chaque victoire.

On ne soupçonnait en aucune façon que l'enthousiasme, une fois brisé, ne pourrait plus être réveillé quand il serait nécessaire. C'est un enivrement, et il faut continuer à l'entretenir comme tel. Mais comment allait-on soutenir, sans cette puissance de l'enthousiasme, une lutte qui devait soumettre à d'incroyables épreuves le moral de la nation.

Je connaissais trop bien la psychologie des grandes masses pour ne pas savoir qu'en pareil cas, ce n'était pas avec un état d'âme « esthétiquement » très élevé que l'on pouvait attiser le feu qui maintiendrait chaud ce fer. À mes yeux, c'était une folie de ne point faire tout ce qui était possible pour augmenter le bouillonnement des passions ; mais il m'était tout simplement entièrement incompréhensible que l'on enrayât celui qui, par bonheur, était créé.

Ce qui m'irritait en second lieu, c'était la façon dont on estimait convenable de prendre position à l'égard du marxisme. À mon avis, on démontrait seulement ainsi que l'on n'avait également pas la moindre notion de ce

qu'était cette peste. On semblait s'imaginer très sérieusement qu'en prétendant supposer l'union des partis, on pouvait amener le marxisme à la raison et à la réserve.

Or, il ne s'agit point du tout ici d'un parti, mais d'une doctrine aboutissant à la destruction de l'humanité. On s'en rendait d'autant moins compte que l'on n'entendait point cet aveu dans les universités enjuivées et que, par contre, trop nombreux étaient ceux qui, plus particulièrement parmi nos hauts fonctionnaires, trouvaient certainement inutile, dans leur myope suffisance, de prendre un livre et d'y apprendre quelque chose qui ne figurât pas dans les matières officiellement enseignées. Les plus violents bouleversements peuvent passer à côté de ces « cerveaux » sans y marquer aucune trace ; c'est pourquoi les entreprises de l'État ne suivent pour la plupart qu'en boitant les entreprises privées. C'est à eux que s'applique le mieux l'adage : ce que le paysan ne connaît pas, il ne le mange point. De rares exceptions confirment la règle.

C'était une absurdité sans pareille que d'identifier, aux jours du mois d'août 1914, l'ouvrier allemand avec le marxisme. À ce moment, l'ouvrier allemand avait su se libérer de l'étreinte de cette contagion empoisonnée, car sans cela il n'aurait jamais pu, en aucune façon,

entrer dans le combat. On était cependant assez stupide pour s'imaginer que le marxisme était peut-être maintenant devenu national : trait qui prouve que, dans ces longues années, personne parmi les fonctionnaires dirigeants de l'État n'avait voulu se donner la peine d'étudier la substance de cette doctrine, sans quoi une pareille absurdité aurait eu grand-peine à s'insinuer.

Le marxisme, dont le but définitif est et reste la destruction de tous les États nationaux non juifs, devait s'apercevoir avec épouvante qu'au mois de juillet 1914, les ouvriers allemands qu'il avait pris dans ses filets, se réveillaient et commençaient à se présenter de plus en plus promptement au service de la patrie. En quelques jours, toutes les fumées et les duperies de cette infâme tromperie du peuple furent semées à tous les vents, et soudain le tas de dirigeants juifs se trouva isolé et abandonné, comme s'il n'était plus resté aucune trace de ce qu'ils avaient inoculé aux masses depuis soixante ans. Ce fut un vilain moment pour les mauvais bergers de la classe ouvrière du peuple allemand. Mais aussitôt que les chefs aperçurent le danger qui les menaçait, ils se couvrirent jusqu'aux oreilles du manteau du mensonge qui rend invisible et mimèrent sans vergogne l'exaltation nationale.

C'eût été le moment de prendre des mesures contre toute la fourbe association de ces Juifs empoisonneurs

du peuple. C'est alors qu'on aurait dû sans hésiter faire leur procès, sans le moindre égard pour les cris et lamentations qui auraient pu s'élever. En août 1914, le verbiage juif de la solidarité internationale disparut tout d'un coup des têtes des ouvriers allemands, et déjà quelques semaines après¹, à la place de celui-ci, des shrapnells américains déversaient les bénédictions de la fraternité sur les casques des colonnes en marche. Il aurait été du devoir d'un gouvernement attentif, au moment où l'ouvrier allemand revenait à un sentiment national, de détruire impitoyablement les ennemis de la nation. Tandis que les meilleurs tombaient sur le front, on aurait pu tout au moins s'occuper, à l'arrière, de détruire la vermine.

Mais au lieu de cela, Sa Majesté l'empereur tendit la main aux anciens criminels et accorda son indulgence aux plus perfides assassins de la nation, qui purent ainsi reprendre leurs esprits.

Ainsi le serpent pouvait continuer son œuvre plus prudemment qu'autrefois, et d'autant plus dangereusement. Pendant que les gens honnêtes rêvaient de leur vieille robe de chambre, les criminels parjures organisaient la révolution.

¹ Rappelons que les Américains ne sont montés en ligne qu'en juillet 1918.

J'ai toujours ressenti un profond mécontentement de cet indigne traitement de faveur, mais en même temps, je n'aurais pas cru possible que l'aboutissement en fût aussi désastreux.

Mais qu'aurait-on dû faire alors ? Emprisonner immédiatement les meneurs, les faire passer en jugement et en débarrasser la nation. On aurait dû employer sans ménagements tous les moyens de la force armée pour exterminer cette pestilence. On aurait dû dissoudre les partis, mettre le Parlement à la raison au besoin par les baïonnettes, ou ce qui aurait été mieux, l'ajourner aussitôt. De même que la République réussit aujourd'hui à dissoudre les partis, de même on aurait dû alors se servir à bon droit de ce moyen. Car l'existence de tout un peuple était en jeu.

Mais alors, à la vérité, se posait cette question : est-il possible, en somme, d'exterminer avec l'épée une conception de l'esprit ? Peut-on, par l'emploi de la force brutale, lutter contre des « idées philosophiques » ?

Je m'étais déjà posé à ce moment plus d'une fois cette question.

En réfléchissant à des cas analogues que l'on trouve dans l'histoire, particulièrement lorsqu'il s'agit de questions de religion, on aboutit à la notion fondamentale suivante :

Les conceptions et les idées philosophiques, de même que les mouvements motivés par des tendances spirituelles déterminées, qu'ils soient exacts ou faux, ne peuvent plus, à partir d'un certain moment, être brisés par la force matérielle qu'à une condition : c'est que cette force matérielle soit au service d'une idée ou conception philosophique nouvelle allumant un nouveau flambeau.

L'emploi de la force physique toute seule, sans une force morale basée sur une conception spirituelle, ne peut jamais conduire à la destruction d'une idée ou à l'arrêt de sa propagation, sauf si l'on a recours à une extermination impitoyable des derniers tenants de cette idée et à la destruction des dernières traditions. Or, cela aboutit, dans la plupart des cas, à rayer l'État considéré du nombre des puissances politiquement fortes pour un temps indéterminé, souvent pour toujours ; car une pareille saignée atteint, comme le montre l'expérience, la meilleure partie de la population. En effet, toute persécution qui n'a point de base spirituelle, apparaît comme moralement injuste et agit comme un coup de fouet sur les meilleurs éléments d'un peuple, le poussant à une protestation qui se traduit par son attachement à la tendance spirituelle persécutée. Chez beaucoup d'individus, ce fait se produit simplement à cause du sentiment d'opposition contre la tentative d'assommer une idée par la force brutale.

Ainsi le nombre des partisans convaincus augmente dans la mesure même où s'accroît la persécution. De la sorte, la destruction d'une conception philosophique ne pourra s'effectuer que par une extermination progressive et radicale de tous les individus ayant une réelle valeur. Mais ceux-ci se trouvent vengés, dans le cas d'une épuration « intérieure » aussi totale, par l'impuissance générale de la nation. Par contre, un pareil procédé est toujours condamné à l'avance à la stérilité quand la doctrine combattue a déjà franchi un certain petit cercle.

C'est pourquoi ici aussi, comme dans toutes les croissances, le premier temps de l'enfance est exposé à la possibilité d'une prompte destruction, cependant qu'avec les années la force de résistance augmente, pour céder, à l'approche de la faiblesse sénile, la place à une nouvelle jeunesse, bien que sous une autre forme et pour d'autres motifs.

Effectivement, presque toutes les tentatives semblables de détruire sans base spirituelle une doctrine et les effets d'organisation qu'elle a produits, ont abouti à un échec, et se sont plus d'une fois terminés d'une façon exactement contraire à ce que l'on désirait pour la raison suivante :

La première de toutes les conditions, pour un procédé de lutte utilisant l'arme de la force toute seule,

est toujours la persévérance. C'est-à-dire que la réussite du dessein réside uniquement dans l'application prolongée et uniforme des méthodes pour étouffer une doctrine, etc. Mais aussitôt qu'ici la force en vient à alterner avec l'indulgence, non seulement la doctrine que l'on veut étouffer reprendra constamment des forces, mais elle sera en mesure de tirer des avantages nouveaux de chaque persécution, lorsque, après le passage d'une pareille vague d'oppression, l'indignation soulevée par les souffrances éprouvées apportera à la vieille doctrine de nouveaux adeptes et poussera les anciens à y adhérer avec un plus fort entêtement et une plus profonde haine, et même à ramener à leur précédente position les transfuges après l'éloignement du danger. C'est uniquement dans l'application perpétuellement uniforme de la violence que consiste la première des conditions du succès. Mais cette opiniâtreté ne saurait être que la conséquence d'une conviction spirituelle déterminée. Toute violence qui ne prend pas naissance dans une solide base spirituelle, sera hésitante et peu sûre. Il lui manque la stabilité qui ne peut reposer que sur des conceptions philosophiques empreintes de fanatisme. Elle est l'exutoire de la constante énergie et de la brutale résolution d'un seul individu, mais en même temps elle se trouve dans la dépendance du changement des personnalités, ainsi que de leur nature et de leur

puissance.

Il y a encore quelque chose d'autre à ajouter à ce qui précède :

Toute conception philosophique, qu'elle soit de nature religieuse ou politique – souvent il est difficile de tracer ici une délimitation – combat moins pour la destruction, à caractère négatif, des idées contraires, que pour arriver à imposer, dans un sens positif, les siennes propres. Ainsi sa lutte est moins une défense qu'une attaque.

Elle est ainsi avantagée par le fait que son but est bien déterminé, car ce dernier représente la victoire de ses propres idées, tandis que, dans le cas contraire, il est difficile de déterminer, quand le but négatif de la destruction de la doctrine ennemie est obtenu et peut être considéré comme assuré. Déjà pour ce motif, l'attaque basée sur une conception philosophique sera plus rationnelle, et aussi plus puissante que son action défensive : car, en somme, ici aussi la décision revient à l'attaque et non à la défense. Le combat contre une puissance spirituelle par les moyens de la force a le caractère défensif aussi longtemps que le glaive lui-même ne se présente pas comme porteur, annonciateur et propagateur d'une nouvelle doctrine spirituelle.

Ainsi l'on peut constater en résumé ce qui suit :

Toute tentative de combattre un système moral par la force matérielle finit par échouer, à moins que le combat ne prenne la forme d'une attaque au profit d'une nouvelle position spirituelle. Ce n'est que dans la lutte mutuelle entre deux conceptions philosophiques que l'arme de la force brutale, utilisée avec opiniâtreté et d'une façon impitoyable, peut amener la décision en faveur du parti qu'elle soutient.

C'est pourquoi la lutte contre le marxisme a toujours échoué jusqu'ici.

Ceci fut aussi la raison pour laquelle la législation de Bismarck contre les socialistes avait malgré tout fini par faire long feu – et il devait en être ainsi. Il manquait la plateforme d'une nouvelle conception philosophique pour le triomphe de laquelle il eût fallu mener le combat. Car pour s'imaginer que les radotages sur ce que l'on appelle une « autorité d'État » ou « le calme et l'ordre » eussent constitué une base convenable, pour donner aux esprits l'impulsion nécessaire à une lutte pour la vie et la mort, il fallait la proverbiale sagesse des hauts fonctionnaires des ministères.

Mais comme un soutien spirituel effectif manquait à ce combat, Bismarck fut obligé, pour réaliser sa législation contre les socialistes, de s'en rapporter au jugement et au bon vouloir de cette institution qui déjà par elle-même était une création de la pensée socialiste.

Le chancelier de fer, en confiant le sort de la guerre contre le marxisme au bon vouloir de la démocratie bourgeoise, faisait garder le chou par la chèvre.

Mais tout ceci n'était que la conséquence obligée du manque d'une nouvelle conception philosophique animée d'une impétueuse volonté de conquête, et s'opposant au marxisme.

C'est ainsi que le résultat de la lutte bismarckienne se borna à une pénible désillusion.

Mais durant la guerre mondiale ou au début de cette dernière, les circonstances étaient-elles différentes ? Malheureusement non !

Plus je me plongeais dans les réflexions sur la nécessité de changer l'attitude du gouvernement de l'État à l'égard de la Social-Démocratie, laquelle était l'incarnation du marxisme de l'époque, plus je reconnaissais le manque d'un succédané utilisable pour cette école philosophique. Qu'allait-on donner en pâture aux masses en supposant que le marxisme pût être brisé ? Il n'existait aucun mouvement d'opinion dont on pût attendre qu'il réussît à enrôler parmi ses fidèles les nombreuses troupes d'ouvriers ayant plus ou moins perdu leurs dirigeants. Il est insensé et plus que stupide de s'imaginer qu'un fanatique internationaliste, ayant abandonné le parti de la lutte des classes, voudrait instantanément entrer dans un parti bourgeois, c'est-à-

dire dans une nouvelle organisation de classe. Car, quelque désagréable que cela puisse être aux diverses organisations, on ne peut cependant nier que, pour un très grand nombre de politiciens bourgeois, la distance entre les classes apparaîtra comme toute naturelle durant tout le temps où elle ne commencera pas à agir dans un sens politiquement défavorable pour eux.

La négation de cette vérité démontre seulement l'impudence et aussi la stupidité de l'imposteur.

Et surtout on doit se garder de croire la grande masse plus sotte qu'elle ne l'est. Dans les affaires politiques, il n'est pas rare que le sentiment donne une solution plus exacte que la raison. Mais l'avis que l'absurdité de la position internationale prise par les masses indique suffisamment l'illogisme de leurs sentiments, peut être immédiatement réfuté à fond, en faisant simplement ressortir que la démocratie pacifiste n'est pas moins déraisonnable, bien que ses leaders proviennent presque exclusivement du camp bourgeois. Aussi longtemps que des millions de bourgeois rendront chaque matin un dévot hommage à leur presse démocratique enjuivée, il siéra fort mal à ces messieurs de plaisanter la sottise du « compagnon » qui, en définitive, n'avale pas autre chose que la même ordure, encore qu'autrement accommodée.

Aussi doit-on bien se garder de contester des choses

qui sont malgré tout des faits. On ne peut nier le fait que, dans la question des classes, il ne s'agit en aucune façon uniquement de problèmes immatériels, comme on serait volontiers disposé à le proclamer, particulièrement avant les élections. L'orgueil de classe éprouvé par une grande partie de notre peuple est, de même que le peu de considération pour l'ouvrier manuel, un phénomène qui n'existe pas que dans l'imagination des lunatiques.

D'autre part, la faiblesse de la capacité de raisonnement de ce que l'on appelle nos « intellectuels » est démontrée par le fait que, précisément dans ces milieux, on ne comprend pas qu'un État qui n'a pas été capable d'empêcher le développement d'une lèpre telle qu'est en réalité le marxisme, ne sera plus en mesure de regagner le terrain perdu.

Les partis « bourgeois », comme ils se dénomment eux-mêmes, ne seront plus jamais en état de ligoter les masses « prolétariennes », car ici se trouvent en présence deux mondes séparés l'un de l'autre, en partie naturellement, en partie artificiellement, et dont l'attitude mutuelle ne peut être que celle de la lutte. Mais le vainqueur sera ici le plus jeune, et ç'aurait été le marxisme.

Réellement, on pouvait bien penser en 1914 à une

lutte contre le marxisme, mais il est permis de douter que cette attitude eût pu avoir quelque durée, à cause du manque de tout succédané pratique.

Il y avait là une importante lacune.

Telle était mon opinion déjà longtemps avant la guerre et c'est pourquoi je ne pouvais me décider à entrer dans un des partis existants. J'ai encore été confirmé dans cette opinion par l'évidente impossibilité d'entreprendre une lutte sans merci contre la Social-Démocratie, précisément à cause de cette absence de tout mouvement qui fût autre chose qu'un parti « parlementaire ».

Je me suis souvent ouvert là-dessus à mes plus intimes compagnons.

C'est alors que m'est venue pour la première fois l'idée de me livrer plus tard à une activité politique.

C'est justement pour ce motif que, dès lors, j'ai souvent affirmé, dans le petit cercle de mes amis, mon intention d'agir comme orateur, après la guerre, à côté de mon métier.

En vérité, c'était chez moi une idée bien arrêtée.

FIN DU TOME PREMIER

Table

I. La maison familiale.	32
II. Années d'études et de souffrances à Vienne.....	55
III. Considérations politiques générales touchant mon séjour à Vienne.	131
IV. Munich.....	230
V. La guerre mondiale.....	281

Cet ouvrage est le 1^{er} publié
dans la collection *Polémique et propagande*
par la Bibliothèque électronique du Québec.

La Bibliothèque électronique du Québec
est la propriété exclusive de
Jean-Yves Dupuis.